3 1761 05508726 6

2 vol
7 F 5
B 83 32

NOTIONS CLAIRES

SUR LES

GOUVERNEMENS.

NOTIONS CLAIRES

SUR LES

GOUVERNEMENS.

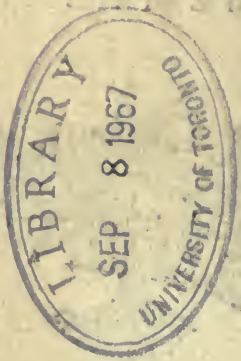
Nulla actio sine reactione.

TOME PREMIER.

A AMSTERDAM.

1787.

JC
179
M415
E.1



PRÉFACE.

En écrivant l'ouvrage intitulé, *Portraits des Rois de France*, il me vint une foule d'idées sur l'économie politique, que tant de Physiocrates ont embrouillée, & cette science me parut être susceptible d'une grande clarté. Je vis que la distinction des Gouvernemens étoit une confusion de termes, & dégénéroit parmi nous en une véritable logomachie; mais j'écartai de ce premier ouvrage les idées qui me pressoient, afin de ne point rompre le fil des événemens que j'avois à peindre.

J'ai repris mes idées, & je les donne aujourd'hui avec la sincérité qui les a fait naître. Elles sont très-attrayantes, ces études graves qui embrassent les droits & les devoirs des hommes, car

elles tendent à la noble régénération de l'eſpece humaine ; elles comportent même un intérêt vif, qui étend dans notre ame le cercle de la bienfaiſance. N'eſt-il pas temps qu'une raiſon ſage & éclairée acheve le bien qu'elle a commencé, en préſidant à l'adminiſtration des Etats ?

Comme j'avois examiné de près le *Gouvernement François*, & ſous toutes ſes faces, je fus étonné de lui trouver à diverſes époques tous les caracteres des autres Gouvernemens connus, & j'en inférai que les différentes conſtitutions des Etats étoient mobiles, & qu'elles participoient les unes des autres, quoique les mêmes noms ſubſiſtaſſent. Je vis, ou je crus voir que tous les Gouvernemens avoient les mêmes baſes ; car la Nature qui a tout fait, a préſidé à leur formation. Ce qui le prouve, c'eſt que

l'homme né pour l'ordre, les soutient contre la violence de ses propres passions.

Les noms nous gouvernent plus que les choses ; & il m'en a coûté à moi-même d'anéantir dans mon esprit les dénominations de Montesquieu & autres Publicistes, pour mieux reconnoître les élémens primitifs de tout Gouvernement, & pour juger que chacun d'eux se métamorphosoit à chaque siècle ou demi-siècle, & méritoit dès-lors un nom particulier.

Ces Gouvernemens changent même de situation dans un moindre espace de temps, parce qu'il n'en est aucun dont la constitution ne soit imparfaite ; tous nos Etats modernes ayant pris naissance dans des temps de guerre, d'ignorance & de barbarie. La raison a cherché depuis à recouvrer ses droits: voilà pourquoi chaque Etat, comme

las de ſon attitude, en eſſaie de temps en temps une nouvelle; il adopte ſciemment, ou à ſon inſçu, quelque choſe de ſes voiſins; il prend de leurs idées, malgré les habitudes antiques. Le voiſinage de l'Angleterre nous a été fort utile; & plus nous entrerons en communication avec les penſées & les raiſonnemens du peuple Anglois, plus nous perfectionnerons notre Gouvernement comme il doit être perfectionné, d'une maniere lente, inſenſible, mais plus sûre qu'une refonte ſubite.

Le gouvernement tout nouveau des Colonies Américaines n'eſt-il pas lui-même varié? Dans les unes, il tient plus de la forme monarchique, dans d'autres de la Républicaine; & quoique dans tous il puiſſe s'élever contre la tyrannie & ſes abus par la voix de ſes repréſentans, la liberté n'y eſt

point distribuée également. Mais ces Codes nouveaux, implantés sur des terres où regne la liberté, semblables à ces arbres utiles qui poussent & envoient de nobles rejetons, propageront avec le temps la sagesse & la saine politique sur les autres parties du globe.

La science des droits de l'homme s'étend, se fortifie de nos jours. On peut la revêtir des couleurs les plus touchantes, & lui imprimer ensuite ce degré d'évidence qui subjugue les esprits. L'homme est sensible; & sa raison dans l'ordre actuel des choses le dirige vers la plus noble des études, celle qui apprend aux hommes à vivre en société. Dieu a voulu que la plus délicieuse des jouissances se trouvât dans la pratique des vertus sociales, & même dans la théorie de ces intéressantes idées.

L'arbitraire n'a jamais eu qu'un cours rapide. La morale & la politique ſont des ſciences qui ſe confondent avec celle de la Légiſlation, & ne ſont avec elle qu'une ſeule ſcience. L'hiſtoire tient à elles; mais elle eſt bien moins utile, bien moins certaine. La morale & la politique s'occupent du bonheur des hommes; l'hiſtoire décrit des faits qui n'exiſtent plus : ils ont été ou mal vus, ou n'ont jamais été vus. Pour approfondir l'hiſtoire, il faut cultiver une ſcience preſque inconnue encore; c'eſt celle des probabilités, ou la critique des faits. La morale & la politique exercent journellement leurs bienfaits, en alliant à une profonde étude de l'homme celle des points de liaiſon entre tous les individus de la ſociété : les loix alors ſont de véritables inſtituteurs. Les bons livres répandent des lumieres dans

toutes les classes du peuple ; ils ornent la vérité. Ce sont eux qui déjà gouvernent l'Europe ; ils éclairent le Gouvernement sur ses devoirs, sur ses fautes, sur son véritable intérêt, sur l'opinion publique qu'il doit écouter & suivre : ces bons livres sont des maîtres patients, qui attendent le réveil des Administrateurs des Etats & le calme de leurs passions.

La politique est fondée, comme la plus haute Géométrie, sur les principes les plus simples ; mais le tout est de savoir en déduire les conséquences. Le caractere d'un peuple change de siècle en siècle ; il faut bien observer ce changement.

Le politique ne feroit jamais de fausses combinaisons, sans l'extrême variété & mobilité du caractere des Nations. Il faut donc qu'il en fasse une étude particuliere, & qu'il sache de

préférence au reſte, tout ce que les degrés de latitude placent d'étrange dans les cerveaux humains.

Voilà le difficile de ſon art : il doit bâtir ſes plans ſur le caractere d'un peuple vu en grand. Dès qu'il poſſédera la véritable connoiſſance de ſes mœurs, il obtiendra ſur une Nation un empire que le guerrier le plus heureux ne pourroit pas ſe promettre.

Celui-ci ravage comme un torrent, & paſſe de même. Les ſanglans trophées de la victoire ſont toujours chérement achetés : le vainqueur eſt ſouvent loin d'en cueillir les fruits. Il ne tient rien, ſi le politique ne vient à ſon ſecours.

La plus grande Puiſſance, la plus formidable, peut être ruinée par un politique vigilant, qui, protégeant un Etat voiſin plus foible, ſaura enlever à ſon rival, preſque à ſon inſçu, les

forces ſecrètes & vitales qui conſtituent ſa ſituation floriſſante.

Un corps de loix parfaites, quant à ce qui regarde la politique, ſeroit le chef-d'œuvre de l'eſprit humain : il conſiſteroit peut-être dans un choix exquis de ce qu'il y a eu de plus excellent dans les loix politiques & civiles, & dans une application ſimple & ingénieuſe de ces loix aux uſages de la Nation.

Il appartiendroit à ce ſublime compilateur de lier enſemble les loix antiques & modernes, pour en former ſon nouveau code. S'il étoit habile, s'il avoit une connoiſſance profonde du cœur humain, & ſur-tout du génie de la Nation, on y obſerveroit une telle unité de deſſein, on y ſuivroit des regles ſi certaines, on y garderoit des proportions tellement exactes, qu'un Etat qui auroit de pareilles loix

pour guide, reſſembleroit à ces machines mécaniques, dont tous les reſſorts ſe rapportent à la même fin.

Ce grand homme eſt encore à naître, parce que la perfection des choſes politiques eſt un degré éminent où l'humanité a beaucoup de peine à atteindre.

Mais tout annonce la poſſibilité d'un pareil génie; & ſi tant d'hommes doués d'une ſagacité profonde & d'un cœur ſenſible n'avoient pas égaré leurs talens dans le charme décevant des beaux arts, nous aurions trouvé cette heureuſe jonction des loix morales aux loix politiques : tout ſeroit prévu, du moins en théorie; tout ſeroit combiné, & ce type éloquent nous conduiroit inſenſiblement à la pratique.

Faute de ce génie, (que j'entrevois, & que j'aurois ambitionné) je n'ai fait que ce qui étoit en mon pouvoir :

j'ai rassemblé des idées avec la disposition d'esprit de les faire entrer dans le plan sublime qu'un autre tracera, & qui est trop au-dessus de mes forces. Réduire toutes les pensées à un centre d'unité, & les appliquer avec précision au génie national, voilà la pierre philosophale de la politique. Elle est moins chimérique que celle des Alchimistes, puisque nous voyons des Gouvernemens qui jouissent déjà d'un certain degré de perfection, c'est-à-dire de celui qui peut s'assimiler aux passions de la nature humaine.

Heureux le peuple qui, par ses Ecrivains, a su donner à l'autorité ces lumieres, qui ne lui permettent, ni de faire un pas hors des limites de la loi, ni de disposer de la loi elle-même.

Quand la législation ne peut pas être l'ouvrage des circonstances politiques, ne revient-il pas au même qu'elle

devienne le fruit des lumieres & des ſyſtêmes des hommes de génie ?

J'ai diſtingué conſtamment dans cet écrit l'homme qui enſeigne d'avec l'homme qui gouverne. J'ai fait voir que leurs fonctions qui ſont ſéparées doivent l'être en effet, mais que leurs idées doivent ſe rapprocher & s'unir ; que leurs droits peuvent ſubſiſter ſans être oppoſés l'un à l'autre ; qu'ils ne doivent point ſe nuire, mais agir chacun de leur côté ; que l'un ne peut pas troubler l'autre impunément, & qu'il eſt un point où leurs volontés n'en doivent faire & n'en font réellement qu'une. Voilà le moment, ſi je ne me trompe, où la loi prend naiſſance : elle eſt peut-être comme l'ouvrage phyſique de la Nature, le produit & le réſultat de deux pouvoirs. Laiſſez mourir tel Miniſtre qui dédaignoit l'inſtruction, & vous verrez ſa mémoire

ſe flétrir de jour en jour.

Enfin j'ai tâché de terminer les anciens débats de la partie qui enſeigne, & de la partie qui gouverne, & de les ſoumettre à la partie qui juge. J'ai bien marqué les limites de ces trois Puiſſances reſpectives, qui entrent dans toutes les formes de gouvernement où la liberté humaine n'eſt pas totalement détruite : elles luttent enſemble. Au lieu de renverſer l'une ou l'autre, conſervons-les avec le plus grand ſoin, car elles ſe ſurveillent & s'éclairent mutuellement.

Me ſera-t-il permis de dire que j'ai éprouvé dans la compoſition de cet ouvrage un charme preſque continu, & qui me faiſoit ſentir combien il eſt doux d'écrire pour faire diſparoître les oppreſſions de deſſus la terre, pour lier les bras aux oppreſſeurs de toute eſpece, pour leur démontrer

que le pouvoir de nuire eſt exécrable ; enfin pour leur en ôter même la volonté, en leur expoſant les avantages qui accompagneront les attributs de la dignité humaine, quand elle brillera politiquement ſur la ſcene du monde ; car ce n'eſt qu'en diminuant ſans ceſſe les maux de l'humanité dans le cercle qu'il habite, que tout homme pourra ſe dire heureux.

A Paris ce 8 Juin 1787.

AVANT-PROPOS.

TANDIS que le temps amene sur la face du globe les révolutions les plus extraordinaires, & varie à l'infini le tableau des événemens, il fait circuler des idées nouvelles qui ont aussi leur force & leur empire.

Emanées de quelques têtes pensantes, elles rempliſſent les cerveaux de la multitude, & s'y gravent. Ce cours moral a son ascendant & sa durée. Depuis que les différentes parties de l'Europe se correspondent, que les lumieres tendent au même foyer, la voix des philosophes forme un cri presqu'unanime, qui s'éleve, retentit & régit les trônes même, qui sembloient le dernier terme de la puissance humaine.

Il y a quelque chose au-dessus d'eux, l'opinion. L'imprudent qui la brave, affoiblit & morcele son autorité; & tel est l'em-

pire inconteſtable des idées nouvelles, que par leur charme, leur clarté, leur profondeur & leur utilité, elles donnent desloix à la partie qui gouverne. Les lumieres ſont devenues utiles à tous les Gouvernemens : iis ſemblent aujourd'hui ſe ſoumettre (avec plus ou moins de réſiſtance) à ces opinions qui ſont faites pour occaſionner par degré les plus incroyables changemens.

Cette nouvelle action de quelques hommes ſur l'univers, cet empire moral qui détermine les forces phyſiques, eſt une choſe vraiment neuve, & qui ne ſe rencontre dans l'hiſtoire, que depuis l'heureuſe découverte de l'Imprimerie.

Ces opinions ſont mélangées de bien & de mal, comme tout le reſte; elles ont tout à la fois leur utilité & leur danger. Quelquefois les eſprits ne ſont pas aſſez mûrs pour les adopter : d'un autre côté;

elles peuvent trop enflammer les cerveaux non préparés, & déranger trop subitement l'équilibre. L'enthousiasme alors pourroit remplacer la raison ; & quoique l'enthousiasme soit l'opérateur des grandes choses, il n'est placé avantageusement que dans des crises graves, importantes & difficiles.

Peut-être qu'il existe un art de juger ces opinions nouvelles, de les élaborer & de les rendre ainsi plus salutaires. Au milieu des progrès de l'esprit humain, le mal, par un destin presqu'invincible, se place encore à côté du bien. Souvent l'homme vertueux a droit de gémir, même en admirant. Un choix plus attentif ne pourroit-il pas séparer ce qui se trouve de funeste dans le mélange de ces bienfaits réels, versés depuis peu sur la société ?

Rarement l'esprit de l'homme qui a conçu une idée neuve, a-t-il su garder un juste milieu. L'homme aime à se reposer

dans les extrêmes. Quand il a voulu briſer de vieilles entraves, l'effort qu'il a fait l'a précipité du côté oppoſé, & fier d'avoir rompu quelques chaînes qui lui peſoient, il n'a point apperçu qu'il adoptoit de nouveaux préjugés, & qu'il ſe ſoumettoit à la prévention la plus abſolue, à l'inſtant même qu'il croyoit lui échapper. Ainſi l'homme a confondu des notions diſtinctes, & il a cru avoir tout perfectionné, parce qu'il fouloit d'un pied ſuperbe un grand nombre de débris.

Tel eſt ſur-tout le caractere de l'eſprit du ſiècle; orgueilleux de quelques ſuccès inconteſtables, il ſemble plus impatient de détruire que d'édifier. Il a voulu ſoumettre toutes les opinions anciennes à ſon examen : ce n'eſt point là ſon erreur; mais n'a t-il pas paru trop ſatisfait, lorſqu'il les eut livrées au ridicule & au mépris. Cet amour de la nouveauté peut donc avoir

ſes dangers & ſon excès. Suffit-il toujours de lutter contre l'erreur pour s'en préſerver ? Et ſi le génie étoit auſſi ſage qu'il eſt impétueux, ne ſe borneroit-il pas à renverſer uniquement des préjugés cruels & nuiſibles ? S'il n'avoit combattu que des idées extravagantes, ſemblables par exemple à celles qui regnoient dans le ſiècle des épreuves, lorſque l'entêtement de l'aſtrologie, l'incroyable manie des poſſeſſions, les abſurdités de l'école obſcurciſſoient tous les eſprits, le génie mériteroit aujourd'hui & notre croyance & notre hommage ; mais ce torrent dans ſa courſe hardie peut détruire les monumens qui méritent d'être conſervés. Il faut qu'il arroſe & fertiliſe, & non qu'il inonde & ravage. Ainſi parmi les idées nouvelles & dominantes, il en eſt qui, bien choiſies, peuvent apporter de plus grands avantages à la ſociété, & achever le triomphe de la raiſon.

Après que le génie a développé tout son essor, & en tout sens, il faut qu'il naisse un esprit juste, pour démêler ce qui appartient à l'erreur & à la vérité. C'est à lui seul qu'il est donné de savoir peser sans partialité, de conclure sans audace, de retrancher à la chaleur de l'enthousiasme, & néanmoins de ne pas affoiblir la vérité : enfin, c'est à lui de marcher entre la timidité excessive qui respecte superstitieusement les anciennes coutumes, & la témérité qui voudroit rompre toutes les barrieres.

L'esprit du siècle, on ne sauroit en disconvenir, a répandu plusieurs clartés, soit en portant la réflexion sur des objets utiles, soit en généralisant des principes qui perdoient à être isolés, & aucune science aujourd'hui ne peut se dérober à la reconnoissance d'avoir vu ce même esprit étendre les limites de sa sphere. S'il s'est

égaré, il faut le dire encore, c'eſt par l'immenſité des objets qu'il a cru devoir embraſſer ; c'eſt pour avoir voulu ſoumettre à un calcul trop rapide des opérations compliquées ; c'eſt peut-être, ſi je l'oſe dire, de n'avoir pas eu aſſez de confiance en la vertu humaine, & de n'avoir pas ſu eſtimer le produit de cette force active.

Telle eſt la premiere erreur, ſi je ne me trompe, de la partie qui gouverne : elle a tout attendu de ſes reſſorts matériels ; elle a raiſonné des objets qu'il falloit plutôt ſentir, comme ſi le ſentiment n'étoit pas auſſi un trait de lumiere plus prompt & plus vif. Pourquoi ne croiroit elle pas que la vertu dans un homme d'état, comme dans une nation, ſeroit plus éclairée que la politique la plus clairvoyante ?

C'eſt la vertu qui connoît rapidement & par inſtinct ce qui doit tourner au profit général : l'œil conſtamment attaché ſur

l'humanité souffrante, elle a ce mouvement généreux qui dicte les meilleures maximes. Le raisonnement avec son langage insidieux peut donner des couleurs captieuses à des entreprises équivoques. Jamais le cœur vertueux n'oubliera l'intérêt du moindre citoyen; & s'il est forcé d'opter entre des sacrifices, on verra que la partie nombreuse & infortunée aura été présente à sa mémoire. Il choisira le moindre des maux, & de maniere à ne point craindre la plume de l'Historien qui tracera à la postérité ses combats & ses décisions.

Ainsi dans leur origine les états naissans ont deviné la situation qu'ils devoient prendre, & loin des lumieres politiques, ou même les dédaignant, ils ont eu la conscience du mieux, conscience si souvent supérieure à la manie des systêmes, lesquels voulant plier tous les événemens,

amenent à leur ſuite des fautes ſans nombre.

Plaçons donc l'homme d'état vertueux avant le politique habile, bien sûr que le premier devinera par amour du bien public, ce que l'autre n'appercevra pas dans l'orgueil de ſes conceptions.

S'il obſerve l'eſprit du ſiècle, ce ne ſera point pour l'étouffer, pour s'oppoſer à ſon cours, mais pour lui donner une direction plus utile. Le pilote obéit à la mer ſur laquelle il eſt porté, il ſuit les courans inévitables, il a une manœuvre différente, ſelon le calme & la tempête. Ainſi l'homme d'état cede à l'eſprit national, & tourne ſes penſées d'après la volonté générale. Il aura plutôt fait de ſuivre ce mouvement que de le contraindre. S'il eſt attentif à ſaiſir le vent de cet eſprit qui commande, (vent impétueux & auquel on ne réſiſte point) il opérera de grandes choſes ſans convulſion & ſans

efforts ; il prendra le lévier, doué d'une force puissante, & fait pour renverser les obstacles les plus multipliés ; il stipulera pour la gloire & le bonheur de la nation, & trouvera les esprits disposés à obéir, parce qu'ils ne seront mus que par leur propre volonté. Ils iront plus loin avec ces législateurs paisibles qu'avec les coups de la violence & l'empire même des loix.

La plupart des Ecrivains s'accordent à louer les siècles passés aux dépens du siècle présent : la lecture de l'histoire devroit suffire pour arrêter cette opinion. Tant de siècles superstitieux ou barbares repoussent l'idée que nous pourrions avoir d'être venus au monde à ces fatales époques !

Il est certain néanmoins que l'art de vivre en société s'est perfectionné, que les erreurs & les préjugés, en passant d'une

génération à l'autre, ont perdu peu à peu ce qu'ils avoient de dangereux : en lisant les histoires anciennes, & en réfléchissant sur ce qui s'est passé, on voit que le genre humain a eu une très-légere portion de bonheur, mais qu'ayant appris à profiter de l'expérience des maux qu'entraîne la superstition, nous sommes venus à bout d'arrêter ce fléau, & qu'il ne tient qu'à nous sur les autres objets de jouir de la lumiere qui nous environne, & d'en faire éclore des avantages présens pour notre bonheur, celui de nos contemporains & de notre postérité.

L'Europe en général est mieux cultivée, mieux habitée, mieux défendue : ces invasions subites, qui autrefois déchiroient les royaumes, n'ont plus lieu ; l'artillerie a rendu la guerre plus lente & moins dangereuse; l'invention de l'imprimerie a rendu

la communication des idées auſſi promptes qu'aiſées entre les différentes parties du monde ; les parties de l'univers ſont devenues mieux liées entr'elles, & au milieu de la guerre la plus ſanglante, des liaiſons invincibles & néceſſaires maintiennent le droit des gens, & écartent les grands déſaſtres.

Quelqu'éloignés que nous ſoyons de la perfection, tout ſe perfectionne peu à peu, & nous débattons les moyens de rendre heureux notre patrie, notre ſociété. Ces rêves nous conduiſent toujours à quelque heureux réſultat, & en attendant l'exécution, les bons & les excellens principes établiſſent l'ordre en théorie, ce qui annonce une pratique prochaine qui ne ſera pas parfaite, mais qui nous apportera une plus grande ſomme de tranquillité & de bonheur.

TABLE

Des Chapitres contenus dans ce Volume.

PRÉFACE, page j
Avant-Propos. xv
CHAPITRE I. *De la partie qui enſeigne.* 1
CH. II. *Suite du précédent.* 5
CH. III. *De l'Inſtruction en matieres politiques.* 11
CH. IV. *Vuide de certaines Sciences.* 21
CH. V. *De l'Homme.* 23
CH. VI. *Le Fer dans la main de l'Homme.* 29
CH. VII. *Société.* 34
CH. VIII. *Suppoſition.* 42
CH. IX. *Baſe originelle.* 46
CH. X. *De la refonte des Loix.* 49
CH. XI. *Droits réciproques.* 51
CH. XII. *Droit primitif.* 55
CH. XIII. *Des Droits imperſcriptibles.* 59
CH. XIV. *Du bien éloigné, ou du vain prétexte.* 69
CH. XV. *Contrat.* 79
CH. XVI. *Fauſſe Parabole.* 87
CH. XVII. *Suite du précédent.* 91
CH. XVIII. *Variétés politiques.* 98
CH. XIX *Des fauſſes dénominations.* 110
CH. XX. *Des Lumieres publiques.* 120
CH. XXI. *Erreurs ſur la diviſion des Gouvernemens.* 128
CH. XXII. *Suite du précédent.* 150
CH. XXIII. *Abus plaiſant des mots.* 158
CH. XXIV. *La Nature ébauche le Gouvernement.* 166
CH. XXV. *De Platon.* 170

CH. XXVI. *Le Peuple fait le Despote.* 174
CH. XXVII. *Etats vastes, Etats anciens.* 182
CH. XXVIII. *De la force centrale & de sa réaction.* 189
CH. XXIX. *De l'esprit national.* 197
CH. XXX. *Quel est le Peuple le plus heureux.* 201
CH. XXXI. *Des Législations vicieuses.* 209
CH. XXXII. *De Hugues Capet.* 213
CH. XXXIII. *Commune Origine.* 218
CH. XXXIV. *Cromwel.* 233
CH. XXXV. *Coups d'autorité.* 237
CH. XXXVI. *Des Corps militaires.* 242
CH. XXXVII. *De la Politique d'Auguste.* 247
CH. XXXVIII. *Des limites d'un Empire.* 253
CH. XXXIX *Colonies.* 269
CH. XL. *Point central.* 274
CH. XLI. *Des Reines.* 279
CH. XLII. *Des grands Etats.* 281
CH. XLIII. *D'un Etat trop étroit.* 284
CH. XLIV. *Vices destructeurs.* 288
CH. XLV. *Nécessité d'un Chef à certains Etats.* 291
CH. XLVI. *De la Dissolution des Etats.* 299
CH. XLVII. *Question politique.* 306
CH. XLVIII. *Du dangereux Calcul.* 308
CH. XLIX. *Du Climat.* 313
CH. L. *Relations d'Etats voisins.* 322
CH LI. *Force de l'Enseignement.* 324
CH. LII. *De l'Empereur de la Chine.* 329
CH. LIII. *De la Multitude.* 335
CH. LIV. *Sénat.* 339
CH. LV. *De la haute Eloquence.* 345
CH. LVI. *Ignorance.* 354

Fin du Tome premier.

ARTICLE I.

CHAPITRE PREMIER.

De la partie qui enſeigne.

Est-il donc impoſſible de trouver un accord entre la puiſſance & la liberté, entre cette puiſſance néceſſaire pour imprimer aux Loix une majeſté reſpectable, & cette liberté néceſſaire pour que la ſociété exiſte?

Cet heureux équilibre ne naîtra que de l'accord intime de la partie qui gouverne avec la partie qui enſeigne: c'eſt alors que ces hommes faiſant un corps réel par le génie, le courage & les lumieres, auront une douce ſupériorité ſur les opinions publiques.

L'homme d'état qui ſentira la force de ce corps inviſible, au lieu de le combattre, en tirera un parti à peine ſoupçonné de nos jours.

La partie qui gouverne doit reſpecter la partie qui enſeigne, c'eſt-à-dire, être attentive à tout ce qui émane de ſes travaux, les examiner, les ſuivre, & ne pas croire ſur-tout en ſavoir plus qu'elle.

Un état ne peut subsister sans lumieres. Se rendre ennemi caché de ceux qui cherchent la vérité, & qui n'ont que leur voix; les persécuter ou affecter un faux mépris pour eux, c'est afficher la crainte des moniteurs publics; c'est avouer tacitement que les opérations de ceux qui gouvernent ne peuvent soutenir les regards de la raison; c'est rompre l'union qui doit exister entre ceux qui cherchent à faire du bien aux hommes.

La partie qui enseigne a constamment servi les hommes d'état; elle a abrégé considérablement leurs travaux: la Nature, mere attentive, jette toujours quelques êtres pensans au milieu de la multitude la plus féroce, & dans les régions les plus barbares. Ce sont ces êtres privilégiés qui ont enseigné les premiers arts, qui ont ébauché la société naissante, qui ont dicté ces loix qui, quoique grossieres, ont été moins funestes à l'humanité que ces loix modernes & raffinées qui ont captivé la majeure partie aux pieds de la moins nombreuse.

Quand ceux qui gouvernent ne respectent plus les mœurs, c'est-à-dire, la probité, les

talens & le génie, les mœurs à leur tour ceſſent de reſpecter ceux qui gouvernent. Ils ne ſont plus que des inſtrumens d'orgueil & de violence, & l'homme vertueux voyant dans cette diſcorde les liens de la ſociété preſque diſſous, réédifie le code moral, & frappe de mépris le légiſlateur & les loix.

Ainſi l'a fait Tacite dans ce beau paſſage que je ne puis me refuſer de citer; où il venge la mémoire de Ruſticus & de Sénécion, qui avoient tracé l'éloge de Thraſéas & celui d'Helvidius.

La mort des Auteurs, dit Tacite, ne parut pas ſuffiſante; on brûla leurs Livres, comme ſi l'on anéantiſſoit la penſée de l'homme avec ſon corps. On proſcrivoit les Philoſophes, croyant détruire avec eux l'amour de la vertu: le deſpotiſme abuſoit de notre patience ſans bornes, & frappoit les coups les plus extrêmes ſur une nation qui montroit une ſervitude égale à ſon courage paſſé. Une armée d'eſpions & de délateurs nous environnoit: il étoit également dangereux d'entendre & de parler; & nous ſerions devenus inſenſibles à

nos propres maux, ſi l'oubli des événemens étoit en notre pouvoir.

Tel eſt le tableau énergique qui nous a été tracé par ce grand Peintre. Nous ſommes loin d'un pareil ſiecle : le nôtre n'a aucun rapport avec celui-là ; mais tout peut changer en un inſtant ; l'autorité (& l'hiſtoire ici fait trembler) peut dégénérer en deſpotiſme. Mille cauſes qui dépravent les Rois pour leur propre malheur, peuvent, en les trompant, précipiter les états dans le plus haut degré d'infortune. Je ne dis pas que nous ſoyons menacés de ce déſaſtre ; mais il faut le révéler, la partie qui gouverne a cru fauſſement que ſeule elle devoit attirer le reſpect ; elle a tenté de ridiculiſer la partie qui enſeigne.

Elle ſe fait un grand tort à elle-même ; car la loi doit partir du ſein de la nation, c'eſt-à-dire, de la portion éclairée du peuple, & aller recevoir ſa ſanction ſous le dais du trône ; alors elle eſt véritablement bonne, car elle eſt la voix publique.

CHAPITRE II.

Suite du précédent.

Ce ſouffle des eſprits a une action inviſible, ſur-tout depuis l'invention de l'Imprimerie : on l'a appellé *eſprit philoſophique* ; il ſervira à tout homme en place qui le prendra pour moniteur ; il régnera ſur ſon ame ſans l'aſſujettir ; il l'inſpirera comme il a inſpiré tous les véritables amis des hommes depuis Socrate juſqu'à Monteſquieu. S'il ne fit pas craindre à l'un de payer de ſa vie la cauſe la plus auguſte qu'on ait jamais ſoutenue, à l'autre il fit ſupporter les travaux les plus conſtans, & le fit enfoncer dans une carriere épineuſe & obſcure où perſonne en France n'avoit ſu marcher avant lui. Monteſquieu, la tête la plus penſante qui ait exiſté parmi nous, a changé les idées de ſon ſiecle ; il a diſſipé des préjugés politiques, & le bien qu'il doit occaſionner n'eſt que commencé ſans doute.

Pourquoi donc cette ſourde perſécution

que l'orgueil des hommes en place a élevée depuis peu contre les Ecrivains chers à la nation, & qui ont été utiles, même à ceux qui affectent de les dédaigner? Pourquoi donner le signal d'une guerre honteuse & fatale qui désuniroit des hommes faits pour s'entendre & se communiquer leurs idées & leurs vues? Si le vrai caractere de la vertu, comme le disoit un Philosophe, est de ne point jetter le moindre ridicule sur tout ce qui est du ressort de la vertu, comment l'homme en place refuseroit-il son estime à des travaux profonds, qui tendent à remédier aux maux de la patrie? Ceux qui gouvernent, comme ceux qui enseignent, n'ont-ils pas le même but, les mêmes devoirs, & ne marchent-ils pas de front pour être jugés par la Postérité.

Chaque fois que nous avons dit: la partie qui gouverne, nous l'avons supposée nombreuse, & elle l'est en effet; car elle est composée de tous les agens qui concourent à faire adopter la volonté générale.

Sous ce point-de-vue, le Monarque ou le Législateur n'est souvent, malgré sa prépondé-

rance, que pour la millieme partie dans le gouvernement de ſes érats, parce que tout ce qui eſt inſtitué avant lui, tout ce qui l'environne, tout ce qui lui parle, tout ce qui lui remontre, tout ce qui détermine plus ou moins ſes actions, forme réellement le corps de la légiſlation ou de la royauté.

Il faudroit avoir une idée nette de toutes ces petites volontés éparſes qui ſe combattent long-tems, s'uniſſent & compoſent enfin la volonté du Prince, pour ſavoir que la loi qu'il ſigne n'eſt pas la ſienne, mais l'expreſſion de la volonté d'un certain nombre d'hommes qui ſe ſont fondus enſemble après une multitude de débats. La loi a toujours été compoſée, préparée, minutée, écrite en ſtyles divers avant ſa promulgation.

La pédanterie dans un homme en place ſeroit donc de croire & d'imaginer qu'on ne peut pas être hors d'une choſe & la poſſéder parfaitement, comme ſi la marche des empires pouvoit être aujourd'hui une choſe tacite & ſecrette, comme ſi l'on ne devinoit pas tous les coups qu'ils peuvent jouer, comme ſi les

mœurs d'un peuple n'étoient pas publiques & même burinées, comme si le caractere des hommes d'état n'étoit pas connu, comme si tous ces événemens enfin qui frappent tous les regards, ne pouvoient être appréciés que par quelques mortels privilégiés qui, la veille, ne jouissoient pas de cette faculté heureuse, & qui auroient reçu, pour ainsi dire, la révélation intuitive par le ministere d'un courrier.

Il est un autre pédantisme qui s'occupe de petits moyens, lesquels se perdent en de misérables détails. Montaigne observe qu'au milieu des plus grands maux de sa patrie, dans un tems, dit-il, où il n'y avoit ni loix, ni justice, ni magistrat qui fît son office, un personnage s'avisa de publier je ne sais qu'elle chétive réformation sur les pourpoints, les haut-de-chausses, les coëffures & les enseignes de la ville.

Il en est de même de ces hommes en place qui, n'embrassant jamais l'ensemble, & qui, n'écoutant que leur penchant & leur aversion, courent après des brochures, & s'allarment du

sens de quelques phrases. Ils font sortir des raisonnemens opposés des mêmes principes ; ils prononcent trop d'après eux-mêmes, d'après leurs vues partielles. Qui ne sent pas que l'homme ne doit jamais prononcer dans le Ministre? Alors le Ministre prononceroit en homme passionné ou en homme indifférent; ce qui revient au même.

La recherche de la vérité est avantageuse au Souverain ; car c'est-elle qui réprime ces violentes secousses où s'agitoit l'esprit humain.

Et qui peut se refuser à l'évidence? Est-il donné à l'homme de ne point ouvrir les yeux au soleil, de ne pas voir l'astre de l'univers, inondant tous les coins de la terre d'un torrent lumineux? La vérité dépend-elle du tems, des lieux, des circonstances? Ménagera-t-elle l'homme qui passe, elle qui, par sa nature, est immortelle? Elevée au trône de la divinité, la raison est l'œil de l'ame, fait pour découvrir & fixer les vérités immuables.

L'ami de la vérité croiroit trahir le genre humain de ne point plaider sa cause devant le tribunal des Administrateurs. C'est parce

qu'elle paroît coupable à leurs yeux, qu'il se fait un devoir de la légitimer en leur présence.

Pourquoi la lecture & la presse doivent-elles être libres ? C'est que ce droit d'écrire dérive de la liberté de penser, & que Dieu ayant permis l'invention de l'Imprimerie, c'est un don magnifique de sa providence ; car la propagation de la vérité tient à ces caracteres mobiles & multipliés, qu'il n'est plus au pouvoir de la tyrannie d'anéantir & même de réprimer.

La vérité ne sera jamais nuisible quelqu'opposée qu'elle soit à l'opinion du jour. Du choc raisonné des opinions naît la vérité, & quel est ici-bas depuis le Monarque jusqu'au dernier Citoyen l'homme qui puisse dire : *je n'ai pas besoin de la vérité ; je n'aime point la vérité* ?

CHAPITRE III.

De l'Inſtruction en matieres Politiques.

Le guide de l'homme d'état réſide dans l'inſtruction publique. N'auroit-il pas une prévention extraordinaire, diſons ſtupide, s'il ſe flattoit d'appercevoir tous les détails, s'il négligeoit conſéquemment l'inſtruction ſi néceſſaire? & où la puiſera-t-il, ſi ce n'eſt dans le rapport de ceux qui ont vu, réfléchi, examiné, & qui, écrivant à la face des nations, n'ont d'autre intérêt que le plaiſir qui naît de la vérité ſaiſie & publiée?

Il puiſera l'inſtruction dans l'hiſtoire, dira-t-on: il lui faut aujourd'hui un autre guide; on ne peut guere ſaiſir dans l'hiſtoire l'inſtruction relative aux gouvernemens modernes, & voici pourquoi.

Le nombre infini d'évenemens paſſés ne s'accordera point, ou du moins bien rarement, avec l'infinie diverſité des actions hu-

maines. Celles-ci seront toujours plus multipliées que les exemples anciens. Examinez tous les Empires, les Rois, les Ministres, les Hommes, vous ne rencontrerez pas un seul instant qui puisse s'apparier & se joindre exactement à un fait récent. Il y aura toujours des circonstances qui y mettront une extrême diversité, & ce n'est pas encore tant le physique des événemens que le moral qui a droit de nous intéresser. Or, le moral met une opposition marquée dans le même fait. Un Roi meurt dans telle circonstance; il est tué par accident, ou à l'issue d'une conspiration : ce n'est pas tant l'époque qui influera sur la série des faits, que la foule des accessoires & des événemens.

Les événemens passés sont des événemens morts, qui ne peuvent presque plus rien dire à la génération présente. Semblables à ces anciens tableaux de famille, muets & inanimés, devant lesquels les enfans font mille sotises sous les yeux mêmes de leurs vénérables ancêtres. D'ailleurs, il paroît que la Nature, dans la variété infinie des caracteres, se plaît sur-

tout à nous montrer sa toute-puissance & à ne pas se répéter.

Les affaires de ce monde se font par des hommes ; la passion les emporte, & l'Historien imagine ensuite que la politique seule les a conduits. L'Historien se trompe ; ces hommes décorés ont obéi à des passions petites & vulgaires ; car pour être dans un rang élevé, on n'en est ni plus prudent, ni plus sage.

Disons donc que la génération vivante exige un régime qui lui soit propre & particulier : elle ne sauroit être conduite par des aphorismes anciens & étrangers ; elle a ses besoins qui se manifestent ; c'est son utilité présente qu'il faut consulter avant tout, & dès qu'on entend ses cris ou ses clameurs, la manœuvre doit subitement changer : c'est un corps sensible ; l'accent de sa douleur doit être entendu avant toutes les maximes politiques : rien de plus absurde, de plus cruel, de plus injuste, que d'immoler la génération actuelle au bien-être des générations futures, quand même la démonstration en seroit sûre.

Les principes irréfragables dans le gouver-

nement des Etats ſont des principes extravagans & monſtrueux : ils doivent varier ſelon les plaintes de la partie ſouffrante ; s'armer alors d'une roide théorie, qui reſſemble à la marche invincible de la géométrie, c'eſt confondre l'eſpece humaine avec les objets inanimés ; c'eſt porter la hache ſur la ſenſible humanité, comme ſi on la portoit dans une forêt qu'on voudroit aſſujettir à un plan régulier. Il n'y avoit qu'à écouter ces durs & intraitables économiſtes, ils auroient fait ſortir du Royaume la derniere gerbe de bled ſans être émus par les gémiſſemens du peuple ; car ils avoient prouvé ſur le papier, que leur ſyſtême étoit merveilleux : ils n'avoient rien calculé ; ils avoient prononcé une action brutale, dont ils n'appercevoient ni l'étendue, ni les conſéquences ; ils s'étoient payés de quelques mots devant leſquels ils s'extaſioient, en s'aveuglant eux-mêmes ſur leur miſérable doctrine.

Et les paſſions des hommes, & les circonſtances, & les villes plus ou moins populeuſes ne méritent-elles pas auſſi que le politique

daigne y appliquer le calcul? Qu'eſt-ce que la ſociété, ſi ce n'eſt un frottement perpétuel?

Il y a quelque choſe de plus fort que les loix & que la puiſſance du Monarque, que le poids de ſes armées; c'eſt l'habitude où ſont les peuples d'adopter des idées qui leur ſemblent raiſonnables. Nouveau motif de bien conſidérer l'impulſion que donne aux eſprits la partie qui enſeigne.

Les peuples font réellement la moitié de l'ouvrage: ils ſe prêtent d'eux-mêmes à ſerrer le nœud politique; il y a donc une grande imprudence à outrer la tendance naturelle qu'ont les hommes à obéir. On les révolte, & d'un animal doux & facile on en fait un animal furieux qui ne veut plus être conduit.

Ainſi, l'action du Gouvernement paroît néceſſairement compoſée de deux efforts à-peu-près contraires: qui ne ſauroit qu'agir auroit peu d'idées; qui ne ſauroit que méditer ne ſauroit guere agir. Il faut donc écouter le raiſonnement pour apprendre à vaincre

certaines difficultés, & la main de l'ouvrier à son tour doit instruire la tête qui a combiné l'opération.

On pourroit de cette façon terminer l'antique différent entre la partie qui gouverne & la partie qui enseigne. Les Ecrivains auroient la faculté de débiter leurs idées dans toute leur étendue, pourvu que la forme ne dégénérât point en libelles, ce qui est toujours vil & odieux, ce qui ôte même à la vérité son ascendant ordinaire; & la partie qui gouverne auroit la liberté de prendre & de laisser à son gré, dans la multitude de ces différentes idées. Mais le Gouvernement ne persécuteroit jamais ses admoniteurs pour des paroles plus ou moins réfléchies; car c'est-là le dernier terme de la tyrannie, ignorante & jalouse.

Ce traité, j'ose le dire, seroit avantageux à tout homme en place: les fonctions des Ecrivains & des Ministres seroient absolument séparées, & n'en aboutiroient que mieux à l'intérêt général. C'est le moment ou jamais, d'établir la paix entre ces deux puissances. Les Administrateurs n'ont-ils pas le plus grand intérêt à évi-

ter avec soin & aux yeux de l'Europe le nom de tyrans craintifs & lâches ; & la tyrannie qui gêne l'essor des esprits, n'a-t-elle pas paru dans tous les tems la plus monstrueuse de toutes, parce qu'elle contraint cette liberté qui, cachée dans une partie reculée de notre âme, nous fait sentir que la pensée est, par excellence, l'attribut précieux de notre être, & que le plus profond avilissement tient à sa gêne & à son esclavage ?

Point de terme plus déshonorant aujourd'hui au milieu de l'Europe, que celui de *domination arbitraire* : aussi les Etats, où la presse est enchaînée, sont ils avilis dans l'opinion des peuples ; leurs habitans semblent des esclaves ; on les entend maudire leurs chaînes ; car on n'opprime point impunément la partie qui enseigne & qui écrit : les actions de ces hommes publics ressortissent au tribunal suprême, où tous les faits de ceux qui gouvernent sont jugés.

Et il faut avouer avec une sorte de triomphe & de joie, que depuis cette explosion universelle de la pensée, le sang des hommes est

plus épargné que jamais : la philoſophie (& c'eſt elle ſeule qui a jetté ce frein dans l'univers) a réprimé tous ces coups d'autorité qui écraſoient l'eſpece humaine ; l'humanité enfin plus libre, leve un front plus digne de ſa noble origine : les attentats qu'on oſeroit lui faire ne ſeroient point paſſés aujourd'hui ſous ſilence.

Le perfectionnement de la ſociété, non pas d'hommes à hommes, mais de nation à nation, eſt encore dans l'état de nature le plus brute & le plus ſauvage. Cette nouvelle eſpece de civiliſation doit être l'ouvrage des livres lumineux & ſublimes, qui ſeront écrits ſur cette importante matiere, la plus auguſte qu'on puiſſe traiter, & faite pour ouvrir de nouvelles ſources de bonheur & de paix au genre humain ; mais il faut que cette civiliſation ſoit tracée d'abord dans la *théorie* ; il n'y en a jamais eu de plus neuve & de plus intéreſſante. Cette civiliſation des peuples, non-ſeulement n'eſt pas impraticable, mais elle doit même être plus facile à effectuer, que celle qui a ſu enchaîner les férocités particu-

lieres ; car il n'y a que cinq ou ſix grandes nations à pacifier, & le reſte de la terre ſera en repos.

Et qu'on ne diſe point que les livres ne font rien : l'expérience prouve le contraire ; ils font beaucoup. L'écrit intitulé le *Sens commun* a, ſinon cauſé, au moins déterminé & accéléré la fameuſe déclaration de l'indépendance de l'Amérique, de l'aveu de tous les Anglo-Américains. Les eſprits étoient encore incertains ; ils ont été entraînés par cette production littéraire, qui, ſi j'oſe le dire, a le plus contribué à ce grand événement. On ne peut nier que l'éloquence ſimple & naturelle de ce livre n'ait eu une influence marquée & glorieuſe ſur la politique, ou pour mieux dire, ſur le ſort des Américains, en leur donnant des partiſans plus nombreux ; & le Philoſophe publiciſte a imprimé un ébranlement général au monde politique, d'où il eſt réſulté la naiſſance d'un grand empire, & un nouvel ordre de choſes ſur la large ſurface du nouveau monde. Ainſi la voix d'un ſeul homme qui retentit à propos, & qui traite avec dignité

les affaires publiques, passe dans l'ame de ses concitoyens, & détermine le sort des nations.

Il est à croire que les lettres & les sciences, en parcourant l'univers, tendront à rapprocher la vaste famille du genre humain en éteignant les préventions, les animosités nationales, en faisant tomber dans le mépris ces vieux codes, enfans de l'ignorance & de la barbarie. La bienveillance s'étendra sous la douce influence de ces divinités bienfaisantes, & les hommes ne seront plus désunis par ces préjugés stupides qui éloignent toute amélioration. Les sciences seront les bienfaitrices communes de toutes les nations, & les peuples les plus éloignés participeront aux lumieres de cette philosophie, qui n'est autre chose que l'instruction ou la culture de l'esprit, appliqué au bonheur des humains.

CHAPITRE IV.

Vuide de certaines Sciences.

La loi de l'attraction, la loi de projection ſont deux loix inconnues : comment ſuppoſer que ces deux forces contraires ſe ſoient combinées aſſez heureuſement pour produire les merveilles que nous voyons? Le ſyſtême Newtonien ne porte point la clarté dans notre entendement ; j'y vois même de l'impoſſibilité ; on briſera ce ſyſtême avant peu.

Mais qu'importe que l'homme ſoit ingénieux & ſuperbe dans ces hautes conceptions? Ne vaut il pas mieux qu'il vive heureux & bon, car il s'agit d'être heureux?

Une ſage police qui affoiblit les maux néceſſaires, & qui multiplie les biens, eſt préférable à tous ces ſyſtêmes pompeux de l'aſtronomie; car je le répete, il s'agit d'être heureux.

Une ſage police fait jouir l'homme des dé-

veloppemens agréables de toutes ſes facultés; elle repouſſe les agens de la deſtruction; elle double nos plaiſirs; elle rapporte au-delà de la meſure que nous devions attendre : c'eſt par une ſuite de cette vigilance continue, que ſon action eſt multipliée par tout où elle devient la plus néceſſaire; elle étend ſes reſſources pour rendre aux infortunés le bénéfice de la ſociété.

Newton a décidé que l'écarlate n'eſt pas rouge; Mallebranche, que nous vivons dans un monde illuſtre, où il n'y a point de corps: ſoit; je préfére à ces belles choſes la Sentence de Police qui défend de cueillir des bluets au milieu des moiſſons.

CHAPITRE V.

De l'Homme.

PAR toute la terre le beſoin de ſubſiſtance a fait de l'homme un être avide ; par-tout il a armé ſa main, tantôt pour ſe diſputer des plaines couvertes de ronces, tantôt des champs couverts de moiſſons, tantôt le ſéjour des forêts & les plaines mouvantes des mers. La Nature lui a commandé de dépouiller le globe, ou de mourir. Il lui faut des ſubſtances pour ſe nourrir, pour ſe vétir, pour ſe loger ; il a ſu arracher le fer des entrailles de la terre, pour ſe ſoumettre les animaux, & il a tourné contre lui-même ce fer qui lui ſoumettoit l'univers. C'eſt la Nature qui, en lui donnant un eſtomac affamé, lui a commandé le carnage des animaux. Il mourroit de faim ſur les trois quarts du globe, s'il n'eût ſu fabriquer l'arc, le harpon, & conſtruire un canot

pour aller surprendre le poisson. Son existence n'est fondée que sur la destruction de ce qui l'environne.

Ces idées sont affligeantes ; mais les loix viennent établir l'ordre dans le monde moral auquel le monde physique est subordonné. Les loix établissent l'agriculture, l'industrie, le commerce, la science du Gouvernement. Le travail fait jouir l'homme, & met dans ses mains toute la fécondité de la terre ; le fruit devient une propriété pour celui qui a planté l'arbre, & les arts sont venus multiplier les productions, & étaler aux regards de l'homme la libéralité de la Nature. L'homme eut droit à toutes les jouissances ; il fut heureux par elles. Les loix de la politique s'accorderent quelquefois avec celles de la morale naturelle : toutes les especes de Gouvernemens protégerent le travail des citoyens, & établirent la justice comme le seul moyen d'encourager le travail ; enfin, l'homme né pour agir, pour jouir de tous les avantages qu'il peut se procurer par l'exercice de ses facultés morales & physiques,

phyſiques, dut ſes jouiſſances aux premieres loix preſque toutes moulées dans l'origine ſur des formes juſtes & utiles.

L'état de l'homme n'étoit pas alors un état de guerre, comme Hobbes le prétend. Son caractere primitif le portoit à la crainte, & par conſéquent à l'union. On ne peut concevoir des hommes libres, épars ſur le globe à de grandes diſtances, & ſe cherchant pour ſe détruire. Ils ſe fuiront plutôt, juſqu'à ce qu'ils aient rencontré en eux quelque rapport: alors ils ſeront plus liés l'un à l'autre que ne le ſont les individus policés. On ne voit aucune raiſon qui les détermine à s'égorger.

Il faudroit s'étonner que les hommes aient pu vivre un moment dans l'état de nature, bien loin d'admirer comment ils ont pu ſe raſſembler en ſociété. L'inſtinct n'a pas formé la ſociété générale, mais bien des aſſociations particulieres. Or, ces liaiſons ſont plus étroites.

La ſociété générale n'eſt qu'une lente agrégation de ſociétés particulieres. Quand la ſociété générale ſe décompoſe; c'eſt-à-dire,

quand l'esprit de faction commence, c'est ce même amour social (qui le croiroit au premier coup d'œil !) qui, en se particularisant trop, devient destructeur. Cet abus a ses racines dans des affections naturelles ; car cet esprit destructeur désunit souvent les sociétés par les mêmes loix qu'elles se sont formées. C'est le même penchant qui agit d'une maniere aveugle. Ce sont des passions légitimes, mais qui, mal dirigées, ou trop exaltées, engendrent les factions.

Bien loin que les hommes s'estiment égaux, ils sont tous disposés à reconnoître un chef ; ils veulent que ce chef leur donne des loix : c'est qu'ils sentent tous la nécessité du gouvernement ; c'est qu'ils devinent par instinct que l'extrême liberté produiroit l'extrême désordre, & les institutions humaines sont positivement les institutions de la nature.

Si l'homme s'étoit trouvé dans l'impossibilité d'améliorer son sort, que lui auroit servi l'intelligence qui le distingue des brutes ? Il a fait le gouvernement, parce qu'il se sentoit gouverné par ses passions ; il a tendu les mains

vers l'homme éclairé, parce qu'il se sentoit ignorant, & qu'il estimoit que sa volonté, guidée par les lumieres d'autrui, parviendroit plus surement à suivre de plus près l'ordre naturel.

Que l'on ne croie pas que les principes du gouvernement soient une de ces chymeres nées des profondeurs de la métaphysique. L'Auteur de la nature, après avoir répandu l'ordre de toutes parts, n'a point confié au hasard le sort de l'humanité. L'homme appellé à vivre en société, porte en lui-même la faculté d'en connoître les loix morales, de les combiner, d'en peser l'utilité réelle dans la pratique; & en examinant celles qui peuvent avoir le plus d'influence sur son bonheur, d'en former enfin la science du gouvernement; en examinant celles qui peuvent avoir le plus d'influence sur son bonheur; cette connoissance la plus essentielle à l'homme, doit la porter à un haut degré de perfection, après s'être égaré long-tems dans des arts de pure curiosité. La vérité fait un pas chaque jour, & après tant de lumieres produites, tant de réflexions ac-

quiſes ſur cet objet, il en réſultera ſans doute un tableau moins obſcur, dont il ſera permis de ſaiſir le deſſin & le plan. Alors l'eſprit philoſophique pourra ſe vanter d'avoir commencé le bonheur de l'humanité entiere.

L'origine de la ſociété que l'on cherche eſt dans les peuplades errantes du nouveau monde. C'eſt là qu'on voit comment l'homme s'aſſocie, que l'on apperçoit le fondement des loix, le plan des légiſlateurs, & leurs vues bornées au préſent.

Mais ſi l'homme policé eſt le plus méchant des hommes, il faut que l'on m'accorde auſſi qu'il eſt le plus excellent.

Les Rois ou les Capitaines ont précédé partout les Légiſlateurs; parce que l'abus de la raiſon eſt antérieur à l'uſage de la raiſon. Après avoir été malheureux par foibleſſe ou par ignorance, les hommes deviennent ſages par beſoin.

Les volontés particulieres ſont ſuſpectes, mais la volonté générale eſt toujours bonne; elle ne ſauroit tromper. A quel ſigne la reconnoître, dira-t-on? Au cri direct que jette l'intérêt général & commun.

CHAPITRE VI.

Le Fer dans la main de l'Homme.

J'AIME à me repréſenter la premiere action des arts ſur la terre. Voici que la hache entre dans les forêts, & les bêtes épouvantées cedent leurs tanieres aux hommes, qui ſe forment, avec le fer & le feu, des routes ſpacieuſes dans des bois, où la terre s'accabloit elle-même par la ſurabondance de ſes ſtériles productions.

Les rayons du ſoleil ont purifié cette terre infectée, où les pins déracinés, & de vieux troncs épuiſés ſous d'épaiſſes guirlandes de plantes paraſites, donnoient à la végétation un aſpect hideux; les marais cachés ſous des monceaux de feuilles pourries, nourriſſoient d'affreux reptiles, & l'on donna une pente à ces eaux ſtagnantes. L'air corrige la trop grande humidité, (température la plus pernicieuſe à notre eſpece). Les habitations naiſſent dans ces mêmes lieux, où les animaux féroces

tapis dans des touffes de branchages, s'élançoient sur leur proie.

Au lieu des végétaux empoisonnés sur lesquels le quadrupede & l'homme languissoient également, trop voisins du manteau verdâtre des marais, on voit croître les trésors d'une saine & riante agriculture; les troupeaux bondissent, là où l'affreux serpent promenoit ses poisons.

Ainsi a fait de nos jours le colon Américain, lorsqu'il est entré dans ces habitations silencieuses, où il falloit l'action d'un air libre, & les regards vivifiants du soleil pour désinfecter l'eau & la terre.

L'intention du Créateur semble, par le don des arts, avoir médité particuliérement les moyens constans d'associer les hommes. La société humaine entre dans le plan de Dieu, non-seulement comme un effet quelconque, mais encore comme un objet principal, auquel la plupart des autres effets doivent concourir.

Sans société, point de rapport, point de vertu; aucune connoissance du grand Etre,

de nos devoirs, de notre perfectibilité, de l'heureux développement de nos facultés intellectuelles.

Qu'est ce que des humains épars sans moralité, sans idée de religion ni de vertu, ne sachant ni admirer, ni contempler les miracles de la création? La société donne l'instruction nécessaire à l'homme; & au bonheur qu'elle offre en ce monde, elle joint l'espoir d'une félicité future dans un nouvel ordre de choses; car la grande & sublime idée des causes finales ne se développe que dans la société perfectionnée, où l'on apperçoit le concours des rayons de la sagesse éternelle.

Vouloir prouver que l'état des peuples de l'Europe est moins désirable que celui des Caraïbes & des Hottentots; ou que l'homme qui cultive les arts est moins heureux, par cela même qu'il les cultive; que si tout son savoir se bornoit à sauter, à courir, à s'ébattre, à lancer une pierre, à grimper sur un arbre, & toute son occupation à satisfaire ses besoins, pour aller ensuite, sans aucun souci, dormir au pied d'un arbre, comme feroit un chien ou

un porc, c'eſt ſe jouer ſur la ſuperficie des objets, pour le plaiſir d'étaler une éloquente diction.

Les arts & les ſciences ont leurs inconvéniens, ſans doute; mais ces inconvéniens ſont-ils en parallele avec les avantages qui en réſultent? Sont-ils à comparer avec les maux qu'entraîne après ſoi leur négligence? Quand les hommes étoient ſans art, ils étoient dans la néceſſité de ſortir, comme autant de loups affamés, de leur retraite, pour aller courir après leur proie. Ils étoient ſans ceſſe occupés à s'entredétruire, pour n'être point détruits par la famine; delà le débordement de ces hordes barbares, que la crainte n'étoit plus capable de retenir ſur les bords de l'océan, ou au dos des montagnes du nord. Ils refluoient ſans ceſſe de leurs ſtériles demeures vers les contrées du midi, & ils y détruiſoient tout, juſqu'à ce qu'eux-mêmes y fuſſent détruits.

Malgré tous les biens dont la Nature eſt prodigue envers l'homme, il reſteroit pauvre & miſérable ſans le bienfait des loix politi-

ques, qui augmentent la force & la jouiſſance d'un peuple, qui éloignent la famine, qui briſent le joug de l'eſclavage, qui éclairent enfin les individus ſur leurs droits reſpectifs.

De ſages loix politiques concentrent l'abondance & la liberté, & empêchent que les hommes ne ſoient réduits à être les eſclaves de leurs ſemblables. Les loix politiques font encore que les peuples, contenus dans de ſages bornes, ne ſe précipitent point les uns ſur les autres ; & les petites peuplades ſont ſoumiſes à cet accident, ainſi que les grands peuples, quand les moyens de ſubſiſtance n'ont pas pour baſe les loix ſociales.

Concluons que les hommes ne ſont miſérables, que parce qu'ils ne ſont pas aſſez induſtrieux.

CHAPITRE VII.

Société.

ARISTOTE appelle l'homme *un animal politique*, c'eſt-à-dire, vivant en ſociété, & reproduiſant les dons de la Nature, ayant la perfectibilité, & par conſéquent fait pour être ſuſceptible des vertus ſociales.

La Nature adopte la ſociété, & même en fait une loi preſqu'univerſelle. Bien loin que l'homme dégénere par elle, il devient plus fort, il vit plus long-tems. Si quelques individus ſont écraſés parce qu'ils ſe trouvent à la baſe de la pyramide, la totalité goûte une vie plus commode & moins orageuſe.

La ſociété n'eſt pas une inſtitution arbitraire ni fortuite; elle exiſte par les rapports naturels qui uniſſent l'homme à ſes ſemblables. On a remarqué que les eſpeces d'animaux les plus heureuſes ſont celles qui s'uniſſent : ainſi les abeilles, les fourmis, les caſtors, ſemblent avoir plus de jouiſſances.

Le caſtor iſolé perd ſon adreſſe & ſon eſprit ; il en eſt de même de l'homme.

Mais quel eſt l'avantage d'une grande ſociété, relativement à une petite ? Un grand état, à le conſidérer ſous un point de-vue général & la carte à la main, a cet avantage ſur un petit, qu'il enchaîne & reprime à la-fois un plus grand nombre de débats & de prétentions, ſuite indiſpenſable & néceſſaire de la formation des ſociétés.

Il n'a pas l'inconvénient des petits états qui, en ſe choquant, offrent une plus grande ſurface aux fureurs de la diſcorde : plus vous morcelerez cet état, plus vous y ferez naître de débats : les limites reſpectives étant plus reſſerrées, enfanteront un plus grand nombre d'intérêts oppoſés ; chaque canton formera une eſpece de république, animée d'un eſprit différent. De là, voyez naître des guerres interminables : les factions, les haines ſe multiplieront dans des villes voiſines & non fondues enſemble ; chaque parti changera fréquemment d'idées, de maîtres & de drapeaux. Les paſſions humaines plus faciles à s'embrâſer,

auront un aliment plus durable ; & une agitation perpétuelle ſera le fruit de la ſubdiviſion des ſouverainetés.

L'ambitieux, & il y en a par-tout, ne ſera plus contenu par un pouvoir qui lui interdit toute eſpérance : il oſera lever la tête & armer ſon bras. Ce grand corps qui, par ſon poids & ſa maſſe, comprimoit, étouffoit tout projet téméraire, maintenant ſubdiviſé en pluſieurs corps politiques, aura un plus grand nombre de maîtres, & de là des démêlés plus fréquens. Le foyer de la guerre ſe trouvera à-la-fois chez tous ces petits peuples, & de là une multiplication de malheurs.

Dans un grand état, le théâtre des meurtres s'établit ſur un point éloigné, & le ſein du royaume eſt en paix : le contre-coup ne ſe fait ſentir que d'une maniere affoiblie, & chacun dort exempt de la crainte de voir eſcalader ſes murs, incendier ſa maiſon, & égorger ſes enfans.

Il faut donc une certaine étendue à un empire, afin qu'il jouiſſe de l'avantage réél que lui aſſure ſa ſituation. Quoi de plus majeſ-

tueux que de voir les privileges de deux Provinces limitrophes, réglés par un jugement ſouverain des villes populeuſes aſſujetties à des loix comme de ſimples particuliers!

Dans tous ces différends il n'y a point de ſang répandu; dix millions d'hommes, qui, dans toute autre conjoncture ſe ſeroient infailliblement égorgés, ſont pacifiés par un édit.

Voyez toutes les hordes ſauvages dans le nouveau continent; c'eſt une complication de petites alliances, qui ſe ſubdiviſent à l'infini; il n'y a preſque point de paix parmi eux: dès qu'une étincelle tombe ſur une petite contrée, le feu ſe communique par-tout.

Mais, hélas! tout eſt compenſé; le grand malheur des états vaſtes, c'eſt qu'ils touchent au deſpotiſme: cette force immenſe qui établit la paix, inſenſiblement confiée à la main d'un ſeul homme, corrompt bientôt ſon cœur: ſeul & tout-puiſſant, il abuſe; & comment n'abuſeroit-il pas? Il peut par orgueil ſe précipiter dans des guerres qui donnent l'équivalent des maux qu'auroit ſouffert l'état, diviſé en petites peuplades: il peut tout mettre en

combuſtion, ſans qu'on puiſſe l'arrêter. Il eſt vrai que l'épuiſement ramene la paix, plus promptement encore que dans l'anarchie.

Les grands états ſont donc en tout point préférables aux petits : les vaſtes dominations ſont encore celles où il y a le plus de liberté : le nom de ſujet devient léger lorſqu'on le partage avec vingt-quatre millions d'hommes : ſoyons donc pour les grands Empires, puiſque la liberté fatigue quelquefois une république au point d'être laſſe de ſes prérogatives.

S'il n'y avoit que deux ou trois peuples dans l'Europe, la paix ſeroit incomparablement plus durable. En étendant cette idée, nous trouvons un plan admirable & nouveau : l'époque du bonheur de l'Europe ſeroit peut-être de la voir rangée ſous la loi d'un Monarque équitable & modéré ; comme il ſe communiqueroit rapidement d'un bout à l'autre de cette ſuperbe monarchie ? comme ſes travaux ſeroient grands ? comme elle repoſeroit en paix par ſa propre maſſe ? tous les poids & balancemens qui compoſent la machine compliquée des républiques ne vaudroient jamais ce

moteur simple & unique, quand il connoîtra la justice & la bienfaisance; mais d'un autre côté, que de rapports à épuiser avant qu'il se rencontre sur un pareil trône un nouveau Monarque actif, vigilant, laborieux, juste & grand!

Mais presque toutes les nations, pur ouvrage du hasard, peu éclairées dans leur origine, ont tendu les mains à une première erreur dont elles n'ont pas senti les conséquences pour leur postérité. Cette erreur est devenue la base du code politique; tout a reposé sur ce fondement vicieux. Trompé par l'événement, maître le plus dangereux, le législateur a fait ployer ces institutions aux besoins du moment; & le tems qui accumule les opinions les plus insensées a éloigné le plus heureux système; de-là, cette diversité incroyable dans la distribution du pouvoir. Les républiques que l'on apperçoit sur la terre, auprès de ces contrées où regne l'autorité arbitraire, ressemblent à ces restes de fraîcheur & de coloris que l'on découvre encore sur un cadavre que la corruption va dévorer.

Aujourd'hui, que le fanatiſme religieux & politique eſt banni de l'Europe, n'appartiendroit-il pas à un concours heureux de circonſtances, de montrer la gloire de l'eſpece humaine dans le repos majeſtueux d'un empire qui embraſſeroit toute l'Europe?

Avant la fondation de Rome, les grandes puiſſances étoient rares. Notre hémiſphere étoit partagé en petites peuplades qui avoient leurs coutumes & leurs loix. Les états étoient trop petits alors pour faire quelque choſe d'intéreſſant; ils ſont trop étendus aujourd'hui.

Ce ſeroit un problême politique curieux à réſoudre, de ſavoir quelle ſeroit la vraie dimenſion d'un Royaume pour le génie d'un Souverain, le bonheur & le repos de ſon peuple.

Plus un état eſt grand, plus le luxe eſt ſupporté par un plus grand nombre, & moins le fardeau devient peſant. Noyé dans la multitude, l'homme iſolé n'éprouve plus tant la peſanteur du pouvoir.

Les grands états changent plus rapidement de phyſionomie: au milieu de tous ces événe-

mens, qui agitent l'Europe & qui tiennent en haleine notre admiration inquiete & craintive, une petite fievre, une chute de cheval, font descendre de dessus la scene un des acteurs principaux, & voilà une nouvelle combinaison d'événemens & d'idées. Ce qui paroissoit impraticable, impossible hier, est facile aujourd'hui, & s'opere sans effort. L'homme qu'on jugeoit coupable la veille, est le lendemain le citoyen vertueux. Tout change en un jour, parce que dans les grands états l'ouvrage des passions est variable, & que le principe qui les met en jeu est, pour ainsi dire, absolu.

CHAPITRE VIII.

Supposition.

C'est une idée plaisante, mais non moins instructive, que de se figurer tout-à-coup les Administrateurs des états entiérement disparus ; certes, les Gouvernemens ne seroient pas dissous, encore moins la société : cependant les Administrateurs croient tout faire, tout opérer par eux-mêmes.

Le peuple, dans cette hypothese, érigeroit soudain une nouvelle autorité législative. Le changement des personnes ne se feroit presque pas sentir, tant la forme originelle des sociétés est constante. L'anarchie est tellement contraire à l'ordre naturel, que les liens de la société se forment & s'étendent d'eux-mêmes. Est-il dans le monde entier un Gouvernement sans loix ? Quelle ineptie ridicule dans l'esprit de certains Administrateurs, de croire que sans eux la société ne seroit qu'une mul-

titude confuse sans ordre & sans liaison! Les hommes obéissent, parce qu'ils ont la loi dans le cœur, & que l'infracteur ne cherche jamais qu'à dissimuler, & non à justifier son délit.

D'autres Administrateurs, imbus de quelques notions chimériques, s'imaginent que le peuple étant ignorant, ce seroit exposer l'état à une ruine entiere que de rompre leur présomptueux système. Ils ne savent pas que depuis que les livres sont répandus, & même sans livres, par de simples traditions, le peuple est en état d'être son propre législateur, & de savoir sacrifier beaucoup d'un côté pour gagner de l'autre. L'instinct éclaire les peuples dans tous les momens de quelque importance, & jamais il ne s'est trompé pendant les grandes révolutions. C'est ce que l'Histoire confirme de toutes parts : malgré de grands sujets de mécontentement & de plainte, le peuple ne se porteroit pas à des changemens absolus, à l'abolition de la royauté, par exemple, dans les grands états; car le peuple, je le répete, sait supporter plusieurs maux. On diroit qu'il est philosophe, qu'il tolere certaines loix in-

juſtes & fâcheuſes, en faveur de quelques autres grandes & ſublimes : on diroit qu'il a calculé tout ce que la fragilité humaine fait pratiquer de mauvais à des Adminiſtrateurs qui peuvent revenir ſur leurs pas, & il ne conſent à porter le nom de rebelle, que lorſqu'il a des prétextes ſuffiſans, ou aſſez de force pour ſanctifier ce titre ; alors il introduit l'état de guerre, & ſachant très-bien qu'il s'expoſe par là à de grandes infortunes, il veut s'oppoſer à une autorité oppreſſive, & qui, ſelon lui, n'eſt plus fondée ſur les conſtitutions & les loix du Gouvernement. Il peut y avoir dans ſa bouche erreur de mots, mais il n'y a point erreur de raiſonnement ; car il ſent la néceſſité, au milieu des dangers les plus terribles, de recompoſer le contrat ſocial. S'il eſt foible, il murmure, il rugit, il mépriſe, il déteſte ; s'il eſt fort, il établit l'équilibre & ſe confie à la victoire.

Et qu'étoient les premiers légiſlateurs des hommes, qui, la veille, portoient le titre de rebelles ? L'obéiſſance ſeroit-elle honorable ſi elle étoit entiérement paſſive ? Je vois par-tout le

peuple plus disposé à souffrir qu'à résister, & c'est en cela que je l'admire, que je le respecte; rien ne me paroît plus opposé à ses idées qu'un soulèvement, &, lorsqu'il arrive, je suis toujours porté à croire que sa résistance est légitime, & qu'il a été maltraité par mille mains invisibles.

La passion égare deux ou trois hommes, & les porte à des excès qui montent au niveau de leur orgueil; mais un peuple entier qui s'égare, qui s'émeut violemment, qui, sur un large flanc, donne prise à tant de blessures, chez qui une réunion de pouvoir est si difficile, il faut qu'il ait été vexé & outragé d'une maniere tout-à-la-fois profonde & sensible; eh! faudroit-il aussi que le peuple fût toujours exposé à la fureur de l'avarice & à la cruauté de l'oppression? La résistance, c'est-à-dire, la réaction devient donc inévitable dans plusieurs circonstances. Tout a ses limites, &, comme le dit Locke, le pouvoir suprême, quel qu'il soit, retourne à la société.

CHAPITRE IX.

Base originelle.

Les Gouvernemens sont analogues à la force des sentimens qui les ont fait naître : les Romains ont été des conquérans, parce que les premiers fondateurs ont été des brigands. La Chine, appuyée sur le sentiment le plus humain, subsiste par l'inaltérabilité de ses rits. Les peuples religieux se distinguent par un attachement fanatique à leur croyance. Ainsi chaque peuple prend sa source dans l'ouvrage de la nature. Les mœurs des Grecs & des Romains étoient les tableaux les plus fideles de leurs Gouvernemens. Le corps national représentera l'ancienne Législation.

Les principes politiques ne sont bons qu'autant qu'ils affermissent leur base sur les mœurs réelles d'un peuple.

Le parallele de l'état actuel de l'Europe avec celui des autres parties de la terre met-

troit dans un jour évident les conquêtes des Romains ; & l'on ſauroit ſi l'univers a perdu ou gagné à cette grande révolution.

Les Gouvernemens dûrent leur origine au ſentiment naturel ; ils ne connurent d'abord, ni les principes, ni les uſages publics de ces ſentimens ; ils avoient dans l'eſprit l'idée morale de la juſtice & la notion abſtraite de la liberté. L'autorité de la raiſon donna lieu à un établiſſement politique ; cela ſe conçoit difficilement, mais dans tout ce qu'il fait, l'homme avance pas à pas : j'aſſigne à l'art de gouverner la même origine qu'à tous les autres arts : la Nature fournit les indices ; un homme intelligent en profite & raſſemble les diſpoſitions locales ſous un ſeul point-de-vue ; ne voyez-vous pas tous les peuples anciens tirer vanité d'un ſeul légiſlateur ? Ainſi dans ces tems reculés l'action de l'unité ſur la maſſe des eſprits ſe fait encore ſentir comme dans les ſiecles éclairés. La fierté nationale des peuples s'appuie ſur un écrivain, ſur un légiſlateur, ſur un conquérant : à peine l'Egyptien ſait-il déchiffrer les inſcriptions qui

lui apprennent ſa grandeur paſſée, & le reſte de la terre préconiſe le pays qui a ſubi le joug des Ethiopiens, des Perſans, des Grecs, des Romains, des Arabes, des Circaſſiens & des Turcs.

Mais il eſt ridicule à des Auteurs modernes de parler des conſtitutions anciennes, & de les propoſer pour modeles. Lorſque la poudre à canon, les méchaniques, la bouſſole, la tactique, les arts, le Chriſtianiſme enfin ont tout changé. Quel rapport y a-t-il entre Lacédémone & Paris? que diroit Lycurgue tranſporté à Verſailles?

La politique eſt verſatile par ſa nature, & doit varier comme les Calendriers. Je conçois qu'un état dans telle poſition peut & doit changer ſubitement ſes loix politiques ou religieuſes. Ainſi qu'on a vu, lors de la réformation, les principes les plus reçus, abolis, anéantis, & qui devoient l'être avec une impétueuſe déciſion.

CHAP. X.

CHAPITRE X.

De la refonte des Loix.

Ce qu'on appelle *Loix conſtitutives* ſont la baſe actuelle de la conſtitution : le conſentement général & l'opinion commune forment les loix politiques ; & ſi elles contrediſent la premiere formation de l'état, elles n'en deviennent pas moins loix conſtitutives ou fondamentales, quand elles ſont le vœu général de la nation. Le Monarque ne peut abroger les loix par leſquelles il tient ſa couronne ; mais point de doute que l'autorité de la nation ne puiſſe changer les vieilles loix ou les vieilles coutumes, dès que l'utilité publique exige qu'on les abroge.

La premiere de toutes les loix, c'eſt celle qui place le ſalut du public avant toute autre conſidération.

Ainſi, ces loix fondamentales ne repoſent pas ſur une baſe éternelle, puiſque de nou-

velles circonſtances, un grand changement dans les mœurs, des révolutions phyſiques peuvent ordonner ces importantes mutations. Les hommes, en faiſant les loix en faveur de l'utilité publique, ſe ſont réſervés le droit d'abattre ces mêmes loix, lorſque cette même utilité l'ordonne.

Une refonte générale dans certaines criſes devient beaucoup plus facile, que de porter la main à certaines loix ſecondaires, parce que celles-ci dérivent des loix conſtitutives, & qu'elles ouvrent un vaſte champ à la diſpute & aux contraditions; au lieu qu'une réforme totale repouſſe tous les inconvéniens des loix établies, & en fait paroître une grande, magnanime, ſalutaire. Il ſera toujours plus difficile de trouver des expédiens pour réformer une loi vicieuſe, que de l'abattre tout-à-coup avec le plus grand éclat; mais il n'y a que les loix politiques que l'on puiſſe renverſer de cette maniere, parce que, ſemblables à ces ſuperbes obéliſques faits d'un ſeul bloc, il faut qu'ils ſoient debout ou couchés.

Ainſi les Etats ont leurs viciſſitudes; mais

quand ils ne se régénerent pas entiérement ; quand ils ne trouvent pas des fondeurs habiles, il vaut mieux qu'ils subsistent avec leur institution primitive.

CHAPITRE XI.

Droits réciproques.

Il n'est point de sociétés sans droits réciproques, & il faut cependant qu'au milieu de tant d'intérêts particuliers & légitimes, il n'y ait qu'une seule autorité ; mais c'est que cette autorité doit être composée de l'esprit national, c'est à-dire, de son consentement. Alors la voix d'une autorité premiere, force légalement toutes les volontés de se rallier à elle pour ne point s'en séparer. Le Gouvernement n'est qu'une association de plusieurs forces physiques, réunies pour asservir d'autres forces physiques qui ne voudroient pas suivre le mouvement général. La volonté du Gouvernement légitime devient le point de réunion de toutes les autres volontés & de toutes

les forces. Alors il peut & il doit contraindre à l'obéiſſance par la force phyſique. L'ordre eſſentiel n'admet en derniere analyſe qu'une ſeule autorité, mais après tous les débats qui auront façonné en quelque ſorte la loi qui doit régir. Le Gouvernement prend ſa naiſſance à l'iſſue du combat, entre la paſſion de dominer & celle d'être libre, qui ſont également naturelles aux hommes. L'autorité la plus abſolue devient légale, lorſqu'elle eſt ſortie triomphante de la lutte de tous les intérêts particuliers. Ils ſe ſeront fondus dans l'intérêt général, & la force ſera juſtement dépoſée entre les mains d'un chef; alors le principe d'unité dans le Gouvernement ſe fait ſentir & chacun l'adopte. Les grands déſaſtres font naître ordinairement un deſpote, parce que quand il devroit abuſer de ſes forces, l'intérêt de la ſociété exige qu'il frappe un coup violent pour ſubſtituer aux loix les paſſions fougueuſes, deſtructives de tout ordre & de toute police. Quand le mal eſt paſſé, il s'agit de détruire ce même deſpote à qui l'habitude du commandement eſt devenue chere.

Il étoit un ſauveur, il devient un tyran, s'il ne dépoſe pas l'épée dont il frappoit les ennemis de la patrie. Ainſi, il y a quelquefois peu d'intervalle entre un héros & un uſurpateur : tel fut Céſar, tel fut Cromwel. C'étoit le ſuprême effort de la vertu humaine, d'abdiquer généreuſement le pouvoir, & de s'immoler à la patrie après l'avoir vengée ou ſauvée d'un grand péril ; mais il n'y a que la gloire dans un ſiecle éclairé, & lorſque tous les yeux de l'univers ſont fixés ſur un ſeul homme, qui puiſſe dédommager d'un tel ſacrifice : tel a paru dans ces derniers tems le général Américain, ſi grand dans ſa retraite.

Si l'on veut examiner l'eſprit des ſociétés, on voit qu'elles tendent de leur nature à maintenir & à aſſurer l'indépendance & l'égalité des hommes. L'intérêt perſonnel vient déranger cet équilibre, mais il ſe rétablit : l'individu meurt ; l'eſpece travaille pour la conſervation générale. Tandis que la force agit d'un côté, l'art agit ſourdement d'un autre, & d'une maniere contraire. La liberté, chez un peuple éclairé, s'unit d'une maniere in-

ſenſible avec l'eſclavage, mine les chaînes ; & indique aux hommes les moyens d'en ſortir par adreſſe. Nous avons à eſpérer des tems meilleurs ; les connoiſſances qui vont toujours en augmentant dictent de nouveaux devoirs aux hommes d'Etat, & ils ne ſauroient ſe refuſer à ce que la patrie attend d'eux, ſans s'expoſer à la honte publique.

Les François ne ſeront jamais totalement aſſujettis : l'eſprit de la légiſlation antique des Francs eſt un eſprit d'indépendance naturelle ; ils vouloient être conduits, non gouvernés & commandés, ni donner droit à perſonne ſur leur vie & leur corps.

CHAPITRE XII.

Droit primitif.

L'ENLEVEMENT des Sabines fut un acte légitime ; car un peuple d'hommes qui manquoit de femmes avoit le droit de s'en procurer & d'en prendre à ses voisins qui en avoient de reste. La force alors étoit tout-à-la-fois le cri de la Nature & du droit des gens. Ce que fait une nation pour un besoin réel, pour sa conservation, devient loi suprême ; mais il n'a peut-être jamais existé de motif aussi puissant, aussi juste, que celui qui animoit alors les Romains ; & pourquoi cet enlevement n'a-t-il jamais été rangé parmi les violences illicites ? C'est qu'il est conforme à la loi naturelle.

Il est des cas, rares il est vrai, mais il en est enfin où la souffrance peut justement recourir à la force & ne consulter qu'elle. La famine, la peste, le naufrage ordonnent des

loix qui ne ſont point contre la juſtice, quoiqu'elles offenſent la charité. Tel eſt le *droit de néceſſité*; mais il eſt ſi terrible à l'examen, qu'il faut couvrir d'un voile cette theſe, comme l'on couvre un précipice que l'œil n'oſe ſonder.

Certains pays éloignent un étranger chaſſé de ſa demeure, & lui refuſent une retraite. Si tout le monde le refuſe, pourra-t-il vivre dans l'air ? Ne faut-il pas qu'un homme habite quelque part ſur la terre ? N'en a-t-il pas le droit ? La nation à laquelle il demande un aſyle devient donc injuſte & vexatoire à ſon égard, ſi, au lieu de le contraindre & de le ſurveiller, elle le chaſſe & l'écarte. L'eau, l'air & la terre appartiennent à tous les hommes; & la gêne que peut éprouver telle propriété, ne ſera jamais une excuſe contre l'inhumanité de celui qui refuſe à ſon ſemblable ces choſes communes, qui appartiennent à la communion primitive.

Il n'y a que les loix pénales qui aient le droit de pouſſer un homme de deſſus une terre ſur une autre; & cet acte me paroît l'exer-

cice le plus terrible de leur miniſtère.

Par la même raiſon, aucune loi légitime ne peut retenir par force le membre d'une ſociété qui veut aller chercher le bien-être ailleurs. Tout homme a le droit de choiſir ſa patrie, parce que le bonheur étant la fin naturelle à laquelle tout homme aſpire, il eſt permis à chacun de ſe joindre à la ſociété qui lui plaît. Si le citoyen a tort d'abandonner le lieu de ſa naiſſance, l'Etat qui voudroit retenir ſon ſujet par force, décéleroit ſa foibleſſe & n'obtiendroit qu'un mauvais citoyen.

Les Etats Européens formant, pour ainſi dire, la boule de vif argent, qu'importe la fluctuation des individus? Quand les liens naturels ſont inſuffiſans, il ne faut plus parler des liens politiques qui perdent leur force en voulant trop les étendre. L'Etat peut bien rappeller ſes ſujets, les punir par la confiſcation de leurs biens; mais il doit reſpecter la liberté individuelle, & il n'y auroit pas de mérite à chérir la patrie, ſi l'on ne pouvoit pas en même-tems en adopter une autre.

Linguet qui a dit, mais non pas le premier, que l'eſclavage des Aſiatiques étoit moins cruel que la domeſticité Européenne, a fait la plus violente ſatyre de nos Gouvernemens, ſatyre qui n'eſt pas dépourvue de vérité.

Que penſer d'un Gouvernement qui, rendant les hommes malheureux & les privant de tout, les empêcheroit d'aller reſpirer dans un aſyle plus doux, & qui dreſſeroit des barrieres pour les retenir dans la miſere & dans la ſervitude?

CHAPITRE XIII.

Des Droits impreſcriptibles.

Il eſt inconteſtable que la nation eſt la puiſſance légiſlative, & qu'il ne faut plus qu'une puiſſance exécutrice.

Tous les efforts d'un Ecrivain doivent tendre à éclairer la premiere. Dès qu'on empêcheroit un Ecrivain de parler, on en concluroit que ce qu'il avoit à dire étoit à l'avantage du public. Les hommes qui n'agiſſent point ordinairement par principes, agiroient ſi les connoiſſances étoient plus répandues.

La ſouveraineté tutélaire ſera toujours reſpectée ; la ſouveraineté ſpoliatrice toujours combattue, éludée.

Le droit de l'homme eſt de jouir de ſon plus grand bonheur poſſible.

Que les loix de la ſociété ne contrediſent pas les loix de la nature, car elles en ſont la perfection. Dans la ſociété l'homme ne perd pas ſes droits, il les étend ſur toutes choſes.

Jamais le genre humain n'a voulu se donner des maîtres ; il s'est donné des chefs pour la garde & le maintien des propriétés respectives, car l'homme n'a jamais su rien faire que pour son propre avantage. On trouve dans les loix de la nature le plan tout fait d'un Gouvernement heureux.

Telle erreur est utile, répondra-t-on ; mais l'escroc qui me vend du cuivre pour de l'or, un strass pour un diamant, m'endort dans une erreur qui a ses avantages : en suis-je donc moins cruellement détrompé, quand je vais porter la piece au Bijoutier, que je vois mon indigence, & la perte immense que j'ai faite ? Tant que dure le prestige, le trompé se croit fort & puissant ; mais bientôt le désespoir & la foiblesse prennent la place de sa confiance. Ainsi tous ces peuples, livrés à des préjugés qui leur ont prêté une force factice, sont retombés lâches esclaves, au-dessous du terme de l'avilissement humain.

Ces fraudes pieuses sont toujours des fraudes, qui ne se prêtent pas à tous les sens qu'on veut leur donner ; & quand on a peuplé l'es-

prit d'une nation de ces fantômes chimériques, elle appartient au premier enthousiaste qui daigne modifier ses erreurs. On la mene au meurtre, au carnage, aux crimes de toute espece, parce qu'elle a éteint toute lueur qui pourroit la guider vers des mœurs douces.

Que d'hommes égorgés pour cimenter des opinions qui ne tenoient en rien à la morale! La religion la plus sévere, la plus superstitieuse, n'est-elle pas celle qui renferme aujourd'hui le plus d'usuriers & de voleurs?

De bonnes loix civiles qui ne gênent point la liberté de l'homme, qui ne répriment que l'usurpation, voilà ce qu'il faut. Toutes les hérésies sont nées de ces antiquailles, de ces dogmes absurdes, qui ne feront jamais crus que par les barbares les plus bruts.

N'a-t-on pas vu des Jurisconsultes, dire qu'un Royaume étoit le patrimoine d'un seul homme, le bercer de cette extravagante idée; d'autres montrer le bonheur aux hommes, comme un oiseleur montre un miroir aux alouettes? les filets étoient tendus au bas; &

quand les hommes ont voulu briſer ces mêmes filets, ils ont paru coupables. Tous les faiſeurs de code ont égaré le droit civil.

Il falloit donc que des Ecrivains reſtituaſſent à l'homme ſa dignité, ſa nobleſſe; car l'ignorance doit être abſolue, profonde, univerſelle ou nulle. Le bonheur, dit le docteur Swift, conſiſte à jouir ſans trouble de la ſatisfaction d'être bien & duement trompé; mais ce qui peut convenir à un individu ne convient pas à une nation.

On dit d'un air ironique : les Ecrivains ſont ils Rois pour faire les légiſlateurs? mais l'ouvrier qui fait les bouſſoles, les téleſcopes & autres inſtrumens néceſſaires, ne ſert-il pas la Géométrie & les Géometres? que feroient ceux-ci ſans ces inſtrumens?

Ne pourroit-on pas juger du mérite de ceux qui gouvernent par l'attachement plus ou moins vif que chaque particulier auroit pour la patrie? Ainſi les tems de la république où l'on auroit vu les démonſtrations les plus vives en ſa faveur, auront été les plus heureux, & l'on ne parleroit plus de la déco-

ration extérieure qui fait briller un état, mais de la satisfaction intérieure qu'éprouveroit le citoyen.

La constitution primitive des Etats n'étoit pas contraire à l'indépendance, & ne pouvoit pas l'être.

Quand on a fait commencer l'histoire des nations par le despotisme d'un seul, on outrage la raison. Des peuplades (& voilà le berceau de tous les peuples) ne sont jamais assujetties. L'homme n'a obéi, dans l'origine des sociétés, que pour forcer à une respective obéissance, ceux qui s'étoient chargés du soin de le gouverner. Il a fallu un tems considérable pour ployer une grande société sous une force unique: le courage, dans un peuple naissant, est une véritable lumiere qui, pour être d'instinct, n'en est pas moins juste & profonde.

L'instinct alors compense la réflexion, & dans la suite il ne pourra être remplacé que par le cortège de toutes les connoissances, au moment où les nations civilisées auront à

ſe défendre contre le deſpotiſme qui naît à la ſuite des arts.

Il n'exiſte & il ne peut exiſter aucun état dont la forme ſoit réellement telle qu'on la conçoit dans la ſpéculation.

Le petit nombre gouverne le grand; mais il n'en eſt pas moins vrai, dans le fait & avec l'aide du tems, que le grand nombre fait obéir le petit nombre.

L'homme eſt un être ſocial; & ce qui le prouve, c'eſt qu'il eſt naturellement porté à reſtreindre ſes droits, pour laiſſer aux autres le libre exercice des leurs. Il a donc directement vu l'intérêt général de l'eſpece humaine, & c'eſt ce qui ſe voit dans les légiſlations, même les plus imparfaites.

L'extrême perfection politique eſt impraticable. Tous ces plans ſublimes, couchés ſur le papier, ne ſe réaliſent point & ne peuvent ſe réaliſer. Lorſqu'il faut édifier la machine & lui imprimer la rotation, on ſent qu'il ne faut rien ordonner ſans le réſultat & le choc des paſſions humaines.

Dans tous les ſyſtêmes anciens & moder-

nés, les détails sont toujours plus heureux & plus vrais que l'ensemble.

Il n'est point de mal qui, dans l'ordre politique, ne puisse se convertir en bien, & au défaut des mœurs publiques les grandes sociétés ont créé un ressort qui, sous le nom d'honneur, a sa force efficace, & n'agit pas moins que la vertu.

Les idées des hommes supérieurs, par la domination qu'ils exercent sur les esprits, deviennent des sentimens & se convertissent bientôt en loix. Mais il est de ces conceptions qui doivent encore rester sous le voile, parce que l'état présent des sociétés ne sauroit, ni les bien concevoir, ni les bien adopter.

Il n'est permis à l'Ecrivain que de les faire entendre à l'oreille des sages, de les couvrir d'une sorte d'obscurité mystérieuse, & d'échapper ainsi aux reproches, sans trahir les droits de l'auguste vérité. L'Empire de la persuasion, pour avoir sacrifié de sa force & de sa clarté, pour avoir reculé l'instant de son triomphe, ne perdra rien de son influence, même en la rendant tardive.

Sous quelque forme politique que la civilisation s'établisse, il faut que dans l'homme civil l'homme naturel ne soit jamais anéanti ; sans quoi la législation est vicieuse, & les individus opprimés & malheureux.

Dire que le droit naturel est l'opposé du droit civil, c'est avancer une inconséquence monstrueuse, rabaisser la nature de l'homme au lieu de l'élever, & lui ôter le bonheur au lieu de l'établir. Eh ! qu'importeroient à l'homme ces constitutions apprêtées avec tant d'éclat, cette ostentation de sagesse, ces loix de quelques siecles, si tout cet appareil ne fait que peser sur lui & ne le soulage pas dans la route de la vie ?

Les champs de *Mars* ou de *Mai*, ces dietes solemnelles, ont été communs à tous les peuples, parce que toute la souveraineté dérive originairement du peuple. Alors le Monarque n'étoit qu'un Capitaine. Il nommoit aux emplois de la Cour qui concernoient sa personne ; quant aux dignités de l'Etat elles n'étoient conférées que par le suffrage national. Mais dès que les bornes de l'Empire françois furent re-

culées, il fallut que le grand nombre obéît au petit nombre. Les Evêques & les Leudes se chargerent du Gouvernement, & les Rois ou Capitaines, qui avoient redouté le peuple & ses assemblées, virent, mais trop tard, qu'ils s'étoient privés de leur plus ferme appui ; car tout peuple jouissant du droit des armes nommera toujours un chef.

L'abolissement des Communes a donné naissance à un corps qui s'est montré quelquefois l'ennemi du Monarque & sur-tout l'ennemi du peuple. Ce corps veut traiter d'égal à égal avec le Souverain de la nation, & du même coup il prétend humilier le tiers Etat : il voudroit faire d'un Monarque un doge de Venise, & du peuple une bête de somme. Il est perpétuellement caché derriere la Finance & l'Eglise pour en soutirer les richesses : les sommes considérables que préleve la royauté ne doivent être employées que pour lui. Il veut enlever au Monarque le noble privilege de dispenser l'honneur. La considération présente n'est rien selon lui, & il veut mendier la récompense d'une considération passée. Les Rois

ne ſavent comment ſe débaraſſer de cette foule d'importuns qui, au milieu de leurs reſpects ſimulés, diſent, *depuis que les Capétiens trônent.*

Ces nobles dégénérés n'ayant plus d'aſſiette fixe, & dénués de pouvoir, regagnent par la ruſe ce qu'ils ont perdu : ils embraſſent un fanatiſme imaginaire, ils dédaignent le mérite vivant, pour des chimeres antiques : ils veulent faire croire que la conſtitution de l'Etat a ſa baſe ſur leurs diſtinctions ; ils oublient les Communes, comme ſi le peuple n'avoit jamais exiſté. Autrefois les grands Seigneurs alloient à la Cour pour répandre largement leur opulence ; aujourd'hui ils demandent, demandent ſans ceſſe, & tout ce qui les touche doit être ſacré.

CHAPITRE XIV.

Du bien éloigné, ou du vain prétexte.

On ne fera point de changemens brusques dans l'état des citoyens, même ceux qui sembleroient les plus nécessaires ; & pourquoi ? parce qu'il ne faut pas gêner la génération actuelle, qui bientôt doit passer. Elle est composée, pour sa moitié, d'hommes qui sont au milieu, ou vers la fin de leur carriere, & qui, conséquemment, sont prêts à s'endormir dans la tombe.

Je le demande à l'esprit sensé ; est-il permis de bouleverser leur repos, de troubler leur existence pour un *bien éloigné*, d'attaquer leurs petites propriétés, de les sacrifier à un avenir incertain ? Que fait l'avenir à cette multitude d'hommes, qui naissent, travaillent & meurent ? La politique ne doit-elle pas opérer avec l'horloge ; l'horloge qui montre à tous l'instant de la mort ? Eh ! que fait à ceux

qui vieilliſſent, la grande & future deſtinée d'un Empire ? Ils ſont dans le moment préſent ; c'eſt le moment préſent que la politique doit avoir en vue. Elle eſt fauſſe & criminelle, ſi elle ne ſait pas compter les minutes qui compoſent la vie de l'être exiſtant & ſenſible : c'eſt l'heure que lui accorde la Nature, l'heure qui lui eſt chere. Le reſte eſt un rêve de l'orgueil ; & quand les Miniſtres parlent du ſiecle ſuivant, ils prononcent les mots d'un charlataniſme ; hardi car nul d'entr'eux ne peut calculer le ſyſtême qui leur feroit immoler le repos d'une génération préſente au bonheur prétendu de la génération ſuivante.

Comme la main qui trace l'ordre rapide de ces changemens doit s'effrayer ! C'eſt dans l'examen des différentes impreſſions qui agiſſent ſur les hommes qu'on doit trembler en dérangeant les baſes de leur félicité actuelle : elle eſt ſi paſſagere qu'il y a de la témérité à lui livrer la guerre. Hélas ! faut-il revenir à ce proverbe ancien & trivial : *Ceux qui y ſeront ſeront les vignes* ? proverbe ſenſé, ou-

blié de nos graves politiques. Et ſi, par des loix phyſiques & mathématiques, la diſſolution du globe devoit avoir lieu dans trois années, où en ſeroit la ſuperbe ſpéculation de ceux qui ne voient que les hommes à naître, pour ſe montrer inſenſibles envers ceux qui ſont nés ?

La politique qui tyranniſe les contemporains pour fonder dans l'avenir des jours plus proſperes, eſt évidemment fauſſe. Le Miniſtre qui conſidere l'Etat qu'il gouverne comme ne devant jamais finir, eſt évidemment dans l'erreur.

La Nature travaille ſur les empires, & de-là la marche des événemens. Ne détruit-elle pas tous les plans qui embraſſent de trop grands eſpaces?

Delà encore les chimeres qu'on décore du nom de prévoyance : il n'y a rien qui ne ſoit aſſujetti au tems. Vouloir donner à des reſſorts politiques une permanence éternelle, c'eſt ignorer que les frottemens de l'horloge des ſiecles font dériver les principes qu'on regarde comme des baſes fondamentales.

De nouvelles situations sortiront de l'ordre politique ; & si les événemens particuliers sont si difficiles à prévoir, que sera-ce de ces égaremens politiques dont tous les royaumes offrent des exemples variés ?

La prévoyance de l'homme le plus lumineux cède à ce hasard qui dérange le calcul. L'homme d'Etat devient visionnaire, quand il oublie le présent pour entrer dans des combinaisons fortuites qui flattent l'amour-propre, mais qui outragent la raison.

Au milieu de cette confusion d'idées qui tendent à détériorer les pensées les plus sages, il faut de toute nécessité un corps qui veille à raffermir les principes constitutifs, moteurs secrets de la vie des Empires. La partie qui enseigne, tant par ses lumieres que par ses tableaux énergiques, opposera une digue au débordement de ces vices & de ces erreurs politiques, qui ne cessent de substituer la témérité & le hasard à la base inébranlable de la réflexion & de la sagesse.

C'est ce corps qui dira à tous : que la politique

politique fondée sur l'expérience est peut-être la meilleure & la plus certaine. Comme les actions humaines sont assez invariables, cette politique expérimentale les suit attentivement. Elle n'a point un certain éclat, mais elle n'en est que plus solide. Elle paroît plus jalouse de prévenir les maux immenses, que d'enfanter de grands biens éloignés. Elle ne promet pas si facilement un bonheur que la nature a refusé presque partout à l'homme, mais elle s'occupe des moyens de rendre sa condition supportable.

La politique expérimentale, au lieu de porter sa vue dans un avenir trop éloigné & par là même incertain, apperçoit la génération vivante & celle qui doit succéder immédiatement ; eh n'est-ce pas de la génération qui souffre qu'il faut principalement s'occuper ? L'homme d'Etat fixera donc ses regards sur les êtres existans ou qui vont bientôt arriver à la vie. Leurs besoins ne demandent pas des spéculations chimériques, qui embrassent les siecles, mais le moment.

Un moment est presque tout ce qui est

donné à l'homme pour naître, regarder autour de soi, & mourir. La génération présente a plus de droit au repos & à l'aisance que la génération future. Ses cris se font directement entendre, & les secours doivent être prompts; car c'est-elle qui souffre, qui gémit, tandis que l'autre dort encore dans le calme du néant.

Quel renversement de la raison, si l'homme d'Etat croit l'une en idée pour lui sacrifier l'autre; s'il songeoit à ceux qui doivent naître pour oublier ceux qui vivent; s'il vouloit faire payer au siecle présent la félicité des siecles à venir; si sous prétexte, par exemple, des intérêts de l'Europe, il répandoit le sang aujourd'hui pour prévenir des maux imaginaires; s'il faisoit une guerre cruelle pour empêcher une guerre future, & qu'il n'eût d'autre secret pour la splendeur prochaine du royaume que la ruine des citoyens qui sont à la moitié de leur carriere?

Laboure-t-on des terres pour des années que le soleil n'éclaire pas encore? Taille-t-

on le cep de la vigne pour des bouches qui ne sucent que le lait de leurs meres ? Chaque automne n'apporte-t-il pas tour-à-tour ses dons & ses présens ? Eh par quelle fatalité les hommes d'Etat ont-ils toujours parlé des revers qui pouvoient naître, & jamais de ceux qui nous opprimoient ? Chaque tems a ses calamités, comme chaque homme a le fardeau de ses douleurs. S'il ne lui est pas permis de le rejetter tout entier sur un autre, c'est également une politique fausse & monstrueuse, que d'immoler la félicité actuelle de nos contemporains aux jouissances que l'on promet à nos descendans.

Ce n'est pas qu'une prévoyance active & généreuse soit interdite à l'homme d'Etat ; il peut, en chérissant son siecle, préparer au siecle suivant ces lumieres bienfaisantes qui, par degré, enrichissent tous les ordres de la société, & la disposent à écarter l'erreur. J'ai voulu dire simplement que, sous prétexte d'idées hautes & élevées, l'homme d'Etat ne devoit pas mépriser le peuple qui est sous ses yeux, que la patrie n'est pas une mere

qui devore une partie de ſes enfans, pour mettre les autres plus à leur aiſe : maxime déteſtable ; car il me ſemble au contraire que plus la portion de bonheur que nous poſſédons eſt petite, plus le ſurveillant doit la protéger, la maintenir, la conſerver. C'eſt à la foibleſſe de l'individu que doit s'attacher la protection la plus puiſſante ; c'eſt le vœu de l'humanité & de la juſtice, parce que les loix vivantes doivent être ſpécialement conſacrées à combattre le malheur qui nous opprime. C'eſt ainſi que le bon ſens, dans des momens de criſe & de fermentation, a dicté des loix ſimples, nobles, bienfaiſantes, raiſonnables, à des pâtres, à des marchands, tandis que nous, avec nos ſpéculations profondes & erronées, nous ouvrons la porte à des calamités ſans nombre.

Il paroît démontré que ſi le célibat des Prêtres avoit toujours lieu, que ſi le monachiſme régnoit encore un ſiecle & demi, l'Egliſe Proteſtante engloutiroit la Romaine. Ainſi, le Clergé de France eſt intéreſſé tout le premier à la grande diminution des Moi-

nes ; mais comme ils ſont implantés dans l'Etat, qu'ils ont contracté leur genre de vie devant les loix & ſous la protection de ces mêmes loix, on peut ſe plaindre des maux qui réſultent de tant de couvents, cloîtres & monaſteres ; mais conformément à nos principes, il n'eſt pas permis de troubler leur exiſtence préſente pour un bien futur ; il faut que tous ces Religieux achevent en paix leur carriere. On peut miner leur établiſſement, mais les détruire d'une maniere bruſque & précipitée, c'eſt leur ôter des privileges inconteſtables acquis ſous les yeux de la légiſlation. Et quel corps de l'Etat ſeroit à l'abri de la réforme, ſi, au lieu d'en ſéparer les maux dont on ſe plaint, on trouvoit plus facile d'abattre que de corriger ? La cupidité ne ſe mêle-t-elle pas toujours un peu à cet amour extrême, à cet amour prétendu du bien public ? Faites enſorte que tant de célibataires ne ſubſiſtent plus dans un ſiecle, ſoit ; qu'ils ne meurent point ſans poſtérité, ſoit encore ; mais laiſſez ceux qui vont expirer demain, mourir dans le

lieu qu'ils ont choisi de préférence sous la sanction des loix & de votre propre consentement.

Il faut donc que la génération actuelle jouisse : les secousses rapides sont dangereuses, & il n'est pas permis à un Etat de faire un mal présent pour opérer un bien éloigné.

CHAPITRE XV.

Contrat.

C'est la raison nationale qui, peu-à-peu, a formé le Gouvernement, & lui a donné une sanction respectée, parce que les avantages, que le riche & le pauvre y trouvent sont égaux. Celui-ci pourroit être encore dépouillé de ce qu'il possede, & le riche pourroit craindre les entreprises des pauvres; or, l'égalité étant démontrée impossible, tous les citoyens ont un intérêt vif au maintien du Gouvernement. Les circonstances doivent le modifier; mais pour en prouver l'origine, il ne faut que consulter le besoin que les hommes ont incessamment du repos & de la liberté: il en résulte évidemment que le bien public doit être le produit du Gouvernement, sans lequel il périclite. Le Gouvernement est donc le fait d'une convention, d'un consentement réciproque, & tous

les individus sont liés par le même contrat.

L'homme a reçu du Créateur la faculté de créer lui-même dans l'univers intellectuel & moral : telles sont les sublimes prérogatives de son intelligence & de sa raison ; delà est née la morale réciproque & générale, la morale publique & commune, soit au dedans, soit entre les sociétés que les hommes civilisés forment les unes auprès des autres sur la terre ; & voilà ce que les Philosophes nomment *politique* : cette science veille aux soins de préparer aux hommes nés & à naître les biens inestimables de la justice & de la liberté.

Du *serf* au *sujet* il y a une grande distance ; mais il y a une distance plus grande encore du *sujet* au *citoyen*. Pour bien approfondir l'esprit, la justice & les caracteres certains de la liberté nationale, pour envisager les ressources de l'économie publique, il faut être *citoyen* ; mais pour attendre tout d'un seul homme, pour voir la patrie dans le Prince, pour croire que les influences d'un

trône repouſſeront les calamités publiques ; alors il faut être *ſujet*.

Or, pour ceux qui ſavent bien lire l'*Eſprit des Loix*, il n'y a là qu'une idée dominante, finement enveloppée ; c'eſt une eſpece de guerre perpétuellement faite au *pouvoir abſolu*, & les trois eſpeces diſtinctes de Gouvernement, qui figurent ſans ceſſe dans cette théorie, tendent à démontrer que le Gouvernement Monarchique n'exiſte pas, ou que quand il exiſte, il fait conſtamment une de ces fautes politiques, que la nation ſoudain eſt obligée de réparer, ſous peine de ſa ruine.

Monteſquieu écarte perpétuellement ce phantôme politique, qui ſe perſuade à lui-même qu'il gouverne ; il fait voir que dans tout état bien ordonné, c'eſt la *vertu publique* qui regne, & que la juſtice invariable du Gouvernement dépend des lumieres & du courage des citoyens ; que par-tout où il n'y a que des *ſujets*, la *vertu publique* s'éloigne, ou ne devient qu'un vain nom. Cet Ecrivain fait voir qu'il n'eſt pas humaine-

ment poſſible que cette *vertu publique* germe chez des peuples ſans énergie, vivans dans l'ignorance de tout ce qui leur convient & de tout ce qui leur eſt du dans l'ordre ſocial. Il démontre qu'il faut que la nation ſe gouverne elle-même, ou qu'elle ſoit gouvernée tyranniquement; mais il déguiſe toutes les conſéquences de ce grand principe en éludant à chaque page ce développement critique; réfugiant ſon génie dans des citations, ou le faiſant paſſer par des circuits prudens, comme s'il eût craint de promulguer cette grande vérité; ou comme ſi, en la diſant d'une maniere claire & ferme, ſon livre dès lors étoit fini.

Mais, pour le petit nombre des hommes qui ſont d'un eſprit aſſez réfléchi & aſſez mûr, pour aller au-devant des conſéquences d'un *premier principe*, il n'eſt pas beſoin de les préſenter toutes.

Devant l'ignorance, les raiſons *individuelle*, *ſociale* & *publique* ſont toujours abîmées; mais ceux qui ont préparé en eux cette ſeconde éducation, plus importante que la

premiere, devinent dans le livre des Sages tout ce qu'ils ne disent point; ils voient l'empreinte des *Satrapes* & du *Satrapisme*, dans le gémissement le plus étouffé d'une réflexion modeste & circonspecte; &, sans ces hommes, qui auroit lu le profond & vigoureux Montesquieu? S'il fut obscur dans plusieurs endroits, c'est qu'il voulut l'être; c'est qu'il sentit qu'il viendroit des ames faites pour se fondre avec la sienne; & quand, avec une indulgence & une adresse très-remarquables, Montesquieu substitua l'*honneur* à cette *vertu publique*, dont il avoit tant parlé; ce grand Ecrivain savoit bien qu'il créoit un équivoque, un mot inexpliquable, & que pour toucher le phare lumineux & inébranlable, il falloit que les *Citoyens* revinssent à cette *vertu publique*, comme au ressort unique, actif & permanent, qui devoit travailler toutes les constitutions quelles qu'elles fussent au gré de tous les individus, &c. &c.

Montesquieu ramene donc toutes ses idées à la notion du contrat politique, & frappe de ridicule & de mépris toute nation où ce

principe eſt mis en oubli ; ſous ce point de vue une foule de traits qui ont un air vague s'éclairciſſent & prennent de la couleur.

Le peuple qui, en conſervant conſtamment les mêmes loix, ne ſe ſeroit pas réſervé le droit de les réformer, auroit perdu le plus beau des privileges. Les Gouvernemens deſpotiques ne ſont oppreſſifs que parce qu'ils ne changent pas. Ce n'eſt qu'à la longue que les peuples ſe ſont trouvés dépouillés des plus eſſentiels de leurs droits naturels. La forme de Gouvernement qui reſte trop invariablement la même, fait toujours acheter trop cher les avantages de la ſociété civile ; c'eſt une preuve qu'elle ne ſe prête pas aux différentes attitudes nationales. La liberté de penſer doit amener la liberté d'agir ; & puiſque les opinions influent ſur les actions, il ne faut point s'étonner, encore moins s'effrayer de pluſieurs changemens inévitables ; car l'expérience journaliere nous prouve que ce qui vit eſt dans une action perpétuelle, & qu'il n'y a que les hommes dégénérés qui ſuivent conſtamment les mêmes mœurs. Les

dogmes ſpéculatifs n'avancent rien : il faut que l'homme apprenne à briſer tout joug qui nuiroit au développement de ſes ſublimes facultés ; il faut, pour l'exiſtence de ſon être, qu'il tende à une extrême liberté. L'inſtabilité naturelle à l'homme & à toutes les choſes créées, doit être l'idée la plus familiere au légiſlateur, & il doit voir, avec ſatisfaction, ces changemens qui ſuivent le progrès de la raiſon humaine ; car la plus grande erreur politique ſeroit de ſe montrer irréfragable, lorſqu'il s'agit de vivre avec des hommes & de diriger leurs eſprits.

Quelle eſt la fin de l'architecture navale ? De conſtruire les meilleurs vaiſſeaux. Quel eſt le but de l'architecture civile ? De bâtir les meilleures maiſons. Quel doit être le but de la ſcience du Gouvernement ? D'avoir un ſyſtême de principes religieux, moraux & politiques, tellement liés, qu'il en réſulte les plus grands avantages de la ſociété, & tels qu'on en jouit dans un Etat libre.

Le pire des Gouvernemens ſeroit celui qui uniroit les maux de l'Ariſtocratie aux

dangers du pouvoir arbitraire. Malheureux les peuples qui seroient soumis à cette double pression ; il leur faudroit opter, s'ils le pouvoient, & se réfugier plutôt dans les bras du despotisme, que de consentir à être foulés, tantôt par la hauteur & la cupidité des grands, tantôt par les caprices ou les dissipations du Monarque.

CHAPITRE XVI.

Fausse Parabole.

COMPARER un Etat au corps humain, est une parabole mille fois répétée, qui a fait commettre des erreurs étonnantes. L'apologue de *Memnius* est ingénieux ; mais peut-on comparer le corps politique avec le corps humain, où tout est lié, où tout se correspond nécessairement, où tout souffre quand une partie souffre ? N'est-ce pas là abuser éminemment des similitudes ?

Moi, sujet, je ne suis jamais si près du Souverain que l'orteil l'est du diaphragme, & le Souverain souffre-t-il véritablement quand je souffre, ce qui ne manque pas d'arriver dans l'économie animale ? Quand l'estomac royal digere, le chyle parvient-il jusqu'à moi ? Ces comparaisons antiques sont si fautives dans l'application raisonnée, qu'il faut les abandonner entiérement. Ces ima-

ges ont induit dans des erreurs graves des esprits irréfléchis.

Sans doute qu'un Etat ne devroit former qu'un tout ; mais un Etat est ordinairement composé de deux forces qui se combattent & qui se tiennent en équilibre. Ces deux forces sont balancées par une troisieme, & tandis que dans le corps humain le bien-être devient universel, il est impossible que l'égalité de jouissance subsiste dans le corps social. Avec les esprits droits, les disputes ne durent gueres ; & je pense qu'on ne citera plus l'apologue de Memnius dans un raisonnement politique.

Il se fait incessamment dans un Etat un flux & reflux de puissance. Le passage d'une forme de Gouvernement à un autre est insensible, mais réel : les loix changent, s'altèrent, ainsi que la base des principes fondamentaux.

Sous la tyrannie de Tibere, de Caligula & de Néron, Rome se glorifioit encore du titre de république : elle le redevint sous l'empire de Trajan & de Marc-Aurèle, quoi-

qu'ils fussent Souverains : elle eut encore des jours de liberté sous le regne de Gallien, lorsque trente hommes se disputerent l'Empire pendant l'espace de sept à huit ans. Sa démocratie militaire lui fit moins de maux que le despotisme de Caligula & de Néron.

Chaque état, dit-on, a sa naissance, son âge viril & sa vieillesse. Ces images induisent en erreur : ce sont les formes qui changent ; mais la terre, le sol, les habitans sont les mêmes. Un Empire est tantôt plus fort, tantôt plus foible ; il se rétablit, il empire, le même nom lui demeure, tandis que sa constitution n'est plus la même.

L'amour intempérant de la liberté peut précipiter dans l'esclavage ses fougueux partisans : les loix les plus salutaires peuvent se changer en poison : les principes généraux sont nuls en politique & d'une évidente fausseté.

La vraie liberté ne consiste point à ne dépendre d'aucun pouvoir : on peut être libre avec des loix réprimantes ; & quand le Souverain est obligé de se conformer aux loix

nationales, le peuple ne doit plus se plaindre des sacrifices qu'il offre à la patrie. La liberté ne consiste pas encore à avoir part à l'Administration des affaires d'Etat. On peut être libre sans participer au Gouvernement. Tous les esprits ne naissent pas propres à la politique & aux débats qu'entraîne la division des sentimens.

Eh ! qu'importe que le Gouvernement soit monarchique, républicain, démocratique, pourvu qu'il soit juste, modéré, attentif à respecter l'industrie ? La sujettion, relativement à chaque particulier, est toujours la même, soit que le Souverain commande ou le Sénat.

Peuples, vous aurez un heureux Gouvernement, quand vous vous en serez rendus dignes par vos lumieres & votre courage. Enervés & frivoles, vous méritez d'être esclaves, & vous le serez.

CHAPITRE XVII.

Suite du précédent.

Tout ce qui eſt, participe de ce qui a été. Il faut chercher la conſtitution des Etats dans leur origine.

Si l'on jugeoit par le bonheur public des formes du Gouvernement, l'Ariſtocratie Vénitienne obtiendroit des hommages; car elle rend le peuple heureux : il l'eſt beaucoup moins en Suiſſe qu'en Italie. Les légiſlations doivent donc être conſidérées d'après leurs effets. Qu'y a-t-il de plus libre au monde qu'un Négociant, un Manufacturier, ſujet du Roi de Pruſſe? Plus les Etats ſont pauvres, plus le peuple a d'aiſance. Le thermometre du bonheur public, c'eſt la facilité que les hommes trouvent à ſubſiſter & à ſe multiplier. Quand je vois de miſérables cabanes, & des hommes indigents au milieu des plaines les plus

riches & les plus fécondes, je dis, ſans héſiter, *le Gouvernement eſt mauvais.*

Qu'ont gagné les hommes à vivre ſous vos loix? Voilà l'interrogation que je ferai à tout Gouvernement. Quelque nom qu'il porte, ſi les ſujets me crient : *nous ne ſommes pas mécontens*, je bénirai juſqu'au deſpotiſme, ſi j'entends ces paroles.

Quand je verrai qu'on a rendu chez un peuple l'impôt preſque inſenſible, je dirai : *c'eſt un pere qui regne.* Si les impoſitions ſont fortes, & que le peuple les ſupporte ſans murmure, je dirai : *voilà un peuple libre & éclairé*; mais ſi un peuple gémit d'un impôt, je dirai : *ce peuple n'aime point la patrie; chacun ici ne ſonge qu'à ſoi.*

En fait de Gouvernement, il y a des théories ſans nombre, & qui ſont toutes bonnes ſur le papier. Il en faut pour tous les caracteres & pour tous les eſprits. La théorie des Economiſtes n'eſt pas plus mauvaiſe que celle de Platon : chacune d'elles régiroit le monde, ſi le monde ſe laiſſoit régir ainſi; mais ce ſont des forces phyſiques qui le mettent perpétuellement en action.

Les idées morales viennent enſuite, font beaucoup, mais c'eſt lorſqu'elles ſont fondues avec les forces motrices d'un Empire.

Les Gouvernemens ſont aſſujettis à des maladies & à des révolutions occaſionnées par la loi des frottemens. Voilà ce que l'expérience, les raiſonnemens, les théories les plus admirables ne peuvent empêcher. Les mouvemens politiques vont toujours leur train ordinaire.

Suffiroit-il d'avoir élevé l'édifice de la liberté publique, ſi la légiſlation n'aſſuroit point enſuite la liberté privée du dernier citoyen? Si le dépoſitaire de la force publique peut diſpoſer d'un citoyen ſelon les caprices de ſa grandeur, ou ſi le crédit, ſi la fortune obtiennent de ces ordres, qui ſemblent émanés du *propre mouvement du Prince*, la dignité de l'homme eſt avilie. Il ne devroit avoir d'autres Juges que ſes égaux; mais un tel privilége eſt rare, parce qu'il eſt difficile à conquérir & à maintenir; voilà le point le plus *eſſentiel* à obtenir dans la conſtitution

de tout Gouvernement : or, ſi ce danger eſt prévu & pour jamais écarté par la loi; ſi ce pouvoir ſacré & terrible n'appartient qu'à des Tribunaux en garde contre l'autorité, l'intrigue & la faveur ; dès lors les forces de l'Etat ſont *heureuſement* combinées, & l'ordre ſocial exiſte.

L'acte d'*habeas corpus*, paſſé la trente unieme année du regne de Charles II, eſt proprement le triomphe de la légiſlation Britannique, & paroîtra à tout eſprit fait pour méditer ſur ces graves matieres, le chef-d'œuvre de la politique, de la ſageſſe & de l'humanité.

Qu'une nation quelconque obtienne une pareille loi, toutes les réformes utiles en naîtront ; mais une ſi noble conquête, qui reſtitue à tout homme ſa dignité naturelle, n'appartiendra qu'à un peuple déja diſpoſé à en reſſentir toute la juſtice & l'importance.

Cet acte célebre eſt devenu comme la ſeconde grande Charte des Anglois; ils n'ont

rien laissé à l'arbitraire sur une matiere aussi délicate. Nous sommes loin des formalités augustes & précieuses, qui rappellent aux Princes que toute peine arbitrairement décernée, est une violation du pacte social. Nous avons laissé s'accroître ce pouvoir assez terrible déjà par l'attribut de la puissance exécutrice, ce pouvoir si allarmant & dont il est facile d'abuser; mais du moins nous avons réagi par la parole & par les écrits, & nous n'avons pas laissé que d'intimider, avec tout le zèle du patriotisme, & avec toute l'éloquence que donne l'amour de l'humanité, ces hommes, qui se trouvent nommés arbitres du sort d'un autre homme; les emprisonnemens illicites sont devenus plus rares, & la nation entiere s'est rendue comme témoin des actions du Prince, & lui demande compte silencieusement de l'exercice de sa redoutable autorité.

Pourquoi le beau Royaume de Pologne n'a-t-il pu, malgré ses avantages, s'élever au rang d'une puissance respectable? C'est que

le *droit des gens* y eſt trop bleſſé par les privileges des grands, & que les différentes parties qui compoſent cette conſtitution, peſant avec trop d'inégalité les unes ſur les autres, l'équilibre n'a pu s'y établir. On ne peut rien attendre de vigoureux d'un peuple chez qui le tiers-Etat eſt dans un perpétuel aviliſſement: les grands alors s'éloignant de toute modération vexeront la multitude, & offriront enſuite au monde un ſpectacle continuel de diviſions inteſtines. Pour régénérer un tel Royaume, il faut une ſubverſion entiere; car un bon degré de police ne ſauroit s'établir dans un Etat, que lorſque les différens ordres de l'Etat ſe balancent reſpectivement: mais quand l'équilibre eſt violemment rompu, perſonne ne peut plus concourir au bien commun, & la diſſolution du Gouvernement vaut mieux alors que cette ſtagnation, où la Police acheve entiérement de ſe corrompre.

Les Publiciſtes, qui ont fait des recherches ſur la formation des ſociétés parmi les hommes,

hommes, ont eu recours, les uns au hasard, les autres a la crainte, ou à la force coactive; ils ont imaginé toutes les causes, tandis qu'elle existe dans la premiere ordonnance de la Nature, la réproduction & la conservation des Etres. C'est l'amour, c'est le désir d'une assistance mutuelle qui a formé le premier lien de l'union.

CHAPITRE XVIII.

Variétés politiques.

La politique qui, au premier coup-d'œil, paroîtroit devoir être soumise à la réflexion, la politique présente des bizarreries & des inconséquences, comme toutes les autres opérations de l'esprit humain. Les principes, enfans du hasard, du moment, de l'opinion, sont jettés en avant, sans une prévoyance fondée. Ici une femme commande à un peuple sauvage où les femmes sont méprisées : elles sont exclues du trône dans le pays où elles ont le plus d'empire. Les rangs, les loix, tout est soumis à des regles arbitraires qui n'ont que l'usage pour titre, & l'antiquité pour excuse.

Il y a quelques loix qui dérivent du climat ; mais Montesquieu a poussé trop loin son influence.

Ce qu'on peut avancer de plus vrai, c'est

que les extrêmes de la chaleur & du froid semblent éteindre l'imagination, & la borner à ces découvertes primitives, filles du besoin.

Ici les pointes de glace qui rempliſſent l'air font de l'homme un être paſſif ; il ne peut déployer ſon induſtrie, obligé qu'il eſt de vivre dans des cabanes étroites, enfumées, & de fuir l'air qui, comme un glaive tranchant, lui coupe un doigt du pied ou de la main dès qu'il ſe haſarde. Là, la chaleur énerve le corps & le livre à la pareſſe : le ſoleil pompe ſa ſubſtance, & ne lui laiſſe que la force d'exiſter.

Dans de tels pays, les arts reſtent dans leur enfance & ne peuvent ſe perfectionner, parce que la néceſſité n'a qu'un effor borné ; là, où le climat eſt ſi décidé, il influe ſur le caractere ; mais dès qu'il perd cette énergie, l'influence diſparoît. Ce ne ſont plus que des conjectures ingénieuſes, où les exceptions ſont ſans nombre. Le génie, les mœurs, le caractere appartiennent alors à la légiſlation, & le

Phyſicien, qui n'a plus rien à prononcer, doit faire place au Moraliſte.

Les Arabes n'ont donné une certaine portion d'autorité à leur Chef, que parce qu'ils ſont toujours en guerre. Cette autorité aſſez étendue, a droit d'étonner, au premier coup-d'œil, chez un peuple indépendant, amateur de ſa liberté, mépriſant les richeſſes, durci à la fatigue ; mais ce peuple a reconnu qu'il lui falloit un chef, qui fut le point de réunion des volontés de la nation, qui marchât, qui agît le premier. Comme les Arabes ſont diviſés par tribus, la nation n'auroit point compoſé un corps ſans ce chef abſolu; ainſi la néceſſité a déterminé, dans des contrées où les hommes ſont fiers, libres & pauvres, au-deſſus de la moleſſe & des plaiſirs, une eſpece de deſpote, dont l'autorité égale, pour ainſi dire, celle d'un Sultan, & ce deſpotiſme eſt auſſi différent dans ſes effets, qu'il l'eſt dans ſes cauſes.

Les loix les plus ſimples conviennent à des hommes qui ont peu de beſoins, qui vi-

vent épars sur la surface d'un terrein, chez lesquels il n'y a point de grandes routes pratiquées; mais lorsque les hommes en foule se pressèrent sur le même coin, qu'ils entrerent dans les villes en bandes serrées, comme des troupeaux dans un bercail; alors les loix devinrent momentannées, variables: il fut aisé à celui qui étoit dépositaire de la force publique, de pressurer cette foule d'hommes qui, livrés à des intérêts contraires, ressemblent à ces insectes qui se dévorent les uns les autres.

Des vertus & des bras ont fondé des Empires; on ne sauroit les révoquer en doute: voyez ensuite les prévoyances, les inquiétudes, les allarmes, les préjugés, les chimeres des hommes en place qui n'ont pu soutenir ces mêmes Royaumes. C'est que toutes ces loix multipliées, & faites à la hâte, sont onéreuses; c'est que les loix n'ont de vigueur que quand elles embrassent à la fois les usages & les mœurs. La source des premieres loix sort des abymes de la Nature, comme les fleurs sortent du sein des montagnes. Aris-

tote appelle l'homme un *animal politique ;* c'eſt qu'il l'eſt de lui-même & ſans ſecours étrangers, puiſqu'il vit en ſociété, & qu'il reproduit les dons de la Nature, puiſqu'il étend la perfectibilité, & qu'il eſt ſuſceptible, par conſéquent, de toutes les vertus ſociales.

C'eſt la Nature qui, avant les hommes d'Etat, a adopté la ſociété, & qui en a fait une loi preſqu'univerſelle. L'homme a ſu de lui même, bien avant les inſtitutions politiques, ſe gouverner, ſe défendre ; la ſociété alors étoit, s'il eſt permis de ſe ſervir d'une figure, un bloc quarré d'une dimenſion égale. La politique en a fait une pyramide élancée, pointue ; la baſe eſt devenue beaucoup trop large, & un grand nombre d'individus ſe ſont trouvés écraſés.

Les Gouvernemens, c'eſt-à-dire, les Loix, n'ont été imaginées par les hommes que pour défendre leur liberté, parce qu'il y a eu naturellement des deſpotes. Toute puiſſance exerçant ſon action juſqu'à ce qu'elle ſoit arrêtée, l'autorité abſolue dérive ſans doute

dans ſon origine de la ſupériorité naturelle d'un homme qui en a abuſé dans la ſuite, lui ou ſes repréſentans.

Les peuples ont oublié les formes de gouvernement qu'ils avoient eux-mêmes inſtituées; mais ils les conſervent par inſtinct. Ce fut toujours au génie, au courage & aux lumieres qu'ils porterent le tribut momentané de leur obéiſſance.

Le génie eſt encore le véritable ſouverain qui commande aux eſprits. Le courage eſt encore la reſſource du corps politique : ſa réſiſtance peut lutter, & lutte en effet pour arrêter l'excédent du pouvoir. Tout peuple ſent que c'eſt dans la loi de l'équilibre que le bien doit naître. Il n'y a plus que la crainte de gémir ſous un joug plus inſupportable que celui qu'on voudroit briſer, qui rende les peuples ſoumis & patiens. Ce n'eſt point toujours lâcheté, c'eſt prudence; car on eſt parvenu à calculer l'échelle des maux que le deſpotiſme, c'eſt-à-dire, l'abus d'une force journaliere pourroit amener dans un moment de fureur & de démence. Le deſpote tom-

beroit, mais en tombant, il feroit encore une infinité de maux, & c'eſt ce que le peuple devine par inſtinct; il reſpecte juſqu'au deſpotiſme, quand il ne frappe pas des coups trop violens.

Comparer les légiſlations anciennes & modernes ſeroit un ouvrage curieux. Les peuples anciens ſe gouvernoient par eux-mêmes; les peuples modernes ſont gouvernés par des Monarques.

Il faut connoître la nature de l'homme pour être légiſlateur; celui-ci doit obſerver toutes les impreſſions que l'homme reçoit de la Nature & de la ſociété.

Un peuple ſimple & groſſier ſentira de lui-même, en ſe perfectionnant, que les uſages précédens ne ſuffiſent plus à ſes beſoins.

Comment faire le bonheur d'un peuple par les loix? Jettez un homme de génie au milieu d'une nation ſauvage; il lui ſera impoſſible de la modifier tout-à-coup; il faudra qu'il ſuive les mœurs dominantes, parce qu'il n'y a point de ſaut dans la marche de

l'esprit humain. Il ne peut commander que lorsqu'il y a réaction. Comment donner une impulsion qui la fasse tendre vers le but qu'il lui marque ? Comment hâter le degré de civilisation, si l'esprit du peuple ne s'y porte pas ?

Quelqu'étonnante & rare que soit la puissance de la législation, elle ne peut pas créer le premier germe, elle ne peut que le développer. Il faut que le peuple adopte les loix pour qu'il fasse des progrès rapides dans la sociabilité. Vous avez vu les loix d'un peuple sauvage subsister parmi les mœurs d'un peuple civilisé, parce que celui-ci a gagné de vîtesse ; mais vous n'avez pas vu parmi des barbares des loix sages & humaines.

Jamais le hasard ne trouvera les profondes combinaisons d'un bon système de loix. Le chef-d'œuvre de la législation s'exerce surtout sur un peuple neuf, parce qu'il n'y a rien à détruire. Si rien ne contrarie les idées nouvelles, elles seront reçues. Les sociétés vieillies, opposeront plus de résistance aux vœux du Philosophe. Des législateurs sortis

d'une nation polie, ne pourront prendre des passions d'un peuple barbare. Jamais une nation en corps n'a reçu d'Instituteur absolu ; des étrangers ne produiront pas la révolution désirée ; l'obéissance des sujets reçoit sa solidité de la coutume. Il y a une certaine progression d'idées dont la Nature ne s'écarte point. Jamais un peuple n'a reçu à la fois toutes ces idées ; il faut des développemens successifs, & avant que la raison publique ait fait en quelque sorte d'une nation entiere un seul individu, il faut une marche graduée. J'apperçois dans l'histoire plusieurs législations chez le même peuple ; il les empruntoit de ses voisins. Les Chinois renfermés chez eux, ont rompu toutes les communications avec l'univers : c'est chez eux une succession longue & non interrompue du même esprit & du même caractere.

Un seul Souverain ne sauroit donc tirer de la barbarie un peuple entier ; & il ne sauroit l'y replonger, quand le flambeau des arts est une fois allumé.

Le czar Pierre n'eut rien fait sans les re-

gnes glorieux de deux femmes qui, aimant la gloire, ont régné après lui, mariant à l'énergie de son caractere plus de douceur & d'humanité ; mais le ferment des arts n'a pu agir que dans ce qui environne les trônes, parce que le reste de la nation n'est pas encore prêt à dépouiller sa grossiéreté naturelle.

Les législateurs des anciennes républiques qui appellerent *vertus* par excellence l'amour de la pauvreté, le mépris des richesses, seroient fort étonnés de voir aujourd'hui les nations ne prédominer que par le commerce, avoir pour principal but de s'enrichir, & l'argent devenu le prix & l'équivalent de tous les services & même de toutes les vertus, soudoyer la bravoure & le patriotisme. Ceux qui gouvernent & ceux qui sont gouvernés n'ont point d'autre mobile. L'homme, comme individu, ne s'estime heureux que par les richesses, & les Etats les regardent en même-tems comme la mesure de leurs force & les garants de leur sûreté.

Voilà une politique bien nouvelle, & si l'on

l'on avoit dit à ces anciens légiſlateurs que le but de toute ſociété politique doit être de s'enrichir, auroient-ils pu répondre de ſurpriſe & d'indignation ? N'auroient-ils pas dit que c'étoit porter les hommes à tous les excès de l'avarice & du luxe, & entraîner les peuples dans les ſuites funeſtes de ces excès ?

Un livre tel que celui de M. Necker auroit bien étonné Lycurgue; il n'auroit rien compris à cette adminiſtration, dont tous les poids ſont des ſacs d'argent & fondée ſur des calculs plus ou moins uſuraires. Il auroit cherché par tout ce principe d'*égalité parfaite*, & il n'en auroit pas rencontré l'ombre. Il n'auroit entendu parler que de l'échange des richeſſes de toutes les parties du monde, & du ſang verſé ſur les mers au nom du commerce. Il auroit regardé le *livre* comme le terme de la corruption chez des nations profondément avilies, & inceſſamment aux gages de leurs voiſins.

Et nous vivons néanmoins au milieu de cette corruption; & tout roule, & l'activité ſe maintient. L'argent eſt la meſure commune de

toutes les denrées, & le moyen de tous les échanges ; avec le *commerce d'argent* on peut enlever toutes les productions nationales, & les soustraire à l'œil qui les a vu croître, à la bouche du cultivateur qui reste affamée. L'impôt ne se paie point en denrées, il faut que celui qui taille la vigne fasse sortir du métal des grappes de raisin. O Lycurgue ! quand ton cerveau législateur méditoit sur toutes les modifications de l'espece humaine, as-tu pu jamais entrevoir pareille dissonance dans l'harmonie politique ? Elle existe, & ce n'est pas même pour nous un sujet d'étonnement.

CHAPITRE XIX.

Des fauſſes dénominations.

Ainsi que dans la géométrie on a dit il y a un rond, un carré, un triangle, un octogone, ainſi on a voulu aſſujettir tous les Etats à des formes rigoureuſes. On n'a vu ni les mélanges des différens pouvoirs, ni la balance de ces corps particuliers qui conſtituent les Etats. Dès qu'un publiciſte avoit prononcé que tel Etat étoit Démocratique, il falloit qu'il reſtât tel. A entendre le publiciſte, cet Etat étoit toujours libre, tandis qu'excepté le jour d'une aſſemblée plutôt cérémonieuſe que politique, il étoit vexé par une foule de petits Ariſtocrates qui avoient fini par le muſeler de toutes parts.

Les dénominations doivent donc tomber pour laiſſer place à un examen plus réfléchi.

Il ne ne faut point dire, l'Angleterre eſt

une république ; car elle ne reſſemble en rien à la république Romaine, à la république de Sparte, à la république de Veniſe, à la république des Suiſſes, à la république de Hollande ; il faut dire : c'eſt un beau Gouvernement, & le moins imparfait de tous les Gouvernemens modernes. Il faut qualifier ainſi les autres Gouvernemens par les noms de foibles, modérés, tranquilles, patiens, opprimés, aſſujettis ou raiſonnant leur eſclavage.

L'Anglois & le Suédois ſont libres ſous leurs Rois : les Hollandois le ſont ſous les Stathouders : en Allemagne le peuple a ſes privileges qui ſubſiſtent toujours. Le corps germanique eſt une vaſte république fédérative, ſous un chef commun qui n'eſt pas un deſpote. Pourquoi, depuis près de mille ans, ce corps a-t-il maintenu ſon indépendance & celle de ſes membres ? Pourquoi les Allemands ne ſont-ils pas devenus ſemblables à des Ruſſes eſclaves ? Pourquoi le corps Germanique voit-il la guerre allumée entre les Souverains Allemands, ſans craindre que

la conſtitution en ſouffre & qu'elle riſque d'en être altérée ? C'eſt qu'il y a une foule de loix, protégées, défendues, éclaircies par une foule de Juriſconſultes qui l'emportent ſur la force des armes ; c'eſt que le droit politique y eſt une étude antique, perpétuelle ; c'eſt que les loix y agiſſent d'une maniere ſurprenante ; c'eſt que le droit public, idole des Univerſités, eſt la ſcience la plus recommandable, la plus avérée ; preuve nouvelle que les peuples font les loix par eux-mêmes. Les Ruſſes, qui n'ont voulu rien étudier, ont porté la peine de leur ignorance volontaire.

On parle du Gouvernement monarchique ? mais a-t-il jamais réſidé véritablement dans l'autorité d'un ſeul homme ? On dit qu'il imite la puiſſance paternelle ; n'eſt-ce point abuſer des termes, comme nous l'avons dit ailleurs ? On dit encore qu'il eſt une vive expreſſion de l'empire de Dieu, qui gouverne ſeul l'univers ſans partager ſon autorité avec aucun Etre. Les Rois eux-mêmes, pour peu qu'ils ſoient ſenſés, ſentiront l'exagération de

cette image, & combien cette comparaiſon eſt fautive ? On ajoute qu'il vaut mieux n'avoir qu'un maître, que d'en avoir pluſieurs; mais l'on a pluſieurs maîtres dans une Monarchie, car pluſieurs commandent, & font parler le Souverain, même lorſqu'il ſe taît.

Qu'on me parle d'un *centre d'unité* où viennent ſe réunir toutes les forces de l'Etat, je comprendrai ce Gouvernement : un corps politique ne paroît devoir être gouverné que par un ſeul eſprit; mais un eſprit national, & le Gouvernement d'un ſeul, ſont deux choſes abſolument différentes.

Quand la Monarchie devient tyrannie, c'eſt que le peuple eſt fait pour l'eſclavage; c'eſt qu'il a mérité de perdre ſes droits par l'oubli du courage, ou le dédain des lumieres. La tyrannie n'eſt pas de longue durée, quand le peuple conſerve encore des vertus, & l'horreur de l'oppreſſion produira toujours de ces révolutions, qui ſont bien capables d'empêcher ceux qui gouvernent d'abuſer de leur autorité.

Le Gouvernement Ariſtocratique réſide, dit-on, dans un ſénat compoſé de membres choiſis, & élus dans la claſſe des nobles; mais l'Ariſtocratie peſe ſur l'Europe entiere; car l'Allemagne, la France, la Pologne, la Ruſſie, le Dannemark reſtent encore écraſés par des corvées ſeigneuriales & par les devoirs de la ſervitude de la glebe, tandis que l'Ariſtocratie de Berne eſt douce & prudente, & que les payſans Suiſſes ſont protégés par ce ſénat Ariſtocratique, qui, ailleurs peſe ſur le peuple.

Le Gouvernement Démocratique tire de ſon ſein ſes Magiſtrats par la voie de l'élection, ſe réſervant le droit de les deſtituer, lorſque bon lui ſemble, & de les punir, quand ils abuſent de leur pouvoir; mais où eſt-elle cette bienheureuſe Démocratie? entre quelques rochers glacés de la Suiſſe, lorſque la pauvreté abſolue rend tous les citoyens égaux. Peu de choſe a bouleverſé à Geneve cette Démocratie; pour peu qu'il y ait inégalité de richeſſes, la Démocratie devient le plus imparfait de tous les Gouvernemens. Le peuple

abandonné à lui-même, eſt un monſtre, qui a plus de têtes que l'hydre des Poètes

Combien de fois l'Ariſtocratie ſe change t-elle en Démocratie ? & combien de fois celle-ci trop impérieuſe & trop inſolente, dégénere-t-elle en folle tyrannie ?

Par-tout je vois que les Gouvernemens changent de forme à chaque inſtant ; la paſſion des chefs modifie les Etats, & les livre à des alternatives de liberté & d'oppreſſion. Les factions & les partis changent parmi les hommes, la maniere de penſer ſur le Gouvernement ; tantôt on l'exalte, tantôt on le flétrit. La partie qui gouverne eſt indifférente au nom qu'on lui donne, quand elle ſait ſe faire aimer, & qu'elle répond avec dignité au dépôt confié entre ſes mains ; la déſobéiſſance ne caractériſera jamais un Gouvernement ſage, & le Souverain, grand & généreux, peut compter ſur la prompte obéiſſance des ſujets ; car où eſt la nation qui n'aime point le repos & le bonheur ?

Il faut une autorité vivante ; chaque citoyen eſt intéreſſé à ce qu'elle s'explique, à

ce qu'elle agiſſe, à ce qu'elle venge les loix quand elles ſont violées ; & dans toutes formes de Gouvernement, elle doit être réglée par la raiſon. Le corps qui fera parler la raiſon publique, régira à la longue tous les autres.

Quand Platon a dit que les républiques ſeroient heureuſes ſi les philoſophes étoient Rois, il a entendu par *philoſophe*, la portion éclairée, & dans un ſeul mot il a défini le vrai Gouvernement ; car ſi les Rois devenoient philoſophes, les citoyens ſages ſeroient régis par leurs propres opinions, & il ſeroit impoſſible que la plus grande partie des citoyens ne devînt pas ſage.

Les plus mauvais Princes ſont toujours ceux qui laiſſent appercevoir de grandes petiteſſes dans le ſein de la grandeur ; c'eſt-à-dire, qui, ne ſachant pas reſpecter à propos leurs ſujets, aviliſſent la nation dans un ou pluſieurs de ſes membres, & détruiſent conſéquemment le reſpect dû au chef de cette même nation. C'eſt en élévant un état que le Monarque s'éleve, & loin de craindre les

lumieres, dont il eſt inondé, c'eſt par ces mêmes lumieres qu'il régnera paiſiblement, & glorieuſement; car les hommes ſont naturellement portés à l'obéiſſance, quand le Gouvernement eſt doux & modéré, & ce ſera celui qui aura toujours plus de force; dès que l'Empire ſe mariant à l'opinion publique, il détruira, de concert avec elle, les petites tyrannies qu'il importe également au Souverain & au peuple d'anéantir. La partie qui commande ne trouvera point d'obſtacles, quand elle marchera de front avec la partie qui gouverne.

Le Gouvernement monarchique prend pluſieurs modifications. Le grand Seigneur eſt un Monarque, & le Roi d'Angleterre eſt auſſi un Monarque; voilà cependant les deux extrêmes; la Monarchie limitée eſt bien différente de la Monarchie abſolue, pour ne pas dire ſon oppoſé.

Le Gouvernement d'un ſeul chef eſt preſque toujours chimérique, & n'a lieu le plus ſouvent que dans un inſtant donné.

L'Ariſtocratique, qui eſt le gouvernement des grands, leva plus ou moins ſa tête dans tous les Etats riches; la Démocratie, qui eſt le Gouvernement de tout le peuple, ſe cache dans quelques rochers chez des peuples pauvres; mais ces Gouvernemens prennent un nombre infini de nuances, en ſe rapprochant les uns des autres, & *tous ſont bons*, ſelon les tems, ſelon les lieux, ſelon les hommes. La Démocratie abſolue eſt un être de raiſon, ainſi que la Monarchie abſolue, parce que les extrêmes ne réuſſiſſent point parmi les hommes, pour peu qu'ils ſoient éclairés.

Au milieu du ſiecle de Louis XIV trop vanté, ne vit-on pas naître en France la *Théocratie* qui eſt le Gouvernement des Prêtres? Ne dicterent-ils pas tous ces édits intolérans, effroi des ſiecles à venir?

Quand l'ennemi frappe aux portes de l'Etat, on voit paroître la *Timocratie*, qui eſt le Gouvernement des gens de guerre. Il eſt bien viſible dans pluſieurs villes de nos frontieres, & j'ai reconnu ſa préſence

dans les jours de pleine paix ; qu'eſt ce donc, quand la guerre donne à la *Timocratie* tout ſon eſſor ?

Depuis le ſyſtême de Laws, depuis que la Banque & l'Agiotage ont tourmenté plus ou moins toutes les fortunes, que rien ne s'eſt fait que par l'argent, & que la direction de ſon cours eſt devenu un art compliqué, l'*Oligarchie* (qui eſt le Gouvernement des riches) couvre la France entiere; on les reſpecte, & tout ſe fait pour eux & par eux.

CHAPITRE XX.

Des Lumieres publiques.

C'est le peuple qui fait le Gouvernement, parce que c'eſt l'opinion générale qui regle par-tout l'Adminiſtration. Elle ne heurte jamais impunément la voix publique. La voix publique réagit & oppoſe un obſtacle inſurmontable à la fiere volonté du Souverain.

Il faut ſe mocquer de ces peuples qui veulent que l'Adminiſtration ſoit grande & éclairée, & qui portent la plus grande légéreté, ou plutôt une inſouciance abſolue dans les plus grandes affaires, dans les affaires publiques.

Le Miniſtre le plus altier ſort toujours de la claſſe des citoyens, & il ne peut porter dans le Conſeil national que le degré de développement où l'eſprit de la nation eſt parvenu, à moins qu'on ne lui ſuppoſe un génie extraordinaire, ce qui eſt extrêmement rare; il

il n'aura d'autres idées que celles qui ont circulé autour de lui.

Le Miniſtre ſera inappliqué & volage, ſi la nation eſt volage & inappliquée ; il ſera vuide de génie & d'inſtruction, ſi chacun abandonne au haſard les matieres politiques. Que feroit-il d'un génie fort au-deſſus de ſon ſiecle, ſi la nation étoit inhabile à profiter de toute la ſupériorité de ſes lumieres ? Il ne ſeroit pas entendu, & ſon génie politique, iſolé, pour ainſi dire, ne rencontreroit pas l'exécution à côté de la théorie. Mais que ce même Miniſtre, Légiſlateur ou Adminiſtrateur, placé enfin (n'importe de quelle maniere) dans la partie qui gouverne, voie ſon ſyſtême, juſqu'alors incertain à ſes propres yeux, confirmé par l'opinion publique ; il ſera plus hardi, il s'avancera avec le cortege des hommes qui penſent. Ceux qui ſont en état de réfléchir l'ont approuvé. La foibleſſe de l'Adminiſtrateur diſparoît ; il devient fort dans ſes opérations intellectuelles, parce qu'un très-grand nombre d'hommes ont adopté d'avance ſes idées : ainſi toute nation très-

éclairée est toujours bien gouvernée. De même qu'un grand nombre d'hommes soulevent les fardeaux les plus pesans & élevent des obélisques, ainsi, l'avis de tous, la surveillance de tous, rencontre & frappe en pratique les vérités majeures de l'économie politique; car dès que les matieres qui intéressent l'Administration seront débattues publiquement, elles seront toutes éclaircies en peu de tems. Les questions les plus embrouillées deviendront des axiomes clairs, que l'impéritie des uns & l'infidélité des autres ne pourront plus obscurcir.

Quand les peuples se plaignent de l'Administration, souvent ils s'accusent eux-mêmes; ils avouent qu'ils n'ont pas donné aux affaires publiques l'attention qu'elles méritent, & le Ministre est peut-être fondé dans la suite à produire cette grande absurdité, qu'il n'est permis qu'au Ministere d'examiner ce qui intéresse l'ordre général. Le peuple ayant cessé de réfléchir, il faut bien que le Ministre, fût-il inepte, réfléchisse pour lui.

Quand le Souverain ou son Conseil n'est

pas instruit, il faut que la nation supplée aux idées étroites du Ministere ; & c'est ce qui arrive dans les Etats où quelques lumieres politiques sont répandues. Là, les idées fausses des Ministres sont rectifiées ; un cri général s'éleve, & l'on voit les effets heureux d'une éducation bien dirigée sur tous les citoyens. Plus de crainte lâche & servile : on rend justice à l'homme d'Etat ; on flétrit le brouillon ; & s'il n'est point, comme dit un ancien, de cité pour des esclaves, il y a toujours un Gouvernement pour des hommes éclairés.

Tout chef de la société dépend de la société, & lui doit compte, même dans les Gouvernemens les plus imparfaits. Les bons citoyens sont les vrais réformateurs de l'Etat : ils attendent le compte d'un homme en place ; parce que les hommes étant des êtres raisonnables, ils sont faits pour connoître leurs intérêts. Ils permettent bien qu'on les trompe un peu, parce qu'ils savent que les Administrateurs sont environnés de légions mercenaires. Mais après avoir abandonné ces fractions, ils découvrent le vrai ; ce qui est fait

pour ſubſiſter éternellement, & ce qui eſt plus étonnant encore, ils prononcent comme fera la poſtérité.

Si les loix étoient préciſes, claires & ſimples, que toute la force de la raiſon publique ſe manifeſtât, pour ainſi dire, dans un ſtyle énergique, la ſageſſe de la loi ſeroit entendue; & pourquoi l'éloquence ne s'eſt-elle pas appliquée a écrire avec force & ſimplicité le texte ſacré des loix?

C'eſt un grand défaut parmi nous de n'avoir pas encore un code en langue vulgaire. Au milieu de tant d'affiches, on n'en a jamais vu une qui accompagnât une ordonnance d'une réflexion ſimple & touchante.

Quand on ſonge que les loix doivent être lues & entendues de tous les hommes, & qu'on ne ſait où rencontrer le code national, alors on eſt ſurpris de cette coupable négligence, & le légiſlateur a perdu ſon plus beau droit: celui de parler au cœur de l'homme.

En eſt-il un ſeul qui ne puiſſe comprendre les conventions dont l'utilité eſt claire & connue? Qui ne puiſſe juger qu'il jouit des avan-

tages de la loi, & que ſans elle les autres hommes pourroient s'armer & conſpirer contre lui? L'eſprit d'un peuple s'éclaire quand on veut l'éclairer, quand on ne ſe refuſe pas aux efforts des ſages, qui ne demandent qu'à propager les lumieres. Le peuple le plus ignorant, eſt en même tems le plus méchant. L'abrutiſſement entraîne toute ſorte de déſordres. On enſeigne la grammaire, le catéchiſme, & l'on a oublié le code des loix!

Des maximes (qui le croiroit) dirigent des Empires. Toute l'hiſtoire eſt une preuve certaine qu'il ſe forme une maniere dans la politique des nations. Les Romains qui s'étoient perſuadés que les deſtinées leur avoient accordé l'Empire du monde, regarderent comme juſte tout ce qui les conduiſoit à cette grandeur. Les traités de la république étoient toujours un piège. Le Prince, qu'il étoit le plus utile d'élever, fut pour elle le Prince légitime. Il ne faut pas s'imaginer que les Romains affectaſſent même quelque pudeur. Ils crurent que leur volonté devoit être la

regle du monde. On connoît leur perfidie à l'égard des Carthaginois, des Rhodiens, des Etoliens & de Jugurtha. La république Romaine ne craignit jamais que deux hommes, Annibal & Mithridate; mais les ennemis des Romains échouerent dans leur deſſein, parce qu'ils continuerent à employer la même politique, lorſque de nouvelles circonſtances exigeoient d'eux une nouvelle conduite. Rome ſut toujours ſe conduire par les mêmes principes. L'exil des Tarquins & la deſtruction de Carthage eurent le même point-de vue. Rome ſe forma depuis ſon origine, juſqu'à l'inſtant où elle couvrit le monde, à toutes les vertus qui devoient ſervir de baſe à ſa grandeur. Elle épia les Etats voiſins, comme les plus éloignés, & les ſurprit dans des circonſtances qui devoient précipiter leur chûte. Quand les Romains manquoient d'un ſujet préſent pour faire la guerre à un peuple, ils remontoient juſqu'aux tems antérieurs à la fondation même de Rome. Tous ces héroïques attentats avoient pour fondement les

maximes hautaines qui leur promettoient le regne de l'univers. Ainſi quelques mots, quand ils ont fait une impreſſion vive ſur un peuple, ſont un point de rallîment qui ſoutient & rétablit leur courage. Et telle puiſſance eſt devenue dominante, parce que ſes drapeaux portoient telle deviſe plutôt que telle autre.

CHAPITRE XXI.

Erreurs sur la division des Gouvernemens.

Cette division des Gouvernemens, que l'on veut peindre avec les mots de *Monarchie*, de *République*, d'*Aristocratie*, de *Démocratie*, d'*Oligarchie*, est erronée, & jette les esprits dans un abyme de contradictions.

Tous les Gouvernemens participent plus ou moins les uns des autres, ont leur alternative de grandeur, de foiblesse, de courage, de bonheur & de désastre. Je vois un peuple qui gouverne, & l'autre qui se laisse gouverner. Il y a nécessairement un choc entre les différentes parties qui composent un Etat; mais l'équilibre se rétablit aisément, quand le Gouvernement est supportable.

L'ignorance fait encore plus de mal que l'ambition, & je ne vois pas que la volonté générale soit moins forte dans les Etats soumis au despotisme que dans les républiques.

C'est toujours la nation qui se gouverne.

Quand elle eſt foible & ignorante, elle eſt mal gouvernée ; quand elle eſt courageuſe & éclairée, les maux diſparoiſſent.

N'eſt-ce pas la croyance univerſelle, c'eſt-à-dire, la Religion qui régit la Turquie & la Perſe ? N'eſt-ce pas le reſpect pour les loix antiques qui gouverne la Chine ? Ce que la force d'un homme ajoute à la marche des Empires eſt peu de choſe, en comparaiſon de ce caractere national & indélébile qui fait le Gouvernement.

Et les Souverains les plus abſolus l'ont ſenti. Ils ont éprouvé les réſiſtances, lorſqu'ils comptoient pouvoir réuſſir : quand ils ſe ſont étonnés enſuite de leur pouvoir, c'eſt qu'ils avoient touché la corde ſecrete qui meut les volontés.

Peuples qui demandez à un ſeul homme la liberté & le bonheur, le voulez-vous ? commencez par être des hommes. Ira-t-on vous apporter une félicité toute préparée ? méritez-la ; ſoyez courageux, ſoyez éclairés, veillez ſur la patrie, aimez-la ; ne pardonnez pas aux ennemis de vos privileges.

Au lieu de ces exhortations insensées, de ces prieres stupides, de ces demandes superflues, aidez à l'Administration. C'est la nation qui doit faire le Souverain ; quel étrange renversement d'idées vous a dominés jusques ici ?

Mais nous lui avons remis nos forces, nos pouvoirs, nos volontés.... Mais si vous avez consenti à être éternellement passifs, comment voulez-vous qu'un seul homme soit actif, intelligent, laborieux pour des millions d'hommes ?

Quand le Philosophe lit les atrocités de Claude, de Néron, de Tibère, de Caligula, le Philosophe dit : puisqu'on souffroit de tels monstres à la tête de l'Empire, l'Empire méritoit ses malheurs.

Voyons donc l'esprit inhérent d'un peuple, au lieu de nous perdre dans les distinctions chimériques qui naissent de la forme des Gouvernemens : cet esprit bien observé donne la solution de tous les problêmes.

Tout Gouvernement est mixte. Ces formes

fixes & abſolues, ſous leſquelles on a voulu diſtinguer & claſſer d'une maniere rigoureuſe les différentes ſortes de Gouvernemens, ſont de véritables caſes chimériques. Les formes ſont infiniment variées & mobiles; le nom reſte, la choſe change. Jamais un Etat n'eſt dans le même point de force, de ſageſſe & de pouvoir, ſoit relativement à lui-même, ſoit relativement aux autres; jamais il n'eſt gouverné un demi ſiecle de la même maniere, parce que la partie qui gouverne eſt inceſſamment ſoumiſe aux mœurs, aux idées régnantes, à la fluctuation des eſprits, & que les conſtitutions les plus corrompues, comme les plus ſages, ſont obligées de ſuivre malgré elles les principes de ceux qui ſont à la tête des affaires.

Tel Gouvernement deſpotique devient monarchique & même républicain dans telle circonſtance; & telle république a ſes momens où le deſpotiſme afflige ſes membres.

Les chefs, c'eſt-à-dire, tous ceux qui ont part à l'Adminiſtration, impriment tel jour

au Gouvernement une marche tout-à-fait étrangere à celle qu'il a ſuivie la veille.

La ſociété, ſous quelque dénomination qu'on la conſidere, n'eſt au fond qu'un aſſemblage d'hommes qui réagiſſent perpétuellement les uns ſur les autres, & où certains d'entr'eux conduiſent le plus grand nombre.

Parmi les nations encore ſauvages, les hommes forts, courageux, intrépides, ſe trouveront à la tête; chez les peuples civiliſés, les hommes qui auront plus d'eſprit, de prévoyance, de ſagacité & de talent, donneront leurs idées aux autres. Leurs perceptions neuves ou nouvelles feront tomber les idées anciennes ou extravagantes. Ils prépareront les grandes révolutions, dont le principe paroît caché à l'œil qui ne ſuit pas les progrès des idées; & tandis que l'autorité du trône, qui n'eſt au fond qu'une force phyſique, ne ſauroit agir violemment que pendant la guerre & d'une maniere extérieure, la perſuaſion, cette autorité morale, cette arme invincible, ſoumettra l'ame & la volonté des citoyens; & avec l'aide d'un ſiecle, les nouveautés qui

révoltoient d'abord le plus, ſeront accueillies avec tranſport & avec fruit.

Certes, le tonnerre des Rois, qui ne peut guere frapper l'intérieur des Etats, ſans ruiner leur propre pouvoir & le rendre odieux, a moins de force que cette voix inviſible, & par-tout étendue, qui démontre aux citoyens les idées ſaines & grandes qu'il leur faut adopter & ſuivre.

Tous ceux-là participent donc à la ſouveraineté, qui contribuent à établir les idées, qui ſervent enſuite au légiſlateur pour compoſer ſes loix; leur exécution ſemble remiſe à un ſeul homme ou à pluſieurs, mais elle dépend, par le fait, du conſentement général, qui ſeul les maintient; & quand une de ces loix devient ſuperflue ou paroît extrême, le légiſlateur qui l'a créée n'oſe la relever, parce qu'elle eſt évidemment proſcrite par la volonté générale.

Ainſi, les mots de Monarchie, de République, de Démocratie, d'Ariſtocratie, d'Autocratie ne devroient point égarer nos raiſonnemens. On peut faire l'éloge du Gouver-

nement deſpotique ſous un certain point de-vue, & dans telle circonſtance donnée, comme on peut faire la ſatyre de la république dans ſes momens de trouble & de diviſions inteſtines.

Qui ne voit au premier coup-d'œil, que tous les Gouvernemens ſont pénétrés d'un mélange de mal & de bien qu'il n'eſt pas toujours facile de déterminer, quand on veut approfondir l'examen & enviſager les détails? Les noms ne font pas changer la nature éternelle des choſes.

On pourroit partager les Gouvernemens en deux claſſes, & la diviſion ſeroit tout-à-coup beaucoup plus claire & peut-être non moins juſte. Quand la nation eſt ignorante, ſtupide, c'eſt-à-dire, indifférente à la connoiſſance de ſes vrais intérêts, le mal domine, & le nom qu'elle porte n'eſt point ce qui fait ſon malheur; le peuple alors eſt puni de ſon impéritie, de ſon inſouciance, de ſa pareſſe, de ſa nullité. Quand la nation eſt éclairée & vigilante ſur ſes intérêts, elle n'eſt jamais réellement aſſervie; elle ne ſauroit même l'être,

parce que la partie qui domine étant inceſſamment ſurveillée, ne peut plus agir capricieuſement. Il faut que le Monarque ou ſes repréſentans conquerent l'eſtime d'un peuple qui exiſte dès-lors politiquement. Il eſt impoſſible de le traiter avec dureté, avec hauteur, parce que la nation recele dans ſon ſein un grand nombre d'hommes qui réfléchiſſent, qui parlent, qui écrivent, qui s'inſtruiſent des devoirs reſpectifs des membres de l'Etat, qui en éloignent la ſtupeur & l'apathie, le vice politique le plus dangereux de tous. Toutes les démarches ſont éclairées, connues, publiées; aucun des reſſorts ne ſauroit avoir long tems ſa baſe dans la profondeur des ténébres: les actions ſont eſtimées d'après le caractere, & le caractere d'après les actions.

Le deſpotiſme le plus violent devient alors, & malgré lui, poli, modéré; il ſe fond dans des habitudes qui lui ôtent ſa férocité; il compoſe, pour ainſi dire, avec la partie qu'il veut gouverner; il cede, il temporiſe, il recule ſouvent, & cet Etat a des inſtans

où il jouit d'une liberté vraiment républicaine.

Tous les Gouvernemens connoissent ces différentes oscillations. Le pouvoir arbitraire, amorti par une infinité de petites résistances, tombe & diminue pour faire place à la raison universelle ; & quoiqu'il conserve les formes extérieures de son antique tyrannie, ce ne sont plus au-dehors que des représentations théâtrales. Il est obligé de se conformer à la volonté d'un peuple éclairé.

Tout Gouvernement est mixte, je le répete ; la Monarchie a ses corps républicains, & la République a ses Monarques. C'est que d'un bout du monde à l'autre, tout dépositaire de l'exécution des loix, tout préposé du chef ou des chefs, jouit nécessairement d'une portion plus ou moins grande de la souveraineté ; & soit qu'il en use, soit qu'il en abuse, il tient en main une force qui, pour être bornée ou passagere, n'en est pas moins réelle.

La partie qui gouverne dans une société policée, est extrêmement étendue, puisqu'elle

renferme tous les individus qui font mouvoir le corps politique. Le Clergé, la Robe, la Finance n'ont-ils pas tour-à-tour leurs momens d'autorité, d'autorité presqu'absolue? & la voix des gens de lettres, dans telle circonstance, n'a-t elle point une prépondérance marquée, puisqu'elle flétrit ceux qu'elle veut flétrir? Ensuite une multitude de privileges, de droits, de prérogatives; qu'est-ce encore autre chose que des représentations partielles de l'autorité? elle n'est jamais une chez un peuple éclairé; elle est divisée, & elle l'est d'autant plus que l'Etat a fait plus de progrès vers la civilisation.

On peut donc juger de la frivolité des disputes sur la forme des différens Gouvernemens. En supprimant les noms, vous verrez par-tout des hommes rassemblés, partagés en diverses troupes, & qui tâchent d'établir entr'eux l'équilibre: il se rompt, il se rétablit, il est douteux; il y a des instans où il est, pour ainsi dire, parfait, & d'autres où une partie est écrasée. Alors ses gémissemens se font entendre, & la partie lésée

reclame contre l'oppreſſion qui ceſſe ou augmente.

Les reſſorts qui, de tant de mouvemens contraires, produiſent un mouvement unique lequel reſſemble preſqu'à l'ordre, ne ſont pas cachés ſur le trône où ſiege le Monarque ; mais partent effectivement de la main de pluſieurs particuliers qui, à la tête de différentes conditions, tiennent ces grands corps reſpectifs en repos, ou lui donnent les mouvemens néceſſaires.

Les Adminiſtrateurs des Etats ſont répandus par-tout ; ils enfantent, ils dirigent les idées motrices. Souvent c'eſt dans une maiſon obſcure qu'une main ſecrette prépare la volonté du Souverain, car les Rois n'en ont ordinairement une qu'après leurs ſujets. L'Edit Royal a été compoſé bien avant que le crieur public le promene dans les rues ; chacun y a mis ſon idée, ſa volonté, & même ſon expreſſion ; & quand il eſt annoncé, il n'eſt ſuivi ou reſpecté que lorſqu'il eſt conſacré d'avance par l'opinion publique.

Ce ſont les ſpéculations des Admoni-

teurs, soit dans leurs discours, soit dans leurs écrits, qui ont instruit & préparé les esprits. Si l'opinion publique s'oppose formellement à cet Edit, il est bientôt comme non avenu, & il va se rejoindre à l'inutile masse des papiers signés par le Monarque, & contremandés par la nation.

Nos meilleures histoires, sous ce point-de-vue, sont encore imparfaites; elles ne parlent que de Souverains couronnés, & passent sous silence ces autres Souverains absolus & nombreux, qui, sans sceptre & sans diadême, conduisent leurs concitoyens.

Il faudroit considérer les loix comme sortant du sein de la nation plutôt que de la tête du Monarque. C'est la nation qui, presque par-tout, fait la loi, & qui de plus la confirme. Quand la nation est vicieuse, les loix sont absurdes & tyranniques; quand le peuple est vertueux politiquement, c'est-à-dire, assez courageux pour faire entendre sa voix, & lui donner un poids respectable, il est toujours libre; mais quand il oublie &

ſes privileges & ſes droits, il eſt opprimé ; c'eſt-à-dire, puni.

Un grand nombre de bons citoyens, attentifs à ſurveiller les opérations publiques, formeront donc une Adminiſtration ſage & douce ; mais ſi ces mêmes citoyens s'endorment dans une fatale incurie, s'ils n'ont plus de patriotiſme, d'élan vers la liberté, s'ils ne ſe plaignent plus des coups du deſpotiſme, s'ils le flattent, s'ils le careſſent, s'ils parviennent à le juſtifier en faveur de quelque brillant, c'eſt dans le ſein de la lâcheté que la tyrannie prendra naiſſance & s'accroîtra. Elle eſt encore plus le produit de la foibleſſe nationale que de l'audace du deſpote.

Si la nation ſe trouve dans l'impuiſſance abſolue de lui arracher la foudre dont il écraſe ſes ſujets; ſi elle ne peut diviſer le corps militaire pour l'oppoſer à lui-même, & opérer par là une inſurrection qui rende au peuple toute ſa force & ſes droits, il eſt du moins une lutte ſecrette, inviſible & perpétuelle qui mine ſon pouvoir redoutable :

il eſt une ſorte de défenſe tacite qui, roidiſſant les caracteres & les eſprits, opere auſſi ſûrement que la force. Il n'y a point d'eſclavage réel pour un peuple penſant : s'il eſt opprimé, c'eſt qu'il eſt dépourvu d'idées : les idées ſont le véritable rempart contre la tyrannie. Tant qu'elle n'a pas été avouée par le raiſonnement, il reſte dans le cœur de l'homme un aſyle à la liberté, d'où elle s'élancera plus auguſte & plus fiere.

Les mœurs publiques, voilà le miroir où ſe réfléchit la véritable conſtitution d'un Etat ; c'eſt-là qu'il faut lire ce qu'il eſt, & non ajouter foi aux démonſtrations. L'Etat eſt ſoumis à des préjugés honteux, antiques, déraiſonnables ; il eſt dépourvu de lumieres, il les repouſſe, la ſuperſtition l'étreint : quel que ſoit ſon éclat, ſon étendue, ſes janiſſaires, dites qu'il eſt foible & voiſin de ſa ruine, s'il ne ſe régénere promptement. Un Etat déshonoré, eſt un Etat à moitié ſubjugué ; mais s'il a des principes fondés ſur des notions pures ; s'il connoît les arts, s'il les honore, ſoyez aſſuré que l'autorité, quel

que soit l'appareil formidable qui l'environne, n'aura plus que le pouvoir de faire le bien, ou de diminuer la somme des maux passés.

Arrêtons-nous donc à la physionomie d'un peuple; pesons ses connoissances : voilà les racines qui l'attacheront à son sol, qui lui donneront la force de résister aux orages; il ne pourra être ébranlé tant que le génie des arts vivifiera l'industrie de chaque individu : c'est dans le développement de toutes les forces morales que le physique de l'Empire se trouvera solidement établi. Eloignons ces mots vagues qui prêtent tant aux sophismes, & justifient également le pour & le contre. Il est une politique expérimentale qui rejette ces théories insuffisantes, où les contradictions naissent à chaque pas. Fermons les livres, & voyons si le peuple est éclairé ou stupide.

La liberté ne peut être que la compagne de l'instruction. Si elle est répandue dans plusieurs classes, ces classes jouissent nécessairement du degré de liberté qui leur appartient.

On n'asservit jamais le corps que l'ame ne soit auparavant asservie. Si le peuple a tiré un rideau entre lui & les opérations du Gouvernement, s'il a consenti à ne plus examiner la manœuvre des chefs, s'il attend tout d'eux dans une ignorance ou une insouciance profonde, les noms de Démocratie, de République, d'Aristocratie le sauveront-ils de l'esclavage? Et qu'importe que le Monarque s'appelle *Despote*, régnant par Dieu même, par Dieu seul, si le peuple fait sentir sa résistance dans tout ce qui gêne sa situation naturelle, s'il force le Souverain à respecter son génie, s'il l'arrête avec des pamphlets & des épigrammes?

Rien ne peut avilir le sentiment d'un peuple généreux, quand il accumule beaucoup d'idées sur le Gouvernement, quand cette matiere importante l'échauffe, l'intéresse, quand il saisit tout ce qui a rapport aux branches de l'Administration. Les connoissances morales sont le fondement inébranlable de toute sociabilité perfectionnée. La politique vulgaire, qui agit en trompant, qui se couvre d'artifices,

ne convient qu'à une époque paſſagere ; elle peut ſe tirer d'un mauvais pas, mais c'eſt pour y retomber quelque tems après. La vraie politique renferme la ſomme des connoiſſances humaines. Enfin, la force d'un peuple l'éleve, l'ennoblit à ſes propres yeux, lui donne l'orgueil de la ſcience, & embraſſe par ce moyen la félicité des générations à naître.

Si le Souverain eſtime ſa nation, ſa nation l'eſtimera, & cette union leur donnera une force ſurnaturelle. On augmente le reſſort d'un peuple, comme celui d'un individu, en le louant, en attendant beaucoup de ſon génie. On fait tout des hommes quand on ne les humilie pas. Le moyen de les rendre grands, c'eſt de les honorer ; le moyen de ne les pas trouver rébelles, c'eſt de ne point paroître redouter leur force, & de ne point contrarier leurs talens. Il faut qu'il y ait beaucoup de grands hommes dans une nation pour que cette nation ſoit grande. Exaltez-la dans ſes individus, ſi vous voulez voir naître des prodiges. Tremblez d'affaiſſer la moindre induſtrie, ce ſeroit une perte pour l'Etat ;

l'Etat: tout ſe correſpond par des liens inviſibles. Les ſpéculations mathématiques, & les hautes découvertes de la phyſique & de la chymie, tiennent au goût des coëffures, & à la coupure des robes.

Ah! ſi un Souverain, pour être le plus fort de tous les Etres, & appliquer cette puiſſance à un coup extraordinaire & généreux, vouloit jouir un jour de toutes les portions de liberté dont jouiſſent ſes ſujets, il en auroit un moyen infaillible; ce ſeroit de les gouverner de maniere qu'ils puſſent y gagner en lui ſacrifiant, avec une entiere confiance, cette portion qui leur deviendroit alors ſuperflue. Adminiſtrateurs des Etats, honorez les hommes, honorez les tous dans leurs profeſſions reſpectives; n'en aviliſſez aucun, & vous tiendrez en main une force non encore ſoupçonnée.

Chaque Etat, dit-on, a ſa naiſſance, ſon âge viril, & ſa vieilleſſe. Ces images, quoique fréquemment employées, ſont abſurdes: les formes changent. La terre, le ſol, les habitans ſont les mêmes, & l'Empire eſt

tantôt plus fort, tantôt plus foible; il se fait incessamment dans un Etat un flux & reflux de puissance. Le passage d'une forme de Gouvernement à une autre est insensible, mais réel : les loix changent, s'alterent.

Sous la tyrannie de Tibere, de Caligula, de Néron, Rome se glorifioit encore du titre de république : elle le redevint sous l'Empire de Trajan & de Marc-Aurele, quoiqu'ils fussent Souverains. Elle eut encore des jours de liberté sous le regne de Gallien; lorsque trente hommes se disputerent l'Empire pendant l'espace de sept à huit ans : la Démocratie militaire lui fit moins de maux que le despotisme.

Un Ecrivain en France a voulu, pour détruire les caracteres essentiels de la Monarchie, ses pouvoirs intermédiaires, qui, selon Montesquieu, constituent la nature du Gouvernement monarchique; il a voulu prouver que tous les Rois de France avoient joui d'un pouvoir absolu. Le Roi de France, depuis l'apparition de son Livre, n'a pas joui d'une autorité plus grande que celle de

ſes prédéceſſeurs : il auroit démontré que depuis Clovis juſqu'à nous, notre Gouvernement eſt une Monarchie pure & abſolue, & qu'il n'a jamais diſcontinué de l'être ; que les reſſorts & les contrepoids qui balancent la puiſſance du Souverain, créés & combinés par la volonté générale, n'en exiſteroient pas moins. Tous les Tribunaux accorderoient au Roi de France le plus grand deſpotiſme, que la tyrannie ne péſeroit pas ſur le peuple ; parce qu'il eſt éclairé, & que le Souverain lui-même retrancheroit de ce pouvoir qui néceſſite à l'obéiſſance, pour gagner la confiance & l'amour de ſes ſujets. Les loix primitives des François ſeroient détruites, que le génie & les mœurs s'oppoſeroient à ces coups violens. En vain deux cents Volumes ſortiroient-ils des preſſes de l'Imprimerie Royale, le pouvoir de nos Rois n'en deviendroit pas plus abſolu ; parce que les peuples ſavent qu'ils n'obéiront que juſqu'à tel degré, & qu'on auroit beau dire au Monarque : *Rien ne peut ni ne doit vous réſiſter* ; la conſcience du Monarque lui diroit

qu'on l'abuse; & le peuple ne seroit peut-être pas même allarmé de cette décision passagere.

Les François ne craindront jamais leur chef, de quelqu'autorité qu'il soit revêtu; le génie François contrebalancera les attaques les plus imprévues : une autorité raisonnée sera seule une autorité suivie; tout autre moyen seroit impraticable.

Faites prêcher l'inquisition en France; que plusieurs corps donnent leurs voix pour l'établissement de ce Tribunal, jamais il ne sera reconnu, parce qu'il est opposé au génie des François. Le champ de Mars, en qui résidoit la puissance légitime, n'existe plus, mais la nation n'en fait pas moins entendre sa voix; elle s'éleve comme lorsque le Roi n'étoit qu'un Général, un Capitaine.

Enfin, dire aux Princes, vous avez le droit exclusif de vous faire obéir, rien ne peut ni ne doit vous résister : le seul frein que vous ayez à craindre, est la conscience publique, & votre propre conscience; cela n'augmentera point leur pouvoir. Que l'on

combatte ou non la puiſſance intermédiaire, un des élémens conſtitutifs de tout Gouvernement, elle n'en exiſtera pas moins. Ce n'eſt point une invention moderne de nos Philoſophes publiciſtes; c'eſt que la réaction eſt de toute néceſſité. L'Abbé de Mably n'avoit pas beſoin de combattre M. Moreau; il n'avoit pas beſoin de rappeller les monumens les plus anciens & les plus reſpectables de notre hiſtoire, cette aſſemblée générale, appellée *le champ de Mars*, en qui réſidoit la puiſſance reconnue. Quoi qu'on diſe de la fortune & des mœurs des François, quand la liberté nationale n'auroit jamais exiſté, rien n'empêcheroit les François d'être libres aujourd'hui, c'eſt-à-dire, d'établir une diſtinction rigoureuſe entre le pouvoir des loix & le pouvoir du Monarque.

CHAPITRE XXII.

Suite du précédent.

Ce qui prouve la distinction imaginaire des Gouvernemens, c'est qu'un seul homme n'a jamais gouverné une multitude immense : ce qu'on appelle le gouvernement d'un seul, est visiblement le gouvernement de plusieurs.

Quand on appelle un Monarque un pere, ce n'est qu'une image ; sans cela il y auroit un abus intolérable des termes. Ce pere qui a vingt millions d'enfans, ne connoît pas toute sa famille ; & malgré l'étendue de ses entrailles paternelles, il est nécessité à une prédilection bornée & particuliere.

L'homme, dans toutes les sciences, pour aider à sa mémoire, a imaginé des classes ; puis il a fait de ces classes des principes rigoureux. Eh depuis quand la Nature a-t-elle modifié ainsi les objets? Il est physiquement

impossible qu'il y ait une seule puissance qui absorbe toutes les autres; il se trouvera toujours des corps intermédiaires qui arrêteront les coups trop violens. Un despote coupe des têtes, comme un brigand dans une forêt assassine, mais le despote est étranglé, & le brigand monte sur l'échafaud : c'est une violence particuliere qui a son cours, mais qui n'est point & ne peut être autorisée par la volonté générale.

Les mots de tout tems ont trompé les hommes.

Un peuple grossier & ignorant est livré au despotisme, quand il est répandu sur un vaste terrein, parce que ses chefs, guerriers, sont alors les maîtres. Il n'y a point de Négocians, de Cultivateurs, de Lettrés, de Juges, point de distinction ; une partie s'empare du Gouvernement, l'autre se laisse gouverner. On n'attaque point ce peuple par ces petites extorsions fines qui supplicient les Etats policés : comme on tient les personnes on les tue, mais on ne les fatigue pas. Quand la servitude cesse d'être personnel-

le, on l'étend sur vos biens, sur vos pensées.

Toutes les formes des Gouvernemens sont modifiées à l'infini. Sous la premiere race le Maire du Palais, choisi par les grands, maintenu par eux, entroit dans la constitution du Gouvernement. Il défendoit les grands contre le Monarque : c'étoit un contrepoids qui lui étoit donné. Tout se faisoit au nom du Monarque, mais l'autre agissoit ; on ne pouvoit le déposséder.

Je vois dans le Gouvernement des forces qui se contrebalancent & se choquent. Quand une des parties n'est pas violemment opprimée, elle se tait ; & quand elle souffre trop, elle réagit brusquement.

Interrogez un Monarque ; il sait bien qu'il ne fait pas toujours ce qu'il veut ; il sent les obstacles. C'est une chimere que ces vœux, ces exhortations pathétiques adressés à un seul homme. Quinze millions d'hommes qui se jettent à genoux, & le prient de les rendre heureux, forment un spectacle étrange.

L'Indien qui adore son Manitou, n'est

pas plus extravagant. Un Roi eſt environné de formes réprimantes ; il n'a ni l'étendue de tête, ni la force, ni le tems de tout faire ; c'eſt à la nation même qu'il appartient de redreſſer ſes torts. Un ſeul homme ne lui apportera pas un bonheur tout formé. Si cette nation n'eſt plus armée, qu'elle lutte par la parole, qu'elle lutte ſans ceſſe ; qu'elle oppoſe la plainte, le murmure ; qu'elle arme à propos la ſatyre. La puiſſance d'un Monarque eſt bornée : il peut exiler, empriſonner quelques particuliers, les mettre à mort, mais il paie cher ſes courtes vengeances : les noms qu'on lui donne ; les troupes qu'il faut payer, tout l'arrêtera dans peu.

L'on compare enſuite un royaume à une métairie : on dit d'un Monarque, ſon royaume lui appartient ; mais comment un royaume appartient-il, & peut il appartenir en propre à un ſeul ? Une propriété de cette nature, évidemment illuſoire, excluroit toutes les autres, ce qui ſeroit abſurde & injuſte. Il faut donc examiner ce qu'eſt cette prétendue propriété. On voit que le Mo-

narque eſt à la tête de la nation, mais n'eſt point la nation ; que tout ſe fait en ſon nom, mais non par lui : il y a donc abus du mot *propriété*. Un Empire n'eſt pas une ferme, une métairie, & ne peut ſe vendre, ſe démembrer, & ſe communiquer de la même maniere. Or, quand un Roi dit *mon Royaume*, il profere un non-ſens : il eſt le pilote du vaiſſeau, mais non le maître du vaiſſeau.

Tous les Gouvernemens ſont mixtes & doivent l'être, ce qui les ſauve de leur deſtruction. Les corps intermédiaires ſe trouvent dans tous les Etats, où la race humaine n'eſt pas entiérement avilie : une ſeule loi eſt dangereuſe. Où il y aura beaucoup d'orages politiques ſans effuſion de ſang, là ſera le ſentiment de la liberté.

Tel Etat paroît tranquille, parce qu'il eſt épuiſé & foible. Les partis, les orages populaires, les diſputes annoncent quelquefois la vigueur du corps politique : toutes les forces ſe meuvent, ſe balancent. Un tel royaume ſe porte bien, tant que l'équilibre ne

ſera pas rompu juſqu'à ce point où la violence ſe manifeſte.

Que n'en a-t-il pas coûté au deſpotiſme pour enchaîner les Strélits en Ruſſie, les Gardes prétoriennes à Rome, les Janiſſaires à Conſtantinople ? Encore ces Dogues ont-ils très-fréquemment dévoré le Maître ?

Tant que l'eſprit d'un peuple n'a pas été flétri par l'oppreſſion, tant qu'il réclame en ſecret contre la violence, il y a encore à eſpérer. Mais dès que le génie raiſonne ſon eſclavage, tout eſt dit : la gangrene a rongé l'arbre juſqu'au centre; il faut qu'il pourriſſe & qu'il tombe.

Qu'importe que le Gouvernement ſoit Monarchique, Républicain, Démocratique, pourvu qu'il ſoit juſte, modéré ? La ſujettion, relativement à chaque particulier, eſt toujours la même.

Que le Souverain, ou le Sénat, ou le Conſeil n'aient point un pouvoir deſpotique ſur la vie, les biens, l'honneur des ſujets ; qu'ils ne puiſſent pas accroître les impôts, bannir ſans raiſon ou retenir de force les

citoyens : laissez ensuite les formes s'établir ; car si l'on est fanatique du mot *liberté*, & qu'on veuille donner à ce terme une étendue illimitée, on embrasse une chimere.

Toute autorité reçoit nécessairement un frein, même dans les Etats qui n'ont point de loix écrites. Les Parlemens en France forment des oppositions aux Edits Royaux, & le délai qu'ils apportent annule ce que le pouvoir souverain auroit d'excessif. En Allemagne, il arrive quelquefois qu'on ne fait aucun cas des rescripts des Empereurs.

Chaque Etat, comme chaque homme, a une physionomie qui, indépendante des noms, annonce sa santé ou sa foiblesse. Des Etats, comme ceux d'Italie, contens de leur repos, & inhabiles à figurer sur la scene du monde, ont la paix, la tranquillité, même l'aisance, au défaut de la gloire & de la grandeur.

Dans l'histoire de tous les Gouvernemens, on trouve le destin, la nécessité, la liberté, l'instinct, le génie, le hasard, l'imita-

tion ; on croit aux liens artificiels , tandis que le plus ſouvent tout eſt l'ouvrage de la ſimple Nature.

Jamais un peuple éclairé ne ſauroit être ſoumis à un deſpotiſme outrageant : ce peuple juge les loix religieuſes , examine les loix civiles , les rejette ou les approuve ; les couvre de ridicule ou les met en honneur.

CHAPITRE XXIII.

Abus plaisant des mots.

Les hommes en général sont si esclaves des mots, que les Naturalistes eux-mêmes en décrivant les termites, fourmis blanches, parlent du Roi & de la Reine, & presque du Capitaine des Gardes. Voyez ce qu'on nous a dit de ces fourmis merveilleuses qui bâtissent en grand des édifices de 15 à 18 pieds de hauteur ; eh bien vous trouvez là le *Roi* & la *Reine qui*, (dit le Naturaliste) *une fois entrés dans leur cellule, ne peuvent plus en sortir* ; ensuite viennent les *soldats fourmis*, qui ont des pinces plus fortes, & qui travaillent : les fourmis qui les regardent travailler composent la *noblesse*.

Je ne révoque pas en doute les bâtimens de ces insectes ; mais quand le naturaliste veut faire le *politique*, & qu'il use à l'aventure des mots placés dans sa mémoire, il tombe dans

des fautes ridicules. L'insecte logé dans la case du milieu est *Roi*, parce que les Naturalistes ne conçoivent guères qu'un *Roi*, à la tête d'une société d'hommes & de fourmis, & ils y ajoutent la *Reine*, parce que nos Rois d'Europe ne sont pas eunuques.

On nous a donc parlé sérieusement de la Monarchie des termites & du Monarque insecte esclave de sa grandeur, des fourmis laborieuses & des fourmis oisives, du Souverain emprisonné dans son palais, enfin de la Reine ou mere commune qui, avec un seul mâle & trois différens ordres de sujets, constitue toute la Monarchie. Il n'y a de bon dans tout cela, que d'avoir appellé *soldats* ceux que le Naturaliste a vus travailler, & *nobles* ceux qui ne faisoient rien. Voilà où conduit l'abus extrême des termes qui nous sont familiers. Ainsi ont fait les économistes, qui se sont payés de mots : ils ont vu la grande société des hommes du même œil, que le Naturaliste a vu la ruche des termites.

Le monarque des économistes doit posséder à lui seul le tiers des biens du royaume ;

ils l'ont décidé ainſi. Ce Monarque exiſte ; ſelon eux dans *l'ordre eſſentiel des ſociétés politiques*. Ils ne ſuppoſent pas un autre gouvernement ; c'eſt toujours le *Monarque* avec les mandataires de ſon autorité *ſuprême, tutelaire & bienfaiſante*, car ces trois épithetes ſont invinciblement *liées* dans le ſyſtême économique.

J'aime autant le Théologien qui a dit que le joug politique étoit impoſé des mains de Dieu ; mais cela n'eſt pas : Dieu n'a point fait les tyrans. On pourroit dire, *Dieu a fait les républiques*, comme on dit que Dieu a fait les Rois deſpotes.

Diſons mieux que nos prédéceſſeurs : quand un gouvernement commet des fautes graves, il en eſt ſoudain puni. L'Eſpagne entrave le commerce de ſes colonies, & ne le permet que ſur des vaiſſeaux du Roi ; les Anglois vont s'emparer par interlope des produits du Mexique & du Pérou. Le Portugal ne veut pas cultiver de bled, exercer ſes manufactures ; le Portugal devient province de la Grande-Bretagne. La Pologne réduit ſa na-

vigation aux bateaux qui descendent ses grains à Dantzick ; Dantzick fera le commerce de la Pologne. La France néglige sa marine, ses communications, ses débouchés, ses canaux ; une constitution vigoureuse & républicaine étend ses avantages & profite de ceux que ses voisins abandonnent : il en résulte une paix honteuse pour la France, qui assure aux Anglois en 1763 la moitié de l'Amérique, & le commerce de l'Inde & de l'Afrique.

La providence est le premier Ministre de la France, disoit certain Prélat ; c'étoit dire, en d'autres termes : *ce royaume, par sa masse, par sa situation, par le caractere & l'industrie de ses habitans subsistera, malgré toutes les fautes de l'administration.* C'est qu'il y a en France un sens national, qui écarte tout ce qui est contraire à l'Etat, qui fait tomber tout ce qui est incohérent avec nos mœurs & avec notre gouvernement.

Un *livre*, un *bon mot*, une *repartie heureuse*, font percer les vérités au travers des conseils imprudens. Le bon sens appartient réellement

au gros de la nation : elle s'oppose à tout ce qui blesse le moins du monde ses usages raisonnables ou antiques. Le déplacement des Ministres les empêche de porter des coups dangereux ; une voix qui s'éleve, combat l'erreur & les préventions ; elle se trouve exprimer énergiquement le vœu de tous les bons citoyens. Dès-lors les systêmes erronés avortent, & le ridicule acheve de dissoudre les projets téméraires.

On a vu le François en 1771, avec une résistance molle, mais continue, soutenir ses Magistrats, écarter les *intrus* & obliger en quelque sorte le Souverain à restituer la Magistrature dans les formes établies & consacrées par le tems. La voix publique a expulsé plusieurs Ministres, & toutes les entreprises mal vues n'ont point eu d'exécution chez ce peuple éclairé, qui ne redoute point les fureurs du despotisme, parce qu'il sait bien qu'il a plusieurs moyens pour le combattre ou pour le désespérer.

On dira, d'un autre côté, c'est la nation qui est la puissance législative, & le Roi &

le Sénat ne peuvent être que la puiſſance exécutrice. Mais ſi la nation eſt barbare, ou enſevelie dans les ténebres de l'ignorance, quelle légiſlation formera-t-elle ? L'impéritie & la méchanceté nuiſent également à la ſociété. Dans ce cas, il faut évidemment que le Roi ou le Sénat donnent des loix. Quand la ſouveraineté eſt tutelaire, elle eſt reſpectée ; quand elle eſt ſpoliatrice, elle eſt combattue & mépriſée. Tout gouvernement dépend du génie des Adminiſtrateurs.

Le Monarque inſtruit donc quelquefois ſa nation, & la nation l'inſtruit à ſon tour. L'inſtruction aujourd'hui eſt un moyen de plus pour le Souverain ; car l'inſtruction eſt néceſſaire pour faciliter l'obéiſſance.

L'homme n'eſt point né pour le menſonge, & le regne de la vérité s'étendra avec rapidité, ſi la légiſlation ſe forme ſur des principes évidents. Or, le maintien de toute l'aſſociation dépend du bonheur des aſſociés. Dire qu'un royaume eſt le patrimoine d'un Monarque, c'eſt dans un ſiécle éclairé renouveller une abſurdité cruelle.

On pourroit définir un bon gouvernement, *l'art de pourvoir aux besoins de l'homme dans l'état de société.* La nature a rendu ces besoins très-simples, & la société les a rendus très-nombreux.

Il y a deux especes d'hommes parmi nous ; les hommes de la nature, qui habitent les campagnes, & les hommes de la société, agens de l'industrie, entassés dans les villes.

Il sort de ces deux sources un troisieme ordre d'individus, vivant aux dépens des deux autres, pour assurer une liberté nécessaire & protéger des asyles qui seroient souvent troublés.

Il existe donc une lutte entre ceux qui jouissent dans l'oisiveté ; & ceux qui travaillent pour leur procurer ces jouissances.

Que doit faire le Gouvernement dans cette position funeste, plus ou moins inséparable des grandes sociétés ? Encourager les bras de ceux qui travaillent, exciter la bonne volonté de ceux qui consentent à payer leurs jouissances. La subsistance des hommes est fon-

dée ſur cette réaction continuelle. On doit donc mettre un ſoin égal aux deux objets qui y concourent. Bien connoître les deux points qui balancent l'agriculture & le commerce, voilà tout le ſecret du gouvernement. Alors il ſaura juſqu'où il peut étendre l'impôt, ſoudoyer des ſtipendiaires, & multiplier les manufactures.

CHAPITRE XXIV.

La Nature ébauche le Gouvernement.

Les sociétés humaines subsistent moins par la force du gouvernement que par la force de la nature, qui ébauche nécessairement le corps politique par la tendance qu'ont tous les hommes de vivre assemblés & de vivre en repos ; car quand la pauvreté des citoyens est à-peu-près égale, les passions n'ont pas cette férocité qui naît de cette complication prodigieuse de convenances civiles & morales, partage des sociétés nombreuses, où l'inégalité des fortunes exige des loix extraordinairement combinées. C'est alors que le Philosophe s'étonne, non sans raison, de voir la société humaine subsister, quand les trois-quarts des hommes attroupés sont dans une disette réelle des biens dont jouissent les autres : mais la Nature qui veut que le petit nombre commande, & que le plus grand obéisse, a voulu que l'homme en société vécût sous l'empire des causes pre-

mieres, qu'une immenſe population fût aſſujettie à quelques hommes, parce que les hommes vivant en ſociété, ont beſoin d'un gouvernement; & que les membres des ſociétés ne pouvant être égaux, l'empire, ſoit de la force, ſoit de la parole, ſoit des arts, doit ſe réunir en peu de mains. Or, la grande ſociété, qui ſe diviſe en un grand nombre d'autres qui ſe ſubdiviſent en un plus grand nombre encore, ne pourroit pas ſubſiſter ſans un point central; car point d'ordre, point d'harmonie ſans une volonté prédominante.

La Nature fait donc les gouvernemens, & la réflexion les perfectionne. Les loix quelconques, s'oppoſent à cette fievre continuelle qui travaille les humains, & qui les porteroit les uns contre les autres, ſans cet inſtinct ſupérieur à toutes les combinaiſons, inſtinct qui fait commander celui-là & obéir celui-ci, & qui crée en même tems la voix qui s'éleve entre le maître & le ſujet pour crier, *toi ceſſe de commander*, ou bien, *toi obéis*. Par-tout l'on retrouvera les élémens de cette premiere

ordonnance de la Nature ; & dans les loix politiques les plus compliquées, l'on verra toujours que celui qui commande n'eſt pas moins enchaîné à celui qui obéit, que celui-ci ne l'eſt à l'inſtinct qui le ſoumet aux loix.

Si ce livre ne porte pas juſqu'à l'évidence la vérité de ces principes, j'aurai mal vu non-ſeulement dans les cauſes, mais encore dans tous les faits hiſtoriques, qui me ſemblent en réſulter.

L'art de gouverner a probablement la même origine que tous les autres arts. Les gouvernemens ont dû leur origine au ſentiment naturel : les premieres ſociétés politiques furent modelées ſur le reſpect filial, & l'on érigea le gouvernement paternel en inſtitut national. Les ſauts ſont auſſi rares dans le monde moral qu'ils le ſont dans le monde phyſique : l'homme n'avance à la fois que d'un ſeul pas. Les Chinois copiant la nature, firent de l'autorité paternelle, une loi publique & nationale, & l'Empereur fut appellé le *pere de l'Etat* ; mais il ne faut chercher la force & la vigueur de ce ſentiment, que dans l'homme iſolé, ſauvage,

ſauvage, auquel ſa famille tient lieu de l'univers : on ne pourroit plus ſe ſervir aujourd'hui de la ſouveraineté, conſidérée comme autorité paternelle, dans le tumulte de la vie ſociale; eh ! qui oſeroit l'appliquer comme un principe de gouvernement national ? l'idée de contrat ou de convention, formant le code du droit naturel, il ne s'agit plus du reſpect filial pour le chef d'un Empire, mais de l'obéiſſance, comme tribut des avantages qu'il procure à la nation.

CHAPITRE XXV.

De Platon.

La république de Platon n'eſt qu'un jeu de l'imagination ; mais ſon livre eſt devenu, pour ainſi dire, fatal, parce qu'on a cru à un Gouvernement parfait, comme ſi les êtres régis par des loix, d'ailleurs pleines de ſageſſe, n'étoient pas des hommes ; comme s'ils n'étoient pas toujours prêts à abuſer des loix, & à briſer l'édifice du légiſlateur.

Celui-ci n'eſt plus digne de ce titre auguſte, quand il n'a pas médité cette maxime déjà ſi vraie en morale, mais inconteſtable en politique, que *le mieux eſt l'ennemi du bien*, & qu'il eſt un certain ordre de choſes dans lequel la loi doit ployer & s'accommoder aux paſſions impérieuſes ; car il vaut mieux ouvrir la digue que de la voir rompue. Ce qui doit conſtamment inſpirer de la circonſpection aux politiques, c'eſt de por-

ter leurs regards sur le tableau des caprices de la fortune. Comme il est impossible d'assujettir l'avenir au calcul, le politique humain & sensé verra le présent, & transigeant avec le préjugé des hommes, il apprendra que pour mieux gouverner il faut être sûr de plaire.

On dit que quelques nations se glorifient d'avoir donné à leur Prince toute l'autorité nécessaire pour faire le bien, sans lui laisser la puissance de faire le mal. Mais quand on veut pénétrer le sens de ces paroles, on est tout étonné de voir, qu'en ôtant à ce Prince la puissance de faire le mal, il est gêné, empêché pour l'accomplissement du bien, & qu'il faut qu'il reste spectateur des nouveaux abus que la méchanceté des hommes introduit, abus qu'un Gouvernement peut seul réprimer.

On aura peut-être remarqué que j'ai constamment éloigné de cet Ouvrage le type du Gouvernement Anglois, parce que je le regarde comme un phénomene politique. Cette admirable constitution tient au local

phyſique : elle peut durer des ſiecles ; elle peut tomber en un inſtant. C'eſt une machine ſupérieurement organiſée ; mais les élémens qui la compoſent ſont contraires, j'oſe le dire, à toutes les regles uſuelles de la politique. Or, le bon ſens veut qu'on embraſſe de préférence les regles uſuelles. La machine du Gouvernement Anglois va, & va quelquefois ſupérieurement. C'eſt un objet de ſurpriſe pour qui ſait méditer. J'oſe penſer que c'eſt la grande maſſe de lumiere qui entretient encore plus l'équilibre de cette admirable machine que ſes forces motrices ; & ce qui me le feroit croire, c'eſt que quand le mouvement ceſſe, le génie national défend encore les loix qui n'ont plus alors d'autre baſe.

Heureux Anglois ! béniſſez avant tout la mer qui vous environne. Votre conſtitution n'auroit pas pris racine ailleurs : vous avez de bonnes loix, mais vous auriez pu ſubſiſter, même quand elles auroient été mauvaiſes, tant la Nature vous a favoriſés. Vous avez trouvé le fort de la liberté ; mais elle peſe

déja un peu ſur vous : craignez qu'un jour elle ne vous accable ; car la liberté politique a des bornes, & je n'oſe imaginer qu'elles ſoient fort étendues.

Anglois, le tems chez vous a tout conduit par degrés ; votre politique n'a fait que profiter des événemens, & votre raiſon ſemble y avoir imprimé ſon caractere. Il ſe fait dans chaque Etat, ſi je puis parler ainſi, un flux & reflux de puiſſance. Le deſpotiſme a perdu pluſieurs Empires ; craignez que la liberté ne ruine le vôtre. Conſervez vos termes politiques, puiſqu'ils ſont ſi chers au peuple ; mais que ce ſoient des caſes pour y faire entrer, ſelon les circonſtances, de nouvelles idées.

Anglois, pardonnez à mes craintes ; je ne vois jamais un être vivant ſe confier uniquement à l'équilibre, que je ne tremble pour lui tout en l'admirant.

CHAPITRE XXVI.

Le Peuple fait le Deſpote.

Voyez Sylla ſe faiſant nommer *Dictateur* : il oſe faire porter la loi que tout ce qu'il a fait en mettant ſa patrie en cendres eſt juſte & légitime ; qu'il aura par la ſuite droit de vie & de mort ſur ſes citoyens ; qu'il lui ſera permis de confiſquer, de diſtribuer les terres, d'ôter & de rendre les Royaumes. Tout homme à qui on laiſſera cet immenſe pouvoir en abuſera comme Sylla.

Machiavel a écrit *le Prince* pour les méchans hommes ; mais quoique ce livre ſoit infernal, la pratique avant lui a ſurpaſſé la théorie. *Voyez* Sylla, Tibere.

Les Romains me paroiſſent du tems de Marius, de Sylla & de pluſieurs Empereurs, les plus lâches humains qui aient exiſté ſur le globe.

Quoi ! par une loi expreſſe il étoit permis

à tout citoyen de tuer celui qui aſpiroit à la tyrannie, & cette loi qui étoit gravée dans le cœur de tout Romain digne de ce nom, cette loi eſt reſtée ſans effet. Quoi ! dans le tems des proſcriptions, celui qui avoit lu ſur les liſtes ſanglantes le nom de ſon pere, de ſon frere, de ſon ami, qui avoit vu tomber leur tête ; quoi ! cet homme lâche & vil, oubliant qu'il avoit un bras, & que le tyran n'avoit qu'une vie, n'alloit point plonger le poignard dans le ſein du bourreau de ſa famille, & goûter du moins le plaiſir d'expirer vengeur des droits ſacrés de l'humanité, & libérateur de ſa patrie. Quoi ! à la mort de Sylla, les femmes dépouillent les ornemens de leur tête, entaſſent les parfums, & honorent le monſtre qui, d'un œil tranquille, a ordonné le maſſacre de ſes citoyens ; qui enrichit de leur dépouilles des proſtituées, des bouffons & des ſatellites ; qui a mêlé le goût de la crapule à la férocité la plus ſanguinaire ! A la mort de Céſar, ce même peuple libre & vengé, ému par l'artifice d'une vaine éloquence, ſaiſit des

brandons pour embraſer les maiſons des conjurés, héroïques défenſeurs de la patrie! Qu'eſt-ce donc que l'homme? & comment paſſe-t-il des ſentimens les plus élevés à cet inconcevable excès d'abrutiſſement? Il eſt donc bien facile à la tyrannie d'en impoſer aux hommes, après même qu'elle a verſé leur ſang? Ils oublient donc leurs calamités, ou ils ſont peu ſenſibles à celles qui ne les attaquent pas perſonnellement, ou l'effroi que répand la cruauté préoccupe l'ame au point de la jetter dans une eſpece de ſtupeur? Qui expliquera le cœur humain? Comment ſupporte-t-il des maux dont il n'apperçoit même pas le terme?

Les Empereurs Romains ont régné pendant un certain nombre d'années; & cependant ces beaux vers que Séneque met dans la bouche du généreux fils d'Alcmene, de l'ancien deſtructeur des monſtres, étoient connus à Rome.

Utinam cruorem capitis inviſi Diis
Libare poſſem! gratior nullus liquor

Tinxiſſet aras : victima haud nulla amplior
Poteſt, magisque opima, mactari jovi
Quam rex iniquus.

Seneca Tragadia. Hercules furens.

Une nation qui ignore ſes droits, qui reçoit les maux politiques comme la grêle, qui croit ces maux inévitables, qui n'a jamais tourné ſes réflexions ſur ces grands & importans objets, eſt née pour être eſclave & malheureuſe.

Le droit naturel a été bien défini, *le droit de l'homme aux choſes propres à ſa jouiſſance.*

L'homme doit chercher ſon bonheur ; &, comme être penſant, il doit chercher à l'étendre.

Les hordes errantes de ſauvages nous inſtruiſent mieux des loix de ſociété, que pluſieurs Etats modernes. C'eſt-là qu'on peut voir le tiſſu des loix, ſimple & naturel, tiſſu que nous avons peint & barbouillé de tant de manieres.

Quand un peuple immenſe ſe regarde comme une propriété d'un ſeul homme, n'eſt-il pas néceſſaire que ce peuple ſoit puni de ſa lâcheté, de ſon ignorance & de ſa foibleſſe ? Car, que reſteroit-il au peuple généreux qui ſait raiſonner & ſe défendre ?

Il faut forcer le Souverain à être juſte ; c'eſt-à-dire, qu'il faut le ſurveiller. Voilà pourquoi l'Anglois ſe plaît dans les orages politiques, qui défendent au Monarque de s'endormir.

Par-tout où le cri public peut s'élever & retentir au loin, il contient le Prince & ſes Miniſtres ; il défend au pouvoir ſuprême de paſſer certaines bornes. Les ſujets oublient la puiſſance illimitée du Souverain, & ſûrs que les liens de l'opinion & de la décence l'enchaîneront, ils ſe repoſent ſur l'aſcendance des mœurs nationales qu'on n'oſera pas violer. Les Princes ſe croiroient outragés ſi on les appelloit du nom qu'ils redoutent ; & ils ſont contraints à ne point abuſer de leurs forces.

Le Souverain, de son côté, voit les nations voisines attentives au cri du peuple, & disposées à le répéter. Il n'osera pas braver sans pudeur l'opinion des peuples éclairés : s'il a quelque dessein, il les masquera sous l'apparence du bien public ; il craindra la vertu des vrais patriotes ; il prendra, malgré lui, quelques idées de noblesse & de grandeur, & il évitera de se trouver dans l'obligation de se mépriser lui-même.

Je serois assez de l'avis de Solon, qui, lorsqu'on lui demandoit quel Gouvernement étoit le plus désirable, répondit : *C'est celui où l'injure faite à un particulier intéresse tous les citoyens.*

Le peuple qui ne peut estimer les changemens dangereux, a cependant des moyens pour découvrir la tendance pernicieuse des atteintes portées à sa liberté. Comme les vrais & premiers principes de la politique ont leur siege dans l'entendement humain, c'est-à-dire dans la nature des affections de l'homme, de ces liens secrets qui les unissent

en ſociété, le peuple, ſans s'égarer dans des queſtions abſtraites, voit d'abord ſi l'on en veut à ſes priviléges. Ainſi, en Angleterre, dès qu'on touchera à la liberté de la preſſe, il ſonnera le tocſin; ainſi en France, dès que le Monarque nomme une *commiſſion*, tous les eſprits ſont effarouchés.

Tout ce que nous avons dit, prouve qu'une conſtitution naturelle de Gouvernement change & varie, & que les membres de la ſociété ſont la ſociété, bien plus que la puiſſance ſouveraine.

Il faut être aveugle pour ne pas voir que la Nature eſt auſſi une légiſlatrice. Elle a mis une barriere invincible dans la vraie conſtitution des Etats. Quand cette conſtitution s'écarte trop des droits de l'homme, elle reprend ſoudain ſa forme naturelle, & elle ordonne les loix des grandes révolutions qui régénerent; &, dès que vous verrez révolte, rebellion, c'eſt qu'une partie ſouffre & aſpire à faire ſouffrir à ſon tour ſes tyrans. Ceux-ci peuvent frapper de ter-

ribles coups ; mais il faut que l'élaſticité des êtres ſouffrans ait ſon jeu : il y a des liens inviſibles, indépendans de notre politique.

Un Roi eſt détrôné dans ces convulſions orageuſes ; ce n'eſt qu'un homme qui tombe : le nouveau Gouvernement prend une forme ſtable ; le perſonnel de la famille dépoſſédée ne doit plus intéreſſer le ſyſtême général.

CHAPITRE XXVII.

Etats vaſtes, Etats anciens.

PLUS les Etats ſont étendus, plus leur antiquité eſt reculée. Les vaſtes Etats ſont ſitués dans l'Aſie; ainſi les Aſiatiques ont connu les premiers les avantages de la civiliſation. Certes, il a fallu du tems pour réunir une foule de peuplades, & pour en compoſer une nation agrandie, & ſoumiſe aux loix.

Les Chinois avoient acquis déja bien des branches d'induſtrie, lorſque nous étions encore des hordes ſauvages.

Les Aſiatiques nous ont long tems vêtus & nous ont appris à nous vêtir. Tandis que nous mangions nos glands amers, ils n'attendoient pas eux leur ſubſiſtance du haſard. Les diſciples ont ſurpaſſé les maîtres; mais il viendra un tems où ces peuples, qui nous ont apporté des arts encore naiſſans, rivaliſeront avec nous. Ils auront ſuivi nos

progrès, tant eſt certaine la communication des lumieres, & le flux & reflux des ſciences, ſur tous les points du globe.

Plus un Empire eſt vaſte, plus il a beſoin d'un principe d'unité, c'eſt-à-dire, d'un ſeul chef; parce que les cris & les beſoins des Provinces éloignées demandent un prompt réparateur armé de la force publique. Voilà pourquoi les grands Etats ſont plus expoſés que les autres à tomber ſous la volonté abſolue d'un Monarque. L'Empire offrant plus de ſurface, a eu, dans tous les tems, plus d'ennemis à combattre, & la multiplicité des paſſions dans l'intérieur a été plus difficile à contenir. Il a fallu confier le corps militaire à un Capitaine; & lorſqu'une nation eſt obligée de tenir de grandes armées ſur pied, le ſoldat ſoudoyé & façonné à l'eſclavage, ne connoiſſant que l'autorité qui lui commande, & mépriſant toute autre loi agiſſante & cachée, devient l'ennemi de la liberté des autres. Il faut, pour éviter le démembrement ou la conquête, qu'un vaſte Empire faſſe les plus grands ſacrifices de ſes libertés

partielles, ſans quoi il verroit l'anarchie au-dedans, & le fer de l'ennemi au-dehors. Il n'y a plus pour dédommagement que les jouiſſances que peut goûter le citoyen le plus obſcur, lorſque, confondu dans la foule, il rencontre tous les arts pour charmer ſes loiſirs, & qu'il trouve dans les utiles loix de police, les avantages, les délaſſemens & les plaiſirs que lui refuſent les loix politiques.

A Rome, l'eſpece humaine n'étoit pas libre, puiſque les Romains faiſoient labourer la terre aux eſclaves enchaînés, & les obligeoient de coucher aux foſſés en retirant les échelles. Les trois quarts des habitans de Rome étoient eſclaves : des maîtres barbares les jettoient tout vivans dans le vivier, pour ſervir à la pâture des lamproies ; & ce malheureux, qui, ayant caſſé un verre dans la maiſon de Vedius-Pollion, chez qui ſoupoit Auguſte, demandoit, pour toute grace, qu'on le tuât avant d'être mangé des poiſſons, ne put obtenir cette faveur malgré l'interceſſion de l'Empereur. Etoit-ce là une République ?

A Athènes, il y avoit vingt esclaves pour un citoyen. A Lacédémone on exposoit les esclaves à tous les dangers; on en tuoit des milliers dans une seule nuit : étoient-ce là des Républiques ? Qu'on dise donc que la République est à Saint Domingue & dans la majeure partie des Indes, où la faim de l'or & l'inhumanité se sont élevés un trône de fer; car si la personne n'est pas libre, si la servitude réelle pese sur le plus grand nombre, ces Républiques si vantées n'offrent que les mœurs & les coutumes qui regnent encore en Barbarie. Le fond essentiel de l'homme libre, qui consiste dans le domaine de sa propre personne, ayant manqué aux sujets de ces anciens Gouvernemens, la liberté qui restoit au petit nombre, ne sauroit être comptée, & ces Etats doivent être effacés de la liste des Républiques, dont le caractere & la liberté naturelle sont accordés à tous les individus.

Les Parthes, au contraire, qui traitoient les esclaves comme leurs enfans, qui, au défaut de la liberté politique, leur accor-

doient la liberté naturelle & la liberté philoſophique fondée ſur l'humanité, les Parthes méritoient le nom de républicains ; car il faut creuſer le fond du Gouvernement, le juger par ſes effets, & non par les titres qu'il ſe donne. Arrachons aux Républiques anciennes le maſque de la liberté &, à certains Etats, celui de la ſervitude, & nous verrons que les différentes eſpeces de liberté doivent s'eſtimer par le plus ou moins de reſpect que l'on a pour l'eſpece humaine, & par le traitement différent des eſclaves ou domeſtiques.

Sous ce point de vue, des peuples que nous nommons *barbares*, ont mieux ſoutenu les privileges de l'homme, & ont nourri un germe plus profond de principes républicains que pluſieurs peuples polis, qui, parmi les licences, les déſordres de la police des fiefs, le point d'honneur & les ſuperſtitions de la nobleſſe, ont fatigué l'eſpece humaine ſous une infinité de rapports.

Un Empire compoſé de deux cents millions d'individus, tel que la Chine, excite

d'abord l'admiration ; mais il eſt impoſſible qu'une ſi grande maſſe ſoit organiſée pour le développement de toutes les facultés de l'homme. Les Orientaux ſont eſclaves, parce qu'ils n'ont pas connu les grands principes du Gouvernement qui menent à la liberté. L'empriſonnement éternel des femmes eſt une coutume injuſte, & la plus attentatoire aux charmes de la ſociété. L'Empire fermé aux étrangers, eſt une loi ſauvage qui proſcrit la ſociété naturelle entre tous les hommes : l'orgueil, l'ignorance & une crainte ſenſible ont poſé ce mur invincible qui repouſſe les lumieres.

Les Chinois ſont donc dans une eſpece de ſervitude apatique, qui les ſoumet aveuglément à de vieilles loix qu'ils n'ont point le génie d'analyſer : ces loix ont violé les principes généraux de la ſociété, & en tyranniſant les femmes, elles ont détruit l'aſyle des mœurs ; ainſi, ce peuple paroît plutôt dormir que vivre dans ſes habitudes.

En un mot, l'art de gouverner deux cents millions d'individus, & de les gouverner d'une maniere digne de leur noble origine, me paroît un art qui surpasse les forces de l'esprit humain ; nous sommes trop peu instruits pour bien estimer les forces mouvantes d'un Empire, qui a reçu une dimension aussi extraordinaire.

CHAPITRE XXVIII.

De la force centrale & de sa réaction.

DANS tout gouvernement il faut une force centrale. Si l'autorité publique n'a pas une force suffisante pour obliger également tous les membres de l'Etat, il n'y a plus d'unité, de conservation, de sureté. Remettre un tel pouvoir à un tel homme, c'est le comble du délire ; mais cela n'arrive jamais dans le fait. La puissance illimitée tombe d'elle-même, & le despote le plus fier n'a haché à son gré telle partie de la société, que parce que la société en général approuvoit pour son repos cette exécution sanglante. Tel fut le dictateur à Rome, tel est le Grand-Seigneur à Constantinople. La plénitude de la souveraineté accordée à un seul homme ou à un petit nombre de citoyens dans les crises difficiles, pour simplifier la machine du gouvernement, & mettre ses membres à couvert de plusieurs

forces oppoſées, a paru moins dangereuſe. Le péril paſſé, le pouvoir du deſpote eſt néceſſairement ſubordonné, & les excès qu'il s'eſt permis ne lui donnent jamais des titres légitimes. Eh! où a-t on vu un homme toujours plus fort qu'une nation entiere? toute ſociété a bientôt eu la conſcience, qu'elle étoit plus forte que lui.

Outre les conventions connues, le peuple fait effort pour rétablir pluſieurs portions de ſon indépendance. La ſouveraineté devient mixte, limitée, tempérée, parce que des êtres raiſonnables ne conſervent point entiérement à leur chef la faculté de les rendre miſérables. Le degré d'obéiſſance a preſque toujours ſuivi le bien général fait à la nation, & tout homme, dans le fond de ſon cœur, ne reſpecte le pouvoir ſouverain, qu'autant qu'il lui paroît utile. Le pouvoir abſolu n'eſt donc qu'une uſurpation momentanée, que les peuples ne concedent que pour combattre & détruire une autre tyrannie. Le péril paſſé, la puiſſance arbitraire redevient précaire, tombe; les motifs de ne pas ſe ſoumettre à un pouvoir ab-

ſolu réuniſſent & triomphent de tout.

Il n'y a eu ſur le globe qu'un peuple qui ait donné un pouvoir abſolu à ſon ſouverain ; c'eſt le peuple Danois. Mais il s'étoit jetté dans ce parti extrême pour ſe dérober à l'inſupportable empire de la Nobleſſe ; & quoique le Roi de Danemarck tienne entre ſes mains la puiſſance la plus formellement abſolue de l'univers, ce gouvernement n'a point paſſé les bornes aſſignées aux Monarchies tempérées, tant il eſt vrai qu'une portion de liberté reſte encore aux citoyens même, lorſqu'ils en ont fait le ſacrifice le plus ſolemnel.

Les Gouvernemens ſages bornent d'eux-mêmes un pouvoir étendu : ils ſentent les ſuites funeſtes d'un pouvoir porté trop loin. Il y a toujours quelques vues bienfaiſantes qui dirigent les adminiſtrations vicieuſes, ſans quoi elles ne ſubſiſteroient pas. En Pruſſe on a pour principe de ne jamais hauſſer les impôts. Dans un autre état militaire, on porte une attention ſcrupuleuſe à ne bleſſer en rien la propriété des ſujets. Ainſi quelques maximes excellentes temperent une puiſſance exceſſive ;

& quelquefois la liberté fleurit à l'ombre des grands corps militaires, ce qui paroît impraticable, mais n'en existe pas moins pour un certain temps.

La puissance souveraine n'est donc jamais arbitraire, puisqu'il y a par-tout, outre les loix fondamentales, une foule de loix particulieres qui veillent à ce que l'ordre de la justice soit établi. Il est sans doute des violences qui se jouent de la vie des hommes; mais indépendamment que ces hommes réagissent contre la violence, ces attentats sont passagers, & quand les loix naturelles sont offensées, les loix arbitraires sont mises en pieces.

Par-tout, le peuple sentira par instinct que le Gouvernement a été fait pour lui, & qu'il peut le ployer à son gré, quand, au lieu d'en être protégé, il en est écrasé.

La plupart des despotes ont péri de mort violente, & le despotisme corrompt les ames les plus heureusement nées; car qui ne veut point faire le mal ne recherche point la puissance de le faire. Celui qui gouverne par

la

la loi a pour lui la force de la raiſon & le conſentement des peuples, mais jamais un homme ne gouverne ſeul ; les volontés générales ſe font entendre.

Il n'y a pas de mot plus ſublime que celui de cet Empereur de la Chine, qui dit : *La faim de mon peuple eſt ma faim.*

Il eſt des vautours qui font leur proie des plus nobles fonctions de la ſouveraineté ; ils ſont d'infames trafiquans des places & des charges les plus importantes, & les honneurs ſe trouvent diſtribués à des perſonnages indignes : peuples, comptez ſur leur prompte chûte.

Or, quand la Souveraineté eſt miſe entre les mains d'un ſeul, ce ſouverain doit évidemment reconnoître des loix ; car ces corps intermédiaires, qui examinent la promulgation des loix civiles & criminelles, ſemblent, ſous quelque nom que ce ſoit, entrer dans la formation des Empires. Tout peuple abſolument privé du moyen de réſiſtance tomberoit dans l'eſclavage, & ſans avoir poſitivement des loix républicaines, le peuple

qui poſſede un corps de Magiſtrats, eſt à l'abri des grands coups du pouvoir arbitraire, parce que la Magiſtrature, en cas de beſoin, s'intitule : *Corps repréſentatif de la Nation*, & elle fait bien.

Comme tout citoyen eſt ſoldat, quand la patrie eſt en danger, de même tout Magiſtrat devient dépoſitaire & gardien des principes nationaux, quand tout tremble ou que tout ſe taît. La portion éclairée de l'Etat a droit de révendiquer les loix au nom de l'Etat, car il s'agit de ſauver la liberté publique, & le privilége réſide alors dans le péril. Les loix de la néceſſité ſont antérieures à toutes les autres. Il ne s'agit pas de viſiter les anciens fondemens de l'Etat, mais de les réparer. La forme du Gouvernement ſera toujours heureuſe, quand la raiſon publique renouera les liens qui nous attachent à la patrie. Les ſophiſmes politiques demanderoient des pancartes ; l'amour de l'Etat & l'ordre de la ſociété exigent que les citoyens mettent, ſans délai, la main à la reſtauration de la fortune publique. La déſertion des corps

antiques établit invinciblement le droit des corps modernes, & ne fussent ils nés que d'hier, ils tiennent à la patrie, dès qu'ils parlent & qu'ils agissent pour elle ; car il est absurde de penser qu'un peuple existe, ou puisse exister sans représentans. Que le mot soit proscrit, je le veux ; mais la chose n'en est pas moins de toute nécessité : elle se remontrera tant que le dernier souffle de vie politique ne sera pas totalement éteint.

La guerre civile n'est pas le plus grand de tous les maux, dit Sidney : c'en est un beaucoup plus fâcheux de réduire le peuple à un tel excès de misere, de foiblesse, de lâcheté, qu'il ne lui reste plus, ni courage, ni force pour rien entreprendre.

Mais il ne faut pas confondre ces citoyens nobles & généreux, qui saisissent le point précis, le point de maturité pour les grandes révolutions, avec ces perturbateurs audacieux formés parmi des hommes de néant, qui ne sont que des incendiaires, & qui proclament ces déclamations furieuses, lesquelles ne font gueres d'impression, comme le dit Montes-

quieu, que sur ceux qui sont furieux eux-mêmes.

C'est dans les Etats, qui ont secoué un joug arbitraire, que l'homme déploie le plus de justesse & d'énergie. Ce peuple a le sentiment d'autant plus vif, qu'il sort d'un abyme de maux, & que sa liberté lui a coûté cher. Les sophismes n'ont plus lieu: il veut l'égalité, & toutes les abstractions s'évanouissent. La fourberie, la témérité & la sotise n'osent plus élever la voix: le citoyen écarte d'une main le manège & la fourberie, & de l'autre les promesses fastueuses de l'ambition masquée.

CHAPITRE XXIX.

De l'esprit national.

En général, toute loi qui n'aura pas été préparée par l'esprit national, ne réussira point, & causera des troubles. Comment un législateur seroit-il seul contre sa nation? S'il a affaire à un peuple licencieux, qu'il sache tirer parti de cette licence même : par exemple, n'eût-il pas été ridicule de proposer aux Athéniens les loix de Sparte? Le despotisme le plus éclairé & le plus vertueux ne suffiroit même pas pour renverser subitement une licence nationale. Il faut que des changemens insensibles donnent à la législation une courbure particuliere.

Le Roi de Sparte, Agis, dont on respectoit le diadême & les vertus, voulut rétablir les anciennes loix, sans avoir appris à estimer la force de résistance, & celle des obstacles : il fut jugé par ses propres sujets, & con-

damné à mort, parce qu'il n'appartient pas à un seul homme de lutter contre une nation entiere.

Le Souverain ne peut changer subitement la forme du Gouvernement dont il tient les rênes. Il renverſera l'Etat, plutôt que de le modifier.

Le grand ouvrage d'une légiſlation nouvelle demande du tems. Avant que tout prenne une nouvelle maniere de voir, de penſer, de ſentir, l'éducation, c'eſt-à-dire, l'eſprit national, familiariſé avec de nouvelles idées, doit applanir les routes, & diſpoſer à une obéiſſance qui n'ait rien d'un ſentiment pénible ou contraint.

La politique a beau ſigner des traités; vouloir unir ou ſéparer; toute union eſt fondée ſur la reſſemblance exacte des mœurs & des uſages. L'éducation domeſtique forme peut-être les citoyens à des diſtances conſidérables, parce que les uſages ne ſont invariables que tant qu'ils tiennent aux habitudes. Chaque homme ſe permet dans ſon état privé, des habitudes particulieres & dé-

tachées de l'Etat : voilà pourquoi les colonies Angloises, politiquement séparées de la métropole, se rejoindront un jour par un contact immédiat, c'est-à-dire, par le commerce.

Lycurgue, dont les loix nous étonnent, n'eut qu'à confirmer des usages munis de l'habitude la plus forte. Les institutions d'alors avoient toutes pour base l'égalité des sentimens, des conditions & des forces du corps. Lycurgue ne fit que réunir l'état de nature à la constitution civile, adoucissant seulement la nature brute par l'ordre de la vie sociale.

Ce grand législateur ne pouvoit donner de telles loix, qu'à un Etat borné, à un petit nombre d'habitans faits ; autrement la rigueur d'une pareille législation eût pu occasionner de grands maux.

Il n'auroit jamais pu persuader à un grand peuple de se retrancher toute occasion de luxe & de mollesse. Déjà la vie du Spartiate se passoit dans les exercices militaires ; frugal, il étoit endurci à toutes les fatigues. Lycur-

gue fit disparoître aisément l'or & le luxe d'un pays où il n'avoit pas pris racine.

Un peuple qui n'a rien que ses mœurs, embrasse facilement les loix destructives de la cupidité & de la molleſſe. Cette fameuse constitution n'en eut pas moins les Ilotes, & Sparte peut conséquemment encourir le reproche qu'on a fait à Rome & à Carthage, qui, souvent, eurent tout à craindre de leurs esclaves. Les Ilotes, nés au sein de l'esclavage même, & dès lors plus formés au joug, tenterent rarement de se soulever ; c'est peut être parce que leurs maîtres étoient moins redoutables qu'ils ne nous le paroissent.

CHAPITRE XXX.

Quel eſt le Peuple le plus heureux.

C'EST une grande queſtion de ſavoir quel peuple fut jamais le plus heureux. On peut répondre : celui qui fut le plus éclairé, qui ſut adopter les arts nourriciers & conſolateurs. Un peuple eſt une collection d'hommes : quand ce peuple proſpere, qu'il a écarté une Adminiſtration odieuſe, le deſpotiſme & la tyrannie, qu'il a ſu établir la liberté individuelle, il a un caractere de force qui ſe répand ſur tous les membres ; il figure avec dignité. Telle eſt aujourd'hui la ſituation de l'Angleterre : l'originalité de ce peuple, ſes orages politiques, ſes paſſions fougueuſes, tout eſt pour lui jouiſſance. Le deſpotiſme n'eſt contraire au bonheur des peuples qu'en ce qu'il s'oppoſe aux lumieres ; & c'eſt dans les ténebres de l'ignorance que l'homme eſt dépouillé de cette précieuſe

liberté, dont la privation le réduit presqu'au sort des animaux.

Le despotisme ne regne pleinement que dans les pays où les arts n'ont pas encore levé la tête. Voyez l'Afrique qui a toujours été soumise au despotisme, & l'Asie presqu'entiere qui n'a jamais eu que des despotes pour maîtres. Ces vastes régions ne nous offrent que le sommeil des arts & des sciences : les ames y sont lâches & malheureuses, parce qu'elles sont sans lumieres. Voyez le centre de l'Europe : le despotisme n'a pu s'y établir. Les peuples réagiroient contre un trône redoutable, & ne consentiroient pas à voir leur sang couler. Les Républiques contiennent encore les hommes les plus éclairés sur leurs droits respectifs.

Les beaux tems de la Grece, si renommée par les sciences & les arts, furent ceux où cette nation comptoit le plus de grands hommes en tout genre. Les beaux jours de la république Romaine furent sous Auguste, sous Titus, cet excellent Prince, l'amour du monde, sous Marc-Aurèle. Toutes les jouis-

fances appartenoient à ce peuple. Suivez l'hiſtoire, & voyez par-tout le regne des arts affoiblir les coups du deſpotiſme, le miner, le détruire. Les Arabes eux-mêmes, connus par leurs talens pour la guerre & pour les lettres, ont défendu leur liberté; & la religion chrétienne, que l'on peut regarder comme une lumiere nouvelle deſcendue ſur la terre, a relâché parmi un grand nombre de peuples les fers de l'eſclavage.

Qui a détruit la paix & la félicité des peuples qui regagnoient peu à peu les plaiſirs attachés à la culture des arts? N'eſt-ce pas ce déluge de barbares ſortis du fond du nord, & portant dans l'Europe la terreur & la ſuperſtition? Ils renverſerent les monumens des arts, bouleverſerent l'Empire Romain, où l'homme reſpiroit avec une certaine dignité, & traînerent ſur leurs pas des fléaux pires que la mort, l'erreur, la ſuperſtition, les loix groſſieres: ils ſubſtituerent de monſtrueuſes ſociétés à ce code majeſtueux des Romains qu'avoit dicté la Sageſſe. L'Europe fut dépeuplée, & l'on vit naître ces tribus,

naux odieux, dont le nom seul épouvante l'innocence.

Il n'y eut que le retour des sciences qui put adoucir tant de maux. L'orient les rendit à l'occident, d'où elles étoient depuis trop long-tems exilées. A cette lumiere bienfaisante, des nations entieres ouvrirent les yeux & briserent le joug sous lequel elles gémissoient. Plus la clarté augmente, plus les maux particuliers disparoissent.

La constitution des Etats libres est due à cette action de la pensée, qui a repoussé la barbarie & ces petites & féroces idées. La philosophie a fondé l'indépendance de l'Amérique, & tous les peuples ont applaudi à ce grand exemple. Les Gouvernemens justes & modérés ont été formés par des livres : la liberté a paru au sein même de plusieurs Gouvernemens militaires, parce que la force du glaive étoit enchaînée par la raison publique, & la réclamation vigilante des citoyens.

Les lumieres ont créé un nouvel ordre de choses. Les peuples ont plus de prospé-

rité, à mesure que les liens qui les unissent sont plus resserrés. Les arts ont établi cette communication précieuse, qui fait que toute l'Europe s'intéresse aujourd'hui à un fait qui se passe à Vienne, à Madrid, à Paris. Un fait politique n'est plus un fait isolé; il a son influence, & aucune nation ne demeure indifférente à une injure publique faite à une nation.

Ces promptes idées, que se communiquent les peuples par le bienfait toujours renaissant de l'Imprimerie, sont aujourd'hui le plus sûr rempart des libertés individuelles; & la gloire & l'opprobre, chacun leur trompette en main, planent sur les trônes de l'Europe, & versent la louange ou le blâme sur les têtes couronnées qui ne peuvent commander à l'opinion publique.

Le redressement des torts faits aux nations sera dû à cette voix vigilante qui ne taît rien, qui ne laisse passer aucune action sans la buriner; & voici l'Angleterre qui, par sa haine contre le pouvoir arbitraire, par sa fierté, contient l'orgueilleux despotisme, &

ſemble dire à l'Europe : il ne tient qu'à vous de nous imiter. Cette leçon vivante releve les ames abattues, & tout citoyen porte les yeux vers ce peuple.

Voyez ſi les Républiques ne ſont pas plus éclairées que tous ces petits Etats qui ſont ſoumis. La nation Helvétique doit ſa forme, ſa paix & ſa ſécurité à des loix ſages, profondément méditées. C'eſt une prudence rare qui la maintient. Les libertés dont jouiſſent ces peuples leur donnent une force qu'ils n'auroient pas ſans les lumieres qui circulent juſques dans la tête du pâtre.

Comment Frédéric a-t il gouverné ſa nation ? par la ſupériorité de ſon génie, par la connoiſſance des hommes & des choſes, par ſon amour pour les arts, par la diſtinction qu'il a ſu leur accorder. Il avoit une excellente tactique, parce qu'il ſavoit dire de bons mots. Si le préjugé eſt le vice radical des nations, Frédéric a ſu l'extirper, & ſon coup-d'œil a découvert que le terrain des arts agréables, bien cultivé, produiroit en même-tems dans toute leur perfection ces arts terribles qui ſont

mouvoir les bronzes de la guerre. Il falloit être lui pour ſentir cette liaiſon intime : l'Europe entiere a vu ſes ſuccès.

Qu'eſt-ce qui manque à l'Eſpagne, à cette Monarchie qui n'a qu'une apparence impoſante ? on le ſait ; il n'y a qu'une voix pour accuſer ce grand corps tombé dans l'épuiſement : c'eſt une feuille de métal qui a gagné en étendue ce qu'elle a perdu en épaiſſeur. Il n'appartient qu'aux arts de lui rendre de la ſolidité.

L'Empire Ottoman ne ſe voit-il pas obligé de ſortir de ſon ſommeil léthargique ? N'appelle-t-il pas de tous côtés les arts qui doivent faire diſparoître ſa foibleſſe, en liant les diverſes parties de cet Empire ? C'eſt un vice antique de barbarie qui affoiblit ſon pouvoir. Ce ne ſera que par l'adoption de pluſieurs idées voiſines que le Turc ſe raffermira ſur ſa baſe.

A quel taliſman ſont dûs les ſuccès de la Ruſſie ? Cet Empire dormoit loin de nous ; mais dès que le ferment des arts a fait lever cette pâte ſtagnante, toute ſa force s'eſt ma-

nifeſtée : elle eſt entrée ſubitement dans les affaires politiques de l'Europe, elle y a influé d'une maniere puiſſante. Les Ruſſes, imitateurs adroits, n'ont fait que verſer chez eux quelques François, & ſoudain ils ont ſecoué la barbarie des ſiecles précédens. Peu importoit que le gros de la nation fût éclairé, la tête l'étoit. Les conquêtes ont illuſtré ce peuple, inapperçu il y a un ſiecle.

Qu'on reconnoiſſe donc toute l'influence des arts, & qué l'on voie qu'en faiſant d'un côté la grandeur d'un Etat, ils donnent à chaque particulier une plus grande ſomme de liberté & de bonheur.

Le peuple le plus heureux ſera donc celui où il y aura un plus grand nombre d'hommes inſtruits, propageant les lumieres néceſſaires à la civiliſation.

CHAPITRE XXXI.

Des Légiſlations vicieuſes.

Les légiſlations vicieuſes forment les mauvais Gouvernemens : jamais les Gouvernemens dans l'origine ne furent mauvais. Elles dorment ces légiſlations vicieuſes ſous la main d'un Monarque trop abſolu. Il ſent confuſément qu'elles ſont utiles à ſa puiſſance, s'il n'a pas un génie élevé, qui le porteroit à réformer des loix qui peſent en petit, tandis qu'il peſe en grand. C'eſt un inſtinct de la ſouveraineté arbitraire de laiſſer ſubſiſter tout ce qui peut faire du mal aux habitans de ce monde.

Une bonne légiſlation reſtitue à chaque citoyen un degré de liberté ; & vous verrez facilement ſi le Gouvernement tend au deſpotiſme, en appréciant la répugnance du Souverain ou des Miniſtres pour la réformation des loix civiles : c'eſt qu'il eſt impoſſible que

ces loix, quand elles se perfectionneront, ne se ressentent pas du *droit naturel*, dont le nom seul épouvante dans l'enceinte d'un Etat despotique.

Point de liberté sans lumieres : plus elles seront répandues, plus l'orgueil du pouvoir perdra de sa force écrasante.

Ce n'est point la fureur des particuliers qui dissout les Etats ; c'est leur vanité. Tout ce qui tient au despotisme est vain ; il met sa grandeur dans le faste, il caresse les vices, parce qu'il a besoin des vices particuliers. Ce qui dissout les Etats, ce sont les hommes entêtés de priviléges futiles, & le plus souvent injustes : la Noblesse, trop prédominante dans quelques Royaumes, est un coin qui sépare le Souverain & les sujets, qui les désunit en agissant également sur l'un & sur les autres. Des cœurs remplis de vanité, infectés d'égoïsme, de ce sot moi humain, ne s'occupent que foiblement du bien public.

On a remarqué que les meilleures loix civiles avoient pris naissance pendant ou après

les gueres civiles : il ne faut pas s'en étonner ; c'eſt le moment où les principes du Gouvernement, bons ou mauvais, étant ébranlés, chacun tente de remonter aux droits naturels de la ſociété.

Ce n'eſt pas pendant les guerres civiles qu'il faut redouter la diſſolution de l'Etat. Quoique le peuple ſoit partagé en factions, il eſt loin d'être mort ; il a ſurabondance d'action & de vie. Si le pere combat contre le fils, le frere contre le frere, le citoyen contre le citoyen, la patrie eſt déchirée, mais elle n'eſt pas diſſoute. L'amour du bien public, plus vif dans tous les cœurs, ne ſe trompe que ſur les moyens ; & dans toutes ces guerres réparatrices (ce qui en prouve quelquefois la néceſſité, & même la bonté), c'eſt que le parti qui triomphe a pour lui la Juſtice ; parce que c'eſt une véritable récompoſition de l'Etat, & qu'il n'y a pas de réunion plus prompte & plus ſolide, lorſqu'une fois les deux partis ont mis les armes bas. Ces inimitiés politi-

ques tournent toujours au redreſſement de pluſieurs abus, & l'orgueil des chefs oppoſés, qui s'eſt meſuré de près, a mis du moins à leur place les hommes & leurs talens. Le parti qui ſuccombe, même dans ſa défaite, a quelque choſe de fier & d'impoſant. Les contrats qui ſe ſignent les armes à la main, ont je ne ſais quelle nobleſſe & quelle utilité que n'ont point les autres.

CHAPITRE XXXII.

De Hugues Capet.

QUAND Hugues Capet monta sur le trône, tous les vassaux firent leurs conditions avec lui ; conditions si avantageuses pour eux, qu'ils ne marchoient plus sans une paye du Prince. Les uns n'étoient plus obligés de servir que pendant quarante jours ; le service de quelques autres fut borné à vingt-cinq, à quinze, & même à cinq jours.

La police des fiefs prit naissance, divisa le Royaume, & plongea les François dans une barbarie épouvantable. Etoit-ce là un Etat monarchique ? La France partagée en mille petites Souverainetés, devint le théâtre d'une foule de querelles particulieres. Où étoit le Monarque ? Où étoit alors la Monarchie ? Elle n'existoit pas ; & le comble de l'absurdité ne seroit-il pas de ressusciter aujourd'hui cette déplorable *Aristocratie* qui

corrompit le Gouvernement civil, la discipline militaire, & qui donna tant de peines aux Rois ses successeurs, lorsqu'ils travaillerent, l'un après l'autre, à la destruction de ce Gouvernement? Il n'a aucun rapport avec celui qui est en vigueur aujourd'hui; & lorsque les idées d'une noblesse altiere veulent remonter à ces tems-là, c'est comme s'ils vouloient détruire l'identité physique d'un individu; car les Gouvernemens ont leur identité politique, & l'intérêt national s'oppose à ces prétentions, aussi vaines qu'orgueilleuses, mais qui n'en seroient pas moins funestes.

D'où vient entre les Rois de France & d'Angleterre l'extrême différence du pouvoir, lorsque ces deux Gouvernemens sortent à-peu-près de la même source? C'est que, lors de la conquête de l'Angleterre, le Roi soumit tout, grands & petits, & que les grands furent obligés de se liguer avec le tiers-Etat. En France le Roi trouva des égaux: il les combattit à plusieurs reprises, & ne put les soumettre qu'avec le tems, & non sans pei-

ne. Les reſtes de cet ancien régime peſent encore ſur nous : la nobleſſe voudroit rétablir des droits effacés ; elle eſt reſtée à une égale diſtance du peuple & du Monarque, les fatiguant tour-à-tour ſelon les circonſtances. Il ſeroit avantageux au Roi de faire ligue avec ſon peuple ; car il ſera toujours plus fort avec lui, qu'avec cette nobleſſe inquiete qui vend ſi cher ſes ſervices, & qui fait métier d'adulation, en méditant l'occaſion de reſſuſciter ſes vieilles prérogatives.

Le peuple en France a donc à ſouffrir & du régime féodal, & de l'abus de l'autorité Royale. Les grands en Angleterre ayant fait cauſe commune avec le peuple, la conſtitution du Royaume a tout de ſuite raffermi le contrat originel, & la liberté civile & politique a rencontré ſon temple. Ce fut l'ouvrage des circonſtances ; car toute la ſagacité du génie n'auroit pas découvert cet heureux équilibre : il faut l'attendre non des vues bornées de l'homme, mais de cet heureux concours d'événemens que la Providence offre à tous les peuples. Malheur à ceux qui,

indifférens aux avantages de la société civile, laissent passer les causes qui régénerent leur Empire, & se livrent ensuite à des gémissemens inutiles, lorsqu'elles sont tombées dans un état incurable d'esclavage politique! Ces peuples font alors de grands discours & rien de plus.

Les fiefs & leur police ont désolé l'Europe. J'ose croire que le plus grand des malheurs a été de briser à demi ces entraves gothiques, & de n'avoir pas achevé l'ouvrage de leur entiere destruction; car les Etats ont gardé beaucoup de droits abusifs & nuisibles, qui se sont incorporés avec les nations: de là ce mélange barbare d'un Monarque absolu, & d'une Aristocratie héréditaire. Celle-ci a donné lieu à cette Noblesse qui pompe les sucs nourriciers, & qui, semblable au lierre, étouffe l'arbre qu'elle embrasse.

Les Nobles ne sont pas le lien qui joint le peuple au Souverain; ils l'en éloignent: ils ne sont pas l'appui du trône; c'est la société entiere qui seule peut l'être.

La féodalité est née des mœurs d'un peuple

ple barbare & errant, qui conserva le résultat de ses mœurs après la conquête. La féodalité avoit quelques avantages convenables au tems, mais mêlée de nos jours à la Monarchie, elle a donné naissance à une forme de Gouvernement qui blesse le peuple de deux côtés; car après avoir satisfait au Souverain, il faut qu'il satisfasse encore à l'avidité des grands, &, ce qui est non moins insupportable, à leur orgueil. Le peuple est réduit à souhaiter au Monarque une plus grande autorité encore; celle qui mettroit de niveau tous les sujets, sans aucune distinction.

CHAPITRE XXXIII.

Commune Origine.

PRESQUE tous les Gouvernemens ont eu la même origine : ils dérivent des assemblées nationales tenues pour les causes civiles, & pour les expéditions militaires.

Les changemens qui arrivent dans la constitution des Etats monarchiques, sont toujours relatifs aux accroissemens de puissance que gagne l'autorité exécutrice.

La nation Françoise avoit ses Dietes & ses Etats généraux, lorsqu'elle augmenta en nombre, & qu'elle occupa un vaste terrein. Elle confia le soin de convoquer les Etats au Roi, & celui de les diriger au Clergé & à la Noblesse, auquel on joignit les députés du tiers-Etat. Insensiblement les Rois négligerent sciemment la convocation des Etats généraux.

La puissance absolue du Monarque est

due en France aux grands Domaines attribués à la couronne. A peine Louis XI eut il acquis la Bourgogne à la France, qu'on vit la Monarchie Françoiſe ſe changer & s'altérer.

La jonction de la Franche-Comté, de l'Alſace & des Etats de Flandre, faite ſous Louis XIV, conſomma l'autorité abſolue. La Monarchie Eſpagnole eut le même ſort ſous Ferdinand le Catholique, ſous Charles-Quint, & Philippe ſecond. Charles-Quint, à la fois Empereur & Roi d'Eſpagne, aſſerviſſoit l'Allemagne par l'Eſpagne, & l'Eſpagne par l'Allemagne.

Les Rois de Suede, après leurs conquêtes faites ſur les Allemands, ſur les Ruſſes, ſur les Polonois, toucherent à la ſouveraineté. En Angleterre, le deſpotiſme ne fit-il pas les plus grands efforts dans le tems de Guillaume le Conquérant, de Henri II, de Henri VIII, & de Jacques I? C'eſt que ces Princes s'étoient rendus redoutables au reſte de leurs ſujets par des acquiſitions conſidérables.

Il eſt des préjugés qui, par leur antiquité

& avec le ſecours de je ne ſai quels mots impoſans, ſemblent avoir uſurpé tous les droits de la vérité. Les idées fantaſtiques que l'on a ſur le Gouvernement féodal ſont de ce nombre. Ce Gouvernement tenoit au peu de communication qu'il y avoit alors, à la pauvreté des arts; & c'étoit un Gouvernement admirable, vu le défaut de lumieres. Plus le nombre des ſociétés particulieres étoit grand, moins il y avoit de facilité à les opprimer. Cette ſituation n'étoit pas la moins conforme à la Nature humaine, à la tranquillité, à la paix. Le Gouvernement féodal a eu ſes beaux jours, ſa majeſté, ſa force; il ſe marioit avec l'ignorance univerſelle, qui n'eſt pas dangereuſe comme l'erreur: il convenoit à des ſiecles où les ſciences & les arts, peu perfectionnés, n'avoient pas établi des rapports entre les Empires.

Mais ce rapport moderne n'a-t-il pas produit des convulſions étrangeres à ces tems? Combien en a-t-il coûté pour unir ces Etats ſéparés?

Les affaires de l'Amérique n'ont-elles pas, depuis ſa découverte, bouleverſé l'ancien monde, qui avoit aſſez de ſes propres agitations? Le Gouvernement féodal étoit un Gouvernement bien imparfait en lui-même; mais c'étoit un chef-d'œuvre de raiſon & de politique pour les ſiecles où il a régné. Ces châteaux épars & fortifiés protégeoient une foule d'individus, & la maſſe de la population ne fut point ébranlée.

On dira que la France eſt délivrée de grandes calamités depuis que, réunie ſous une même puiſſance, ſes Provinces ne ſe font plus la guerre. Mais la guerre ne tire-t-elle pas du ſein de ces mêmes Provinces une foule de ſoldats qui vont expirer ſur les frontieres? Ils mouroient pour des intérêts qu'ils connoiſſoient, qu'ils avoient choiſis; ils expirent aujourd'hui pour des intérêts qu'ils ne connoiſſent pas. N'eſt-il pas démontré qu'un Empire trop vaſte, n'eſt pas moins funeſte aux hommes que la multiplication des petits Etats?

En général, les hommes ſont plus heu-

reux dans les Etats d'une certaine étendue ; & les sociétés particulieres sont plus parfaites, quand la partie qui gouverne peut faire sentir par tout son autorité, & réprimer tous les abus. Ces sortes d'Etats ne sont point exposés à ces révolutions ruineuses, crise ordinaire de la politique qui fatigue incessamment les Empires trop vastes, toujours occupés de nouveaux projets.

Que dis-je, un Empire peut se dissoudre sans que la félicité publique disparoisse. Un pays conquis, qui garde ses mœurs, ses loix, ses propriétés, n'apperçoit d'autres changemens que le nom d'une nouvelle Dynastie.

Il seroit contre l'ordre des choses, que le peuple n'eût aucun droit de voter dans la chose publique. Que seroit un peuple qui n'auroit point de représentans ? La grande preuve de la liberté du peuple François fut dans l'assemblée des Etats généraux ; mais ce qui convient à un siecle ne convient plus à un autre. Aujourd'hui le haut-Clergé est tout composé de nobles, ce qui ne fait pres-

que plus qu'un seul ordre, & le tiers-Etat se trouve comme absorbé, parce que les individus, qui ont voix dans cette assemblée, ne sont pas proportionnés en nombre à la grandeur de la nation, & à la majesté de ses droits. L'ancienne composition de nos Etats généraux seroit très-vicieuse aujourd'hui, parce que les représentans du peuple pourroient être subjugués par la ligue facile des deux premiers ordres.

Le fond de la nation ne pouvant pas paroître dans cette grande assemblée, il lui faut une autre maniere de voter plus favorable à la tranquillité publique, & à ses propres intérêts, car le Clergé & la Noblesse l'opprimeroient à coup sûr; & avec ses formes gothiques, il se trouveroit engagé irrévocablement.

Comment le peuple votera-t-il dans un Etat où la puissance du Souverain a prévalu? Comment appercevra-t-on l'opinion publique? Le peuple, comme par instinct, s'est attaché à soutenir dans ses Magistrats le droit de vérifier, le droit de faire des remontran-

ces, c'eſt à dire, de juger juſqu'à un certain point de la bonté & de la juſtice d'un Edit. La Magiſtrature n'eſt pas ici ſimplement paſſive, & ſes fonctions ne reſſemblent pas à celles d'un Greffier. Le droit de remontrer vient, ſelon le peuple, d'une commiſſion laiſſée au Parlement par les derniers Etats généraux. Le peuple François ſe flatte d'être toujours préſent aux opérations du Gouvernement, tant que la Magiſtrature, ſon interprete journalier, fera prévaloir ſon opinion dans la choſe publique par la force, le concert & la libre expreſſion de ſes ſentimens portés aux pieds du trône par l'organe des Parlemens. Le peuple François a nommé les Magiſtrats ſes répréſentans, & malgré l'obſcurité répandue ſur l'origine de ces droits, les intérêts du peuple exigent que cette repréſentation ait ſon plein effet ; car autrement ce ſeroit un eſclavage déguiſé que l'inſtitution des Parlemens qui, toujours muets & paſſifs, verroient paſſer les grands déſordres politiques, ſans élever la voix & ſans atteſter du moins le danger de la choſe publique.

Ainſi, ces Tribunaux nationaux & populaires ſont tout-à-la-fois le frein de la tyrannie, & un des plus ſolides remparts de la liberté publique.

Les coups portés à la Magiſtrature, ſont donc des coups portés au peuple. Il en prend fait & cauſe, parce qu'il ſent le beſoin d'avoir des repréſentans, de quelque nom qu'on les appelle, juſqu'à ce qu'il en trouve de plus dignes encore pour le protéger & le ſervir.

Qu'il y ait un ſupplément à cette voix publique & patriotique, tant mieux. Que le Monarque appelle autour de lui des hommes éclairés & vertueux, c'eſt une extenſion des Tribunaux légitimes. L'aſſemblée des Notables, en 1787, par ſon zèle, par ſes lumieres, par ſon patriotiſme, a montré que la nation ſait parler avec ſageſſe, ſentir avec grandeur, agir avec dignité, & que toutes les connoiſſances, ainſi que toutes les vertus, peuvent ſortir en un inſtant du ſein de la nation. La ſtatue de Praxitele eſt dans le bloc de marbre.

Si l'on y prend garde, avec cette attention scrupuleuse qui couvre les plus petites nuances, ce ne sont point les loix fondamentales ni les températures du climat qui ont amené telle malheureuse forme de Gouvernement. Elle n'étoit point telle dans son origine, & ne pouvoit pas l'être; elle répugnoit trop à l'égalité quelconque des individus, mais les petits accidens qu'on n'a point su prévoir ni réparer, se sont amoncelés d'une maniere insensible, & ses abus ont roulé avec les siecles. Ils se sont assimilés aux passions cupides de ceux qui avoient une petite portion d'autorité, & ils ont produit à la longue de très-grandes différences.

Delà sont nées ces variations infinies qui ont rendu les remedes si difficiles.

La coutume est bien plus dangereuse qu'une mauvaise loi : celle-ci tombe d'elle-même; l'autre inhérente à la constitution, ne laisse pas toujours l'espérance consolante de la voir anéantie, & dans ce chaos, quand il faut combiner de nouvelles loix toujours incer-

taines avec des loix anciennes pleines de vigueur, unir l'ancien génie de la nation à des maximes nouvelles, ménager certains abus privilégiés, tandis qu'on en attaque d'autres, que fera-t-on sans le génie national, c'est-à-dire, sans sa volonté qui se réfléchit dans les siecles, pendant que les Rois passent?

Où seront les guides qui détermineront les remedes? J'ose le dire, le corps qui gouverne se trouvera dans la nécessité d'écouter la partie qui enseigne, parce qu'il aura besoin alors d'une grande fécondité de petits moyens, en ce qu'il faut réparer la statue & non la refondre, puisqu'elle est fondue.

Il auroit plutôt fait, sans doute, ce corps éclairé, rempli de toutes les connoissances, de travailler sur un peuple neuf, agreste & pauvre; mais la vieillesse de l'autre, ses vices, son opulence, ses préjugés, inhérens à son origine, tout indique qu'il ne s'agit pas de le recréer, mais de le conserver & de le maintenir avec ses imperfections, car il ne nous est permis que de les atténuer.

L'égoïsme des professions seroit seul un obstacle presqu'insurmontable, si les esprits n'étoient pas suffisamment préparés. Chacune de ces professions forme une petite république qui se fait centre de toutes les idées. Elle tient avec opiniâtreté à des principes bons ou mauvais; elle persécute tout ce qui contrarie ses préjugés anciens & dominans; elle ne tolere pas ce qui s'écarte de ses principes, elle éleve une voix confuse qui obscurcit autour d'elle la vérité. Comme ces professions ne tendent qu'à augmenter leurs fortunes particulieres, elles n'embrassent jamais d'idées générales; ainsi elles étouffent les objets patriotiques dans leur naissance.

Il faut donc que l'homme d'Etat dompte ces puériles difficultés qui embarrassent plus sa marche que les obstacles les plus sérieux: il faut qu'il ait bien étudié le moment où il pourra frapper son coup en sûreté. Peut-être ne doit-il pas épuiser ses efforts sur de petits abus qui doivent tomber d'eux-mêmes; il doit plutôt réserver ses forces & son degré d'autorité pour ruiner l'édifice vicieux qui

entraînera ceux qui l'avoisinent. Ainsi doit agir l'homme d'Etat, & non s'amuser à des minuties. Un seul coup bien médité & descendant à propos, lui évitera la peine de reporter la hache plusieurs fois, car en politique, il faut couper avec fermeté & non déchirer lentement.

Ce qu'il y auroit de plus dangereux dans l'administration de l'homme en place, ce seroit la pédanterie, c'est-à-dire, cette opiniâtreté qui, quand elle voit les esprits universellement soulevés, ne veut jamais reculer; qui ignore qu'il est bon d'assouplir les ressorts du Gouvernement, qui ne veut rien accorder aux passions; qui, présentant toujours une raison seche & inféconde, se trompe & ne change rien en mieux, faute de savoir temporiser. Cette pédanterie ne saura rien obtenir : en forçant elle brisera; elle sera tout-à-la-fois ridicule & odieuse.

Les lumieres sont le véritable bouclier contre le despotisme. Parmi les Arabes qui cultivoient, du tems de leurs Califes, les arts & les sciences, le despotisme fut plus modéré

qu'en Perſe. Il devint atroce lorſque les Arabes abandonnerent la trace des arts. Les attentats politiques croiſſent toujours en raiſon inverſe des talens.

Chez les peuples dont l'ame eſt entiérement vuide, toutes les idées religieuſes & deſpotiques prennent racine, ainſi que les plus groſſes montagnes s'élevent d'un ſol aride & déſert.

La portion qui eſt gouvernée ſe ſoumet volontiers, pourvu qu'on lui cache les rênes qui la guident : elle n'aime pas à ſentir la main qui la régit. Sa ſoumiſſion eſt profonde dès qu'elle ſemble volontaire; elle ſe roidit dès qu'elle apperçoit l'ombre de la violence.

Quel infaillible moyen de diriger un peuple, que de le diriger par ſes propres idées, par celles qui lui ſont cheres ! Auſſi, dans nos Gouvernemens modernes n'avons-nous peut-être fait que de petites choſes avec de très-grands efforts, que parce que nous avons ſu trop rarement diriger les hommes par la raiſon, qui a toujours une force ſuprême.

Eh ! comment un homme d'Etat ne juge-

t-il pas les hommes raisonnables, sensibles, capables de recevoir des idées de toute espece ? Sur quoi seroit fondée cette étrange opinion ? Comment se distingueroit-il tout-à-coup de la masse générale ? Comment oublieroit il si promptement les intérêts des peuples ? N'y est il pas compris lui-même ? Et à son défaut, ses parens, ses amis, ses descendans, ses contemporains enfin, ne s'y trouvent-ils pas ? Comment n'est-il pas sensible à la bienveillance publique, renommée odoriférante qui, dans tous les lieux, doit parfumer son passage, satisfaire son cœur & ses yeux, & accomplir le bonheur de tout ce qui lui est cher ?

L'idée élémentaire de la justice est attachée à l'ame de l'homme. La loi naturelle révele à l'homme que, traitant avec des êtres raisonnables comme lui, il ne peut communiquer que par la concorde, la justice, & que s'il veut que son voisin respecte son champ, il faut qu'il respecte le sien.

Dès qu'il regne un rapport entre deux

Etres, la juſtice s'établit : c'eſt un droit réciproque qu'ils ont l'un ſur l'autre.

Dès qu'il n'y a plus de rapport, la ſenſibilité n'a rien de reſpectable. L'homme plie l'animal comme il taille un arbre, parce qu'il n'y a point de rapport entre l'animal & lui. La Nature lui a ordonné de manger le bœuf & le hareng, parce qu'il n'y a, & ne peut y avoir, d'obligation établie entre ces eſpeces & lui.

CHAPITRE XXXIV.

Cromwel.

Il vient des circonſtances où il faut refondre le Gouvernement ; alors ce droit appartient à celui qui en a le génie & le courage. C'eſt une ſtatue mutilée qui doit aller revoir le creuſet. Les nouvelles proportions ſont à la diſpoſition de l'homme qui en médite le jet. *Cromwel* en eſt un exemple récent : il devina ce qui convient le mieux à ſa patrie.

Quand le poids de la ſervitude a peſé long-tems ſur une nation, ſi elle vient à ſaiſir la liberté, on peut aſſurer qu'elle en jouira long-tems ſans en abuſer.

Il n'en eſt pas de même des Républiques. La liberté chez elles a ſes abus ; & le plus beau moment d'un peuple, n'eſt pas celui où il eſt libre, mais le moment où il briſe ſes fers.

Les peuples ont oublié les formes de Gouvernement qu'ils avoient instituées, pour remettre leur destin aux mains de ceux qui, par leur génie, influoient sur leur siecle. Cette facilité a donné naissance au despotisme : il est de sa nature d'aller toujours en augmentant, jusqu'à ce qu'on l'arrête ; mais tôt ou tard vous voyez le peuple, par une résistance proportionnelle, détruire l'excédent du pouvoir. L'équilibre renaît ; & les momens de violence ont été rares, ou n'ont frappé qu'une portion de la société.

Ne voyez-vous pas dans l'histoire le peuple traiter un beau jour le despote comme celui-ci traite les esclaves? Il a coupé des têtes & la sienne est coupée.

Les peuples ne sont point lâches, mais ils attendent le jour de l'insurrection ; ils attendent un vengeur.

Quand, dans l'immensité des faits, il se rencontre des têtes propres aux révolutions, le peuple acheve l'ouvrage commencé dans tous les esprits ; mais il se livre quelquefois en aveugle à des tyrans plus dangereux que

celui qu'il veut éviter. N'importe, il se venge.

Quand une tête, comme celle de Charles I, foible, opiniâtre, rencontre la tête d'un *Cromwel*, d'un de ces hommes rares que la Nature a faits pour séduire, subjuguer & commander, c'est la rencontre de deux forces rapides, mais inégales; c'est le choc fortuit d'une effroyable comete venant heurter une humble planete. Si *Cromwel* ne périt pas, il faut que Charles soit décapité.

Guise heurtoit Henri III. Henri III n'a prévenu Guise que de quelques jours; & Guise auroit pu jouer en France le rôle que *Cromwel* a joué en Angleterre.

Il est des momens où les mains chargées du dépôt de l'autorité, peuvent & doivent saisir un despotisme vertueux. S'agit-il de réprimer un grand malheur? S'agit-il de fonder dans une circonstance heureuse la félicité d'un peuple? Le noble exercice du pouvoir leur appartient exclusivement; mais ceux qui sont véritablement animés d'un motif subli-

me, le prouvent du même coup: ils ne mettent point d'intervalle entre l'entrepriſe & le bienfait.

Ainſi, pluſieurs révolutions, tant blâmées dans l'origine, n'ont fait que reſtituer au Gouvernement ſa force & ſa liberté. Il n'y a preſque point de Guerre civile qui n'ait donné une commotion ſalutaire. Rarement un peuple s'eſt ſoulevé pour retomber ſous le deſpotiſme; & des ſiecles orageux ont préparé la tranquillité & le calme des ſiecles ſuivans.

CHAPITRE XXXV.

Coups d'autorité

L'AUTORITÉ déréglée entreprend plus qu'elle ne peut exécuter. Voilà l'écueil des Gouvernemens, qui, ne connoissant pas eux mêmes, ou plutôt qui, ne voulant pas reconnoître leurs bornes, cherchent à s'étendre par une pente naturelle, mais dangereuse.

Les Gouvernemens sont trop éclairés pour user aujourd'hui d'une autorité violente, du moins on ne le présume pas ; mais il y a une autorité imprudente qui se fait sentir, lorsqu'il faudroit se faire oublier. On ne contraint point les opinions ; on ne commande point aux affections ou aux inimitiés populaires. Ces inquiétudes gratuites déshonorent un grave Ministère. Il est des actions qui, par leur nature, ne sauroient ressortir d'aucun Tribunal ; & c'est un usage inconsidéré de la force royale ou ministérielle, que

d'attaquer de légers abus par des coups violens : c'eſt un plus grand mal encore, ſi l'on voit l'homme paſſionné à la place du Monarque. Il doit avoir dans ſa majeſté une ſorte d'apathie muette, ou du moins tranquille comme la loi.

Le droit des gens eſt tellement gravé dans le cœur de l'homme, qu'il fait toujours une application juſte & raiſonnée de la loi naturelle aux affaires & à la conduite des nations ou des Souverains. Il ne diſpute pas ſur les mots ; il ne remarque point ſi l'on a ſouvent confondu le droit des gens avec le droit de la nature ; il condamne tout ce qui lui paroît troubler la ſociété générale ſous quelque prétexte que cela puiſſe ſe faire. Delà, cette horreur qui s'attache à certains noms, tandis que l'amour en couronne d'autres.

Delà, cette curioſité ſi vive ſur les démarches des Souverains : c'eſt pour les juger, c'eſt pour leur diſtribuer le blâme ou la louange, ſelon qu'ils offenſent ou qu'ils reſpectent davantage le droit naturel. Environnés de leurs ſoldats, la raiſon publique leur in-

terdit la dureté, les emportemens, les violences. La puiſſance la plus altiere eſt refrénée, & l'on ſent d'un bout de la terre à l'autre que la félicité générale dépend de la félicité particuliere. Qui outrage celle-ci, ne paroît pas devoir fonder celle-là.

L'eſprit d'injuſtice civile entre dans quelques conſtitutions rares, dans celles des Pirates. Comme le caractere des habitans eſt inique & frauduleux, on n'ira pas chercher l'honneur ou l'amour de la gloire dans le métier des Ecumeurs. Les avanies & les extorſions, que les Boucanniers exercent partout, décident bien vîte que les loix d'un pareil peuple ne ſont pas trop oppoſées aux vols & aux brigandages.

Sans doute que les premieres loix de Dracon & de Charondas, écrites avec du ſang, furent alors des efforts réprimans, plutôt que des inſtituts de Police; car il falloit prévenir un mal rapide & violent, arrêter le débordement des vices, avant de penſer à diriger le cours des vertus ſociales.

Les premiers législateurs parmi ces peuples cruels, voulurent intimider des bandits, & les détourner du crime par l'effroi des peines. Les loix furent donc atroces, ainsi que les caracteres qu'il falloit réprimer.

Figurez vous Minos, Législateur à Alger. Il obtiendra de la philosophie, la place que les Poëtes assignerent à Minos, Juge inflexible dans les Enfers, ou dans les profondeurs du Tartare.

Ce qu'il y a de plus admirable dans le Gouvernement Anglois, c'est que tous les Officiers du Souverain répondent de leur mauvaise Administration, & généralement de tout ce qui se passe dans leurs divers départemens. Le Souverain n'est responsable d'aucune faute; mais ses Ministres sont tenus à rendre compte de ce qu'ils ont fait. Qui ne voit dans ce mélange de respect pour la Majesté Royale, & de fermeté pour les droits de la nation, un tempéramment sage pour rendre le Prince & le peuple heureux? L'autorité arbitraire n'est pas terrible, parce qu'elle repose dans la main d'un seul, mais parce qu'elle

qu'elle ſe propage dans la main de pluſieurs. C'eſt une maſſue que chacun prend à ſon tour.

L'amour de la patrie, recommandée comme vertu morale, eſt un commandement chimérique, ſi le citoyen n'eſt pas attaché à cette patrie par la ſûreté & le bien-être qu'il y trouve. C'eſt un ſentiment romaneſque, quand il tient uniquement à la gloire d'un Monarque qui paſſe. Autre choſe eſt d'aimer ſa patrie, ou les loix de la patrie. L'amour du bien public dérive de la conneiſſance nette des avantages de telle loi politique ſur telle autre. L'amour de la patrie peut nuire à l'amour de l'humanité, ainſi que l'amour de ſoi nuit à la généroſité; mais l'intérêt de la patrie doit l'emporter ſur-tout autre intérêt, & les hommes y ſont plus ou moins forcés, quand même ils ne raiſonneroient pas cet amour.

Eh! comment l'amour de la patrie ſubſiſteroit-il dans des pays où le peuple miſérable n'offre aux regards que les aſpects de la pauvreté, les haillons, l'œil have de la miſere?

CHAPITRE XXXVI.

Des Corps militaires.

Le soldat n'a point de morale ; il mépriſe la vie plus que la mort. Comme ſa fonction eſt totalement oppoſée à celle qui fait les loix, il eſt plus prêt à les renverſer que toute eſpece d'homme. Le ſoldat défend la ſociété, mais auſſi la même force la détruit : le ſoldat s'attribue un droit de propriété ſur tout ce qu'atteint le fer qu'il tient en main. Combien il importe à tous les Gouvernemens de réfréner le corps militaire, & de le tenir dans une entiere dépendance ! Quel dépôt redoutable ! & entre les mains de qui ſera-t-il remis ? C'eſt de la connoiſſance du point juſte & précis que dépend la liberté des citoyens.

On ne peut s'empêcher d'admirer la politique du Gouvernement François qui a ſu dominer les troupes réglées, de maniere

qu'elles ne ſont redoutables ni au Prince, ni aux ſujets, tandis qu'à Rome, à Pétersbourg & à Conſtantinople, tour-à-tour la terreur des Monarques & le foyer des révolutions, elles ont troublé ſi ſouvent l'Empire & diſpoſé des Empereurs.

En France, les corps militaires n'ont aucun aſcendant ſur les corps municipaux : le ſoldat reſpecte le citoyen; les formes civiles enchaînent ces régimens, qui ne communiquent point avec les commerçans, ni les autres paiſibles habitans des cités.

L'armée Françoiſe, toute compoſée de corps différens, eſt dans l'impoſſibilité de compoſer une maſſe unique, parce qu'il eſt d'autres corps, tels que la Garde du Roi, les Maréchauſſées, le Guet, qui n'ont aucun point de contact avec l'armée Françoiſe, & qui en ſont même ſéparés, tant leurs fonctions ſont diverſes, & les principes qui les régiſſent différens.

Par ſa compoſition ſavante, l'armée Françoiſe ne peut former aucune entrepriſe contre le Souverain; & lorſqu'on étudie de quelle

maniere cette machine eſt montée, on ne ſauroit qu'applaudir à l'art qui tient en reſpect l'Etat militaire, & qui l'empêche d'agir contre les citoyens, ou contre le Monarque.

Oh ! ſi le Gouvernement avoit ſu mettre dans la partie qui ordonne en Finance une portion de ces regles fermes & ingénieuſes, qui dirigent les fonctions militaires, on n'auroit pas vu l'Adminiſtration des Finances ouvrir gouffres ſur gouffres, l'abîme invoquer l'abîme, & les malheureux ſujets inſtruits de ces vols, réduits à des gémiſſemens inutiles, & forcés de payer les déprédations de quelques hommes publics ou en faveur. Les ſueurs de tout un peuple, au lieu de groſſir du moins le patrimoine de l'Etat, n'auroient point enflé des fortunes ſubitement ſcandaleuſes, & diſſoutes plus ſcandaleuſement encore ; plaies horribles, qui arrachent des larmes à quiconque aime ſa patrie, calamités honteuſes & peut-être irréparables, lorſque les autres maux peuvent ſe réparer.

Qu'eſt devenu ce fleuve d'or, la vie du

corps politique, & fait pour alimenter toutes ses parties? Il s'est égaré d'une maniere aussi vile que criminelle; cette déperdition effrayante allarme tous les citoyens, car elle touche à l'affreux danger d'outrer les impôts; & les Finances de l'Etat totalement épuisées, ne laissent pas même, comme en Egypte, des édifices immenses tels que les pyramides, qui, quoique travaux inutiles, attestoient du moins le passage du fleuve d'or égaré.

Celui qui n'a de terre que pour le faire vivre précisément, sera donc obligé de la vendre ou de la travailler pour réparer le crime impuni de quelques hommes; ô douleur! ô patrie!

L'impôt en France nous frappe de trois manieres; le premier frappe sur les têtes, le second frappe sur les fortunes, le troisieme se perçoit sur les objets de commerce & sur les denrées; mais il est tant d'autres inventions fiscales, qu'elles pourroient composer un Dictionnaire.

Le denier Royal est vraiment immense, & la totalité peut en être estimée annuellement,

tout compris, à environ neuf cens millions de livres.

Comment les impôts ne sont-ils pas plus modérés, lorsqu'un Etat possede une pareille force motrice ? Il faut qu'il y ait de grands abus dans le maniment de nos deniers publics, pour qu'on soit réduit encore aux emprunts, lorsqu'une telle masse d'especes monnoyées vient battre chaque année le pied du trône; mais semblable à une vague de l'océan, elle recule à l'instant même qu'elle s'est avancée, & l'Etat résiste à ce balancement terrible. Les dépredations ne se manifestent que lorsqu'elles deviennent, pour ainsi dire, incalculables.

Ces terribles abus sont liés aux grands corps militaires.

CHAPITRE XXXVII.

De la Politique d'Auguſte.

AUSSI-TÔT qu'on peut faire prendre les armes à la moitié de la nation contre l'autre moitié, le ſort de l'Empire peut être décidé en un ſeul jour; ainſi les batailles d'Actium & de Bosworth ont décidé en Europe du deſtin de Rome & de l'Angleterre; ainſi Guiſe a failli d'opérer en France la plus grande des révolutions.

Mais réduire les grands ſous la puiſſance d'une maiſon, que la plupart avoient regardée quelque tems auparavant comme égale, ſoumettre tous les différens états des citoyens, & tout cela par le moyen des loix, avec l'approbation de la plus grande partie de la nation, ou du moins avec le conſentement reſpectueux & ſilencieux de l'autre moitié; voilà ſans doute un coup d'Etat, qui n'appartient qu'aux circonſtances, ou bien

c'eſt l'ouvrage de ces grands politiques, qui, tels qu'Auguſte & Richelieu, ſavent ce qu'ils peuvent oſer, & devinent, pour ainſi dire, ce qu'une nation ſupportera ſans danger pour elle & pour celui qui frappera un coup auſſi hardi.

Auguſte fut inſpiré par la politique la plus fine & la plus profonde. Après s'être rendu maître de l'Empire, il comprit bien qu'il étoit de ſon intérêt de conſerver le commandement des troupes ; mais il ne ſe déguiſoit pas que cette puiſſance devient dangereuſe pour celui-là même qui croit en être le maître, lorſque de grands bataillons étant raſſemblés peuvent ſe former une idée de leur force, & trouvent ſubitement un Général, qui jouit ou qui peut jouir de la confiance des troupes.

Que fit Auguſte ? Il déclara avec une modération apparente, que l'Empire étoit aſſez étendu, & que conſéquemment on devoit écarter toute idée d'une guerre offenſive. Il ne falloit donc plus, ſelon lui, que garantir les frontieres des incurſions des barbares. Il y

employa les anciennes légions, ces légions redoutables, qu'on diſperſa par petites diviſions le long d'immenſes frontieres.

Le corps militaire, ainſi diviſé, fut toujours ſous ſa main ; il prévint la réunion, & étouffa le génie des Généraux, en leur défendant tout eſſor, en rabaiſſant leur mérite, puiſque l'art militaire ne devoit plus conſiſter à l'avenir, qu'à empêcher des multitudes indiſciplinées de paſſer de grandes rivieres, & à défendre des forts impénétrables contre des barbares abſolument ignorans dans l'art de la guerre.

Tous les citoyens avoient été obligés de ſe faire ſoldats pendant les ſoixante ans qu'avoient duré les guerres civiles. Auguſte rendit une Ordonnance toute contraire, & par laquelle il ne fut permis d'embraſſer l'état militaire que pour la défenſe des frontieres, ou pour entrer dans les Gardes de Céſar. Il favoriſa de préférence l'agriculture, qui attacha le peuple aux terres en friche, & qui le convainquit qu'il n'étoit pas néceſſaire de prendre le parti des armes pour ſubſiſter. Le

peuple trouva de grands avantages à s'adonner à l'agriculture, qui fut le principal objet qui fixa l'attention d'Auguſte, lorſqu'il ſe vit poſſeſſeur de l'Empire. Par ce moyen il encouragea le mariage & la population ; il écarta les idées guerrieres & ſéditieuſes. En aſſurant la tranquillité de l'Empire, il devint, par ſes ſages & prudentes meſures, le véritable maître de Rome, & la paix univerſelle le fit Deſpote abſolu dans le Palais des Céſars.

Quand on vante Auguſte d'avoir rappellé en Italie le ſiecle d'or, on peut penſer qu'il n'avoit fait goûter au peuple les douceurs & les plaiſirs, qui ſont les fruits de la paix & de l'abondance, que pour mieux anéantir dans l'eſprit des particuliers toute entrepriſe téméraire & dangereuſe : il ſe ſervit des charmes & des progrès de l'agriculture, ainſi que pluſieurs Rois ſe ſont ſervis depuis, pour captiver une nation, des divertiſſemens continuels du peuple, & de ces ſpectacles multipliés, qui fixent l'attention publique ſur des objets agréables & futiles.

Ce ne sont pas ceux qui cultivent leur héritage, qui habitent de belles maisons de campagne, ou des villes opulentes, qui songent à la guerre civile. De paisibles jouissances rendent les hommes sensés, & ils s'apperçoivent facilement qu'il leur est bien plus facile de féconder leur propriété, & d'augmenter leur opulence par la paix, que par une guerre ruineuse & incertaine.

Voilà ce qui a consolidé la puissance d'Auguste, ce qui a aboli toute égalité entre lui & le reste de la Noblesse, & ce qui consolidera toute autorité qui, ne passant point les bornes de la modération, sera d'autant plus forte & d'autant plus respectée.

C'est en liant les hommes à la culture & à l'abondance, que la souveraineté jouira de toute sa plénitude, qu'une nation se trouvera tout-à-la-fois soumise & paisible; c'est ce que Tacite dépeint si bien : *Cunctos dulcedine otii pellexit*; c'est ce que Patercule exprime : *Certa cuique rerum suarum possessio.*

Eadem Magistratuum vocabula, dit Tacite : le peuple tient aux titres, il faut laisser les

titres aux Magiſtratures anciennes; le peuple n'approfondit jamais aſſez les choſes pour s'appercevoir des changemens qui arrivent, auſſi long-tems qu'on ne change point les dénominations.

Tibere qui fit mourir, ſous prétexte de lèſe-Majeſté, & avec les formes ordinaires de la Juſtice, les deſcendans des Patriciens, qui avoient plié ſous le joug d'Auguſte, ne cauſa aucun mécontentement parmi le peuple Romain : le peuple diſoit, c'eſt le *Sénat* qui a prononcé leur jugement ſelon la loi. Caligula mépriſant la loi, ordonnoit ſeulement àſes gardes d'aſſaſſiner les Patriciens qui lui avoient déplu. Tibere mourut tranquillement dans ſon lit, & Caligula fut tué par un Capitaine de ſa garde, en donnant la conſigne.

Ce ſont les deſpotes inhabiles qui ont voulu ſe ſervir de la force militaire ſans prétexter la loi : ainſi la petite demande de dix ſchelins que Charles I fit ſans un ordre du Parlement, amena la tête de ce Prince imprudent ſous la hache du bourreau.

CHAPITRE XXXVIII.

Des limites d'un Empire.

QUELLE doit être la grandeur d'un Etat pour prêter davantage à la mesure de la félicité publique ? Des Empires d'une vaste étendue sont sujets au démembrement ; d'autres plus heureusement bornés, en sont plus forts & plus robustes.

Rome devoit tomber sous le poids de sa grandeur ; l'Espagne avec ses colonies s'est épuisée. L'Empire Russe ne se soutiendra pas un siecle & demi sur sa base démesurée, quoique ce soit un pays d'esclaves. L'Angleterre a perdu ses colonies ; & le tems, indépendamment de tout autre motif, auroit seul amené la révolution ; mais un petit Etat est toujours moins heureux qu'un grand, proportion gardée. Un grand arbre pompe le suc de la terre pour nourrir ses branches ; les Arbustes se dessechent d'eux-mêmes.

Le plus grand phénomene politique qui exiſte, c'eſt la baſe du Gouvernement de la Chine. L'Empereur, dit-on, diſpoſe de la *vie* & de la *mort* de *deux cent millions d'habitans*. Quelle force centrale peut mouvoir une auſſi vaſte machine! Abus des termes; ce deſpotiſme même vertueux n'exiſte pas tel qu'on nous le peint; cela eſt impoſſible. Deux cent millions d'hommes n'obéiſſent pas excluſivement à un ſeul homme. Je ne crois pas aux vertus d'un peuple régi de cette maniere. Il faut qu'il ſoit indolent, demi ſtupide, apathique ou ſuperſtitieuſement avili, pour ſuivre éternellement les mêmes mœurs, les mêmes uſages. C'eſt un peuple à part.

Mais quatorze mille Mandarins lettrés forment la partie qui enſeigne, & comme ils ſont tout-à-la-fois Profeſſeurs de morale, Gouverneurs des villes & Membres des Tribunaux de Juſtice, je conçois que c'eſt ce corps éclairé qui éloigne les maux du deſpotiſme; & d'ailleurs l'autorité arbitraire de l'Empereur doit ſe fondre, ſe perdre, & ſe perd effectivement dans cette immenſité de

ſujets : il n'a plus que la force de conſolider par la ſageſſe & par la juſtice, les membres éloignés de cet énorme corps politique ; ſuivons :

Un ſeul arpent de terre, planté de riz, nourrit juſqu'à huit payſans Chinois, tandis qu'il faut en Europe quatre arpens de terre pour l'entretien d'un ſeul payſan. La facilité de la vie doit encore amortir le deſpotiſme, car les richeſſes de l'agriculture ſeront toujours les armes les plus puiſſantes contre la tyrannie.

Voici l'avantage des grands Etats ; c'eſt que le Gouvernement qui, ordinairement eſt riche, vient au ſecours de la ſociété ; c'eſt qu'il entreprend des ouvrages publics par-tout où l'utilité le demande ; c'eſt que les canaux, les chemins, les édifices naiſſent en foule, & que ces entrepriſes conçues avec grandeur facilitent les communications, & forment des établiſſemens conformes au bien commun. Le degré de puiſſance n'eſt pas toujours celui de proſpérité, je le ſais ; mais dès que le jeu de la machine politique aug-

mente, les arts s'engendrent les uns des autres, & l'émulation, chaque jour éguillonnée, prend toute son intensité.

C'est parmi les mouvemens d'un grand peuple que l'industrie du travailleur répond complettement à la fantaisie du consommateur. L'action du Gouvernement par l'enchaînement des forces amene l'opulence. Les connoissances que tant d'hommes possedent tournent au profit général. Le nombre d'hommes augmente presqu'à l'infini les services que l'on tire des choses. Une plus grande quantité de matiere est mise en œuvre, & les jouissances diverses reproduisent tout à-la-fois les commodités réelles & les commodités de fantaisies, car pour avoir le nécessaire, il faut posséder le superflu.

C'est donc le bonheur d'un peuple qui fait encore sa puissance. Vous ne pouvez le séparer aujourd'hui de l'état des arts & des progrès de l'esprit. Or, il faut un grand pays pour ouvrager beaucoup de substances diverses; & plusieurs jouissances ne deviennent familieres & communes que parmi un très-

grand nombre d'hommes qui communiquent beaucoup entre eux. Les inventions du génie n'auront tout leur essor que quand la grande consommation sera toute prête pour payer les travaux utiles & fantasques, indivisibles pour ainsi dire. Les uns & les autres sont devenus des besoins; & comme ils contribuent à rendre l'existence plus douce, la politique ordonne que tous les goûts soient favorisés pour la plus grande prospérité de l'Empire.

Un grand Etat ensuite établit plus sûrement sa conservation physique. Les fléaux de la Nature, quelque désastreux qu'on les suppose, n'en attaquent jamais qu'une partie. La guerre, la peste, la famine sont combattues ou atténuées par des soins vastes, intelligens, & par des efforts réunis. La Province qui souffre trouve des secours dans la Province voisine; les remedes, les alimens sont versés, préviennent de plus grands ravages, & réparent quelquefois les pertes.

Un grand Etat repose encore par sa masse, & devient inattaquable: les armes ennemies l'entament, mais ne le décomposent point.

L'Empire François doit sa permanence à sa masse qui repousse les voisins & sans un grand effort. Le Royaume subsiste au centre des jalousies les plus ardentes, parce que son étendue fait le salut de l'Etat. Or, la progression de la puissance, lorsque les hommes abondent, augmente considérablement parce que la quantité des moyens qu'on peut, créer devient incalculable.

Voilà du moins le fléau de la guerre constamment repoussé du centre vers les extrémités. Le centre est tranquille, & il faut sortir des bornes du vraisemblable pour supposer qu'on puisse morceler tout-à-coup un grand Empire. Il a une réaction forte, des ressources infinies; il vomit contre l'agresseur une immense quantité d'armes, de munitions de guerre, parce qu'il est maître d'un grand terrein. L'ennemi use sa fortune avant de l'épuiser. Des revers ne suffisent même point pour l'assujetir: des forces puissantes sortent des fibres les plus cachées, & l'Empire se régénere, lorsqu'on croit ses parties séparées ou coupées.

Il eſt vrai que le deſpotiſme & (ce qui lui reſſemble ſi bien) la Monarchie illimitée, s'aſſied tout naturellement au milieu d'un grand Empire, mais c'eſt lorſque celui-ci n'eſt point éclairé ; lorſqu'il rejette conſtamment une ſage conſtitution ; lorſqu'il ne veille point ſur les affaires publiques, car elles ne proſperent en aucun pays qu'en raiſon des lumieres générales. Alors le deſpotiſme s'exerce par le conſentement de tous : mais comme la force des loix n'a jamais un aſcendant plus aſſuré, une majeſté plus convaincante que lorſqu'elles s'exercent ſur une nation plus nombreuſe, il ne tient qu'à celle-ci d'adopter une bonne conſtitution de Gouvernement ; car le reſſort généreux eſt dans ſon propre ſein, & elle peut réaliſer les forces qu'il lui eſt facile de tirer de l'étendue de ſes poſſeſſions.

Un heureux Gouvernement politique, nous nous plaiſons à le répéter, ne ſe forme pas de lui-même : il faut le méditer ; il eſt le produit de la ſageſſe. Les baſes ſont plus difficiles à poſer dans un grand Etat. Un grand

accroiſſement exige une ſcience plus profonde. Toutes les formes de Gouvernement ont été calculées jadis pour de petits peuples. Le progrès des nations néceſſite évidemment le progrès des lumieres : la légiſlation fondamentale, en embraſſant une large ſurface, exige de meilleures loix, une plus habile Adminiſtration, des vues plus détaillées, parce que les difficultés naiſſent dans un vaſte domaine, tandis qu'elles ſeront preſque nulles, lorſqu'il ſera petit ou morcelé.

Cependant il eſt des limites ; & quand les Etats les dépaſſent, le relâchement ou l'inertie s'emparent de ces vaſtes corps, & ils fléchiſſent d'eux-mêmes, comme ces cordes longues qui ne ſont jamais tendues & qui offrent toujours une courbure conſidérable. Voilà ce qui explique comment la Chine fut conquiſe par cinq à ſix mille Tartares ; comment les Péruviens & les Mexicains furent exterminés par quatre à cinq cents Eſpagnols, & l'immenſe Empire des Perſes renverſé par trente mille Macédoniens.

Ces Etats démeſurés admettent le deſpo-

tiſme, non par leur nature, mais parce qu'il n'y a là ni communication, ni rapport, ni activité, que toutes les facultés humaines dorment chez les ſujets. Alors une dévaſtation graduelle, fondée ſur l'ignorance, s'établit & ſe maintient par la déſunion des parties.

Mais il n'en réſulte pas que les grands Empires ne puiſſent être gouvernés que *deſpotiquement*, afin de prendre les mots reçus. Toute nation qui néglige les matieres publiques ſe punit elle-même de l'abnégation où elle ſe précipite; elle renonce à la proſpérité, & d'autant plus qu'elle a mis en oubli ſes forces réelles. Elle auroit pu être un corps formidable, contre lequel ſeroient venus ſe briſer les téméraires qui n'auroient pas craint de le heurter; mais quand dans un grand état les eſprits ſont montés à trouver de l'avantage dans la ſervitude, elle peſe doublement; & c'eſt la juſte punition d'une lâcheté d'autant plus coupable, que le courage ſeroit devenu plus facile, vu le nombre d'hommes qui ſupportent l'oppreſſion & le malheur.

La balance ou l'équilibre de l'Europe eſt un mot peu ſuſceptible de démonſtration ; mais cette idée ſert du moins à empêcher trois Etats d'une certaine étendue de ſe réunir contre un quatrieme. Il faudroit pouvoir calculer les cauſes ſecondes avec les cauſes premieres, pour que l'évaluation fût juſte : comme il y a impoſſibilité, le méchaniſme politique ſe borne à empêcher la réunion de pluſieurs contre un.

Voilà donc une idée ſalutaire & précieuſe, & qui ne laiſſe pas que de mettre un frein au choc des Empires. Il eſt certain qu'une vaſte Puiſſance, ébranlée juſqu'en ſes fondemens, ne laiſſeroit pas aux autres Etats leur à-plomb & leur repos.

L'idée de l'équilibre s'oppoſe au dépouillement ou au trop grand affoibliſſement d'une Puiſſance, & la raiſon fait ce calcul, quoiqu'il lui ſoit impoſſible de le prouver géométriquement.

Ces forces à-peu-près égales qui ſe balancent, quoiqu'elles manquent d'un centre, en donnant l'idée du calme, ouvrent à l'ima-

gination plus active encore que la raison ; tous les inconvéniens qui, par contre-coup, pourroient résulter de la rupture de l'équilibre.

Ainsi, ce qui maintient dans un Royaume un ordre particulier, (c'est-à-dire, la crainte que les différens corps de l'Etat ne viennent à se heurter) entretient dans l'Europe une espece de repos, & l'ambition est allarmée quand elle veut rompre la balance ; parce qu'elle ne sauroit estimer le produit définitif de la commotion.

Tout ce qui peut assurer la concorde entre toutes les nations, même les idées les plus romanesques, est bon, essentiellement bon, & toutes les déclamations contre la guerre, les injures dites collectivement aux grands corps militaires, toutes ces phrases éparses disent en derniere analyse aux hommes, qu'ils ne sont point assurément formés pour s'entre-détruire à la voix de tel Monarque. Les soldats n'entendent rien à ces phrases, mais les chefs des nations en sentent mieux la vérité,

& le déclamateur ſert la cauſe du genre humain. *Nulla actio ſine reactione.*

La balance du pouvoir eſt une phraſe moderne, mais la choſe exiſtoit chez les anciens. La ligue des républiques Grecques, la jalouſie contre Athènes, les débats entre les ſucceſſeurs d'Alexandre, les partages à-peu-près égaux qu'ils firent après la mort du fameux conquérant, le côté le plus foible ſoutenu par les foibles, tout prouve que les républiques Grecques, par raiſonnement ou par inſtinct, ſurent conſerver la balance.

L'Empire Romain eut une prodigieuſe étendue; mais Carthage fut encore le contrepoids de la grande Puiſſance.

Le plus terrible danger pour le genre humain ne ſeroit il pas de ſe trouver expoſé à la force terrible & prépondérante d'une Monarchie univerſelle? Le maître de tant de Royaumes n'abuſeroit-il pas néceſſairement par lui ou par ſes vice-Rois? Ne naîtroit-il pas de ce Souverain giganteſque, une violente & ſuperbe race qui éteindroit ſucceſſivement

vement les libertés de l'Europe ? La maiſon d'Autriche, ſi terrible à l'univers, n'a-t-elle pas donné un échantillon des maux incalculables que produiroit dans le monde une Monarchie univerſelle, tant il faut que les Etats ſoient limités, & qu'ils ſe craignent l'un l'autre pour que l'harmonie ſe manifeſte, & que la liberté publique trouve un rempart de côté ou d'autre.

Les énormes Souverains ne peuvent être contenus que par la crainte de voir leurs poſſeſſions entamées, parce qu'ils ſentent confuſément que la breche ouverte eſt l'étincelle qui pourroit propager l'incendie.

L'Angleterre a figuré ſur le globe, comme une Puiſſance gardienne des libertés générales de l'Europe, & ſous ce point-de-vue, on peut dire qu'elle a été la patronne du genre humain; car ſans elle la France ou l'Eſpagne auroit pris, depuis plus d'un ſiecle, une entiere aſcendance ſur l'Europe, & du moins la liberté religieuſe auroit été détruite.

L'équilibre de l'Europe, fût-il un ſonge, donne à chaque Etat la perſuaſion de ſa

sûreté personnelle. Les petites républiques n'existent qu'à l'abri de cette théorie ; mais il est à croire que la confédération générale de toutes les puissances de l'Europe nuiroit plus aux libertés particulieres du genre humain, que ces oppositions d'Etat à Etat qui empêchent le flux & le reflux des peuples, & fondent les privileges de chaque principauté sur une résistance égale. Déjà la ligue de certains Rois a fait voir combien pouvoit devenir préjudiciable cette union qui pese toujours sur la partie la plus libre des nations Européennes.

J'aime à voir de petits Etats informes s'imaginer de bonne foi qu'ils font ou qu'ils peuvent faire poids dans cette balance. Leur chimere retarde la fonte qui donneroit au despotisme les armes les plus formidables, & qui, à la lettre, étoufferoit le genre humain sous une ou sous plusieurs mains, ce qui revient au même pour l'énormité du désastre ; car les Etats qui ont passé certaine proportion sont tous préparés pour recevoir le despotisme ; problême insoluble, que plus

il y a d'hommes dans un Etat, plus ils ſont diſpoſés à la ſervitude. C'eſt que le poids central, néceſſairement plus fort, au lieu d'être une force purement défenſive, devient par ſa nature, offenſive, puis oppreſſive.

Que l'Europe ne forme qu'une ſeule & même ſociété, c'eſt une ſpéculation admirable; mais quand un Etre ſurnaturel deſcendra des hauteurs du firmament pour s'aſſeoir ſur un trône, alors j'admettrai qu'il faut rompre le ſyſtême de la balance qui laiſſe ſubſiſter une utile diviſion, malgré les guerres qui en ſont la ſuite; parce que l'eſclavage n'eſt pas préférable aux horreurs des combats qui, après tout, ont leur treve & leur terme.

Nous ne parlerons pas de la balance du commerce, matiere qui prête encore à de plus grandes erreurs, & qui n'entre point dans notre ſujet. Les Rois ont fait la guerre en grand pour le commerce; les ſoldats du dix-huitieme ſiecle ſe ſont battus pour les Négocians; & puis les Rois oubliant tant

d'efforts & tant de ſang verſé, ont gêné & vexé le commerce dans l'intérieur de leurs Etats; ce qui paroîtroit inconcevable, ſi la cupidité momentanée ne faiſoit pas oublier des avantages plus durables. La fable de la poule aux œufs d'or eſt l'emblême de la politique des cabinets.

CHAPITRE XXXIX.

Colonies.

A MESURE que les frontieres d'un Etat sont plus reculées, le Gouvernement formé sur le modele de l'Etat domestique dégénere ; car celui-ci n'appartient qu'à une Monarchie naissante & resserrée dans d'étroites limites.

C'est dans la minorité des enfans, que l'autorité paternelle a pleinement lieu ; sont-ils une fois majeurs, ils deviennent chefs de famille à leur tour, & le pere n'a plus sur eux le même pouvoir.

Ainsi quand un Etat a jetté au loin des colonies, ou que, par la jonction de plusieurs provinces étrangeres, il s'est accru en forces & en richesses, ces colonies ou ces provinces, dès qu'elles peuvent se maintenir elles-mêmes, sont tentées, par leur éloignement, de se

ſouſtraire à l'autorité ſouveraine. Il eſt plus difficile de diriger le cours d'un grand fleuve, & d'en arrêter la rapidité dans les endroits qui ſont les plus proches de ſon embouchure, que lorſqu'on travaille à ſa ſource : ainſi les débats des colonies, & les ſéditions des provinces éloignées, coûtent toujours plus de peines au Souverain, & il a beſoin de tout ſon art, & de toute ſa vigueur, pour veiller au maintien de la tranquillité & de l'abondance ; encore malgré l'exécution, la plus vigoureuſe des loix, & malgré la police la plus exacte, les colonies échappent-elles aux mains des Monarques, d'abord, à raiſon de la diſtance, enſuite, parce qu'il eſt dans la nature des peuples de reprendre autant de pouvoir qu'ils en ont accordé, quand ils trouvent l'occaſion favorable.

Eh ! n'eſt-ce pas un effort violent, extraordinaire, que de faire obéir l'homme au delà de la barriere des mers, dans un autre hémiſphere ? L'Amérique eſt-elle donc faite pour l'Europe ? Placée ſous d'autres cieux,

l'Amérique n'eſt point dans nos limites naturelles : l'Européen dégénere ſur ſon climat ; ſes champs nous ſervent de tombe, ſes productions ſont preſque des poiſons pour nous. Qu'il en coûte pour avoir des ſujets équivoques !

Ce ſeroit une choſe curieuſe à conſidérer, que les cauſes exiſtantes, mais inviſibles, de tous les événemens politiques, que nous couvrons du mot *haſard*, comme on cache un abîme qu'on ne peut ſonder ſans en être étourdi.

La guerre cruelle que les Anglois ont faite aux Américains ſur les côtes de la mer, dont ils étoient les maîtres, ont porté les citoyens dans l'intérieur des terres, & la population a reçu un accroiſſement rapide & avantageux de cette tranſplantation forcée. Des terreins qui ſeroient reſtés incultes, ont été remués par la bêche & par le ſoc de la charrue à la ſuite des excurſions déprédatoires faites à l'embouchure des rivieres, & l'ennemi a fait plus de bien aux colons Américains, qu'ils

ne s'en feroient fait à eux-mêmes.

Ce qu'il y a de plus difficile, c'eſt d'aſſujettir les événemens qui naiſſent les uns des autres aux calculs de la politique. A quoi tenoit l'indépendance Américaine ? Plus ou moins retardée, elle devenoit, pour ainſi dire, nulle dans ſes grands effets ; & quelle réaction n'aura pas la liberté du nouveau monde ſur l'ancien ? Il n'y a point de vues aſſez profondes pour eſtimer quels ſeront un jour les rapports des Etats-Unis, ſoit entre eux, ſoit avec les autres nations. Comme il regne la plus grande incertitude dans ces calculs éventuels, la plus grande des préſomptions ſeroit de vouloir donner une phyſionomie à l'avenir. En s'attachant aux mœurs & aux habitudes, au caractere du ſol, on peut bien entrevoir que ce qui ſera, participera de ce qui a été, mais le choc politique ne ſauroit être apperçu. Plus on lit l'hiſtoire, plus on ſuit l'entrelaſſement inexplicable des faits, plus auſſi on juge que la politique eſt la ſcience du moment ; qu'il faut attendre le premier jeu de la

machine, au lieu de vouloir le deviner. La politique eſt l'art de juger les mouvemens imperceptibles comme les mouvemens réels ; mais ſi elle frappe le coup avant le tems précis, elle perd ſa force, & elle brouille ſa marche pour long-tems.

CHAPITRE XL.

Point central.

Le Gouvernement doit être un, c'eſt-à-dire que le Souverain doit être reconnu ſans partage & ſans équivoque. Le principe d'unité eſt de rigueur, & tellement de rigueur, que le Monarque qui a abdiqué en faveur de ſon fils, n'eſt plus, quand il veut reſſaiſir l'autorité ſouveraine, qu'un ſujet révolté contre ſon Roi. Le fils a le droit alors de le punir comme un parjure ; ainſi Victor-Amédée voulant remonter ſur le trône, fut traité comme un conſpirateur, & ſon fils le tint légitimement enfermé le reſte de ſes jours.

L'intérêt du gouvernement l'emporte ici ſur les liens du ſang & ſur les loix de la nature. Le pere eſt ſoumis au légitime Monarque, parce qu'il ne faut qu'un Souverain dans un Etat.

Par le même principe, le Souverain eſt lié

invinciblement à l'Etat qu'il doit gouverner : il ne peut briſer, au gré de ſon caprice, le pacte qui l'oblige à régner. Cette loi eſt fondée ſur le danger qu'il y auroit pour les peuples à voir l'autorité ſe partager ; ce qui ſeroit le plus grand des vices politiques.

Ce n'eſt pas pour cela que les peuples ſoient néceſſairement attachés à un individu plutôt qu'à un autre : la volonté générale eſt toujours la premiere loi ; mais il importe aux nations qu'il n'y ait point de trouble pour un ſujet auſſi important.

Les loix extrêmes réuſſiſſent dans la haute politique : l'obligation d'obéir ſuppoſe l'obligation de régner. D'un autre côté, Céſar & Charles I devoient tomber pour avoir pouſſé trop loin la Royauté.

Le cas où un Souverain peut abdiquer eſt très-rare. Il n'a d'autre excuſe à donner, que de dire à la nation : Je manque totalement d'intelligence ; je n'ai pas même la reſſource du choix des Miniſtres ; permettez, honorables ſujets, que je vive en homme privé. Cet aveu héroïque rendroit une abdi-

cation plus honorable, que toutes celles que l'hiſtoire nous offre.

Mais abandonner un peuple qui vous a inſtitué ſon Chef, ôter au Gouvernement ſon aſſiette, c'eſt trahir la confiance des ſujets, & les livrer à des calamités nationales. Y a-t-il un ſpectacle plus honteux, que de voir Henri III ſe dérober furtivement, ſe ſauver de ſa capitale, & jetter ſa Couronne pour en prendre une autre plus riche & plus éclatante ? Quelle infraction à des ſermens ſolemnels, quelle plus grande marque de mépris un Monarque pouvoit-il donner a ſon peuple ? Si Henri III avoit été ratrapé, la nation n'eût elle pas été en droit de lui faire ſon procès ; car tous les engagemens ſont reſpectifs.

Le chagrin, le dégoût, la légéreté d'eſprit ont fait deſcendre du Trône pluſieurs Souverains, qui furent tourmentés enſuite par les plus violens regrets, comme ſi rien ne remplaçoit dans une ame humaine l'honneur de ſe trouver à la tête d'un grand peuple.

Auſſi la perſonne des Rois doit-elle être éminemment reſpectée, comme la partie du Gouvernement la plus eſſentielle au repos & à l'ordre général. C'eſt l'individu qui anéantit toutes les vues poſſibles d'ambition exaltée, aveugle ou forcenée. Ainſi les fous, les inſenſés, les maniaques, quand ils portent leurs attentats ſur la perſonne du Souverain, ne ſont pas excuſés, à cauſe du grand intérêt de l'Etat. Il paroît d'abord extravagant de punir un homme en démence; mais ici la politique exige ce que la raiſon condamne ailleurs.

Enfin, ce qui conſtitue le Souverain dans un Etat, doit offrir des regles ſûres, conſtantes & invariables : voilà pourquoi on voit régner en France un enfant de quatorze ans, & la raiſon politique le veut ainſi, pour l'éloignement de plus grands maux.

Un Prince d'Afrique eſt aſſaſſiné au milieu de ſon armée, ſans qu'elle s'en doute. Trois conſpirateurs ſuffiſent pour détrôner le Souverain. Le meurtrier s'aſſied ſur le trône qu'il a enſanglanté, & l'armée le reconnoît. Pour-

quoi ? Parce qu'elle a beſoin d'un chef. Peu lui importe la tête du Gouvernement, pourvu que coupée ou tombée, elle ſe régénere. Cette armée ſait, par expérience, qu'un lâche ne prendra pas la place d'un homme brave, & que l'homme indigne du rang ſuprême ne le gardera pas long-tems. Il fait tout trembler, mais lui même eſt ſoumis au poignard. Voilà une forme de Gouvernement bien imparfaite ; mais des peuples nombreux ont vécu & vivent encore ſous un tel Gouvernement.

CHAPITRE XLI.

Des Reines.

QUAND l'immenſité d'un Etat exige une force motrice conſidérable, un point central & peſant, & qu'un trône deſpotique ſe place de lui même au milieu d'un vaſte Empire, alors il eſt à déſirer que le Deſpote ſoit une *femme*; parce que la pitié naturelle à ce ſexe répugne aux exécutions terribles & ſanglantes; parce qu'une femme adoucira la férocité du Gouvernement. L'eſclave rougira moins enſuite de s'humilier devant elle; l'obéiſſance ſe confondra avec l'aſcendant que le Ciel a voulu donner aux femmes, & tous les ſujets ſe déguiſant leur ſervitude, prendront le rôle d'adorateurs.

Les femmes ſont très-bien placées encore dans une République telle que l'Angleterre, parce que le Monarque n'étant là qu'une piece dans la machine, qu'importe le ſexe?

mais dans une Monarchie, il paroît qu'une femme seroit déplacée.

En Russie une femme gouverne, & les femmes ne jouissent d'aucune considération. En France les femmes sont exclues du trône; elles régissent l'intérieur des maisons, & très-souvent les affaires politiques. Que n'ont point fait les Maitresses de nos Rois? Combien de Régences sous les deux derniers regnes!

CHAPITRE XLII.

Des grands Etats.

Les grands Etats se soutiennent par leur propre masse, & voilà pourquoi ils abusent plus que les autres. Les grands Empires font de grandes fautes, plus impunément que les petits Etats n'en font de petites. Les grands Empires enfantent nécessairement quelques grands hommes, & il ne faut qu'un personnage à telle époque pour rendre le lustre à un grand Royaume. Les grands Etats se passent même quelquefois de grands hommes; car quand le Monarque ne soutient pas l'Empire, l'Empire soutient le Monarque.

Après les malheureuses journées d'Hochstet, de Ramillies, de Malplaquet, le Royaume sembloit toucher à sa ruine; deux ans après il n'y paroissoit plus. Les Empires d'une vaste étendue auront toujours des ressources proportionnelles, & il n'y aura qu'une suite mal-

tipliée d'erreurs absurdes qui pourra leur porter un coup mortel.

Et c'est un grand malheur qu'ils ne puissent porter la peine de leurs fautes ; car les citoyens peuvent être long-tems malheureux, long-tems souffrir, & l'Empire n'en subsister pas moins, en opposant son énorme masse pour rempart : tel Royaume survit aux sujets qu'il renferme. Telle est la plus grande calamité politique qui puisse affliger le genre humain.

Les forces d'un Etat comme celles d'un individu ne sont que relatives ; ainsi les petits Etats peuvent avoir un degré de force & de puissance assez considérable selon leur position, & sur-tout d'après leur commerce.

Un Etat qui gêne l'industrie des citoyens, qui resserre l'exercice des arts & les différentes branches de commerce par des prohibitions éternelles, qui assujettit les Manufacturiers à différentes taxes, perd sa force & sa grandeur, si l'Etat voisin écarte ces loix gênantes & laisse le nombre de Vendeurs en tout genre se multiplier librement ; car plus

il y a de vendeurs, plus il y a d'acheteurs. L'abondance de toute espece de marchandises favorise la consommation, & la consommation sera toujours le gage le plus assuré de la reproduction.

L'Etat qui veut jouir de toutes ses forces, doit laisser l'activité des hommes opérer en liberté, & tout pays où le commerce est hérissé de douanes, ne pourra jamais l'égaliser avec celui des Etats voisins. Que l'argent repose le moins qu'il sera possible, que les ventes soient fréquentes par une circulation rapide & continuelle; c'est la circulation qui donnera à un pays des avantages particuliers, & ceux même que la nature lui avoit refusés.

CHAPITRE XLIII.

D'un Etat trop étroit.

La politique ne pouvant établir une égalité réelle dans la fortune de ſes citoyens ; écarte, comme par inſtinct, le Gouvernement populaire. En vain de petites Républiques ont imaginé que le peuple ne pouvoit pas ceſſer d'être libre : il y a une marche invincible, ſur-tout dans les Etats modernes, où le commerce modifie ſi promptement les membres d'une même ſociété. Plus elle eſt petite, plus l'altération devient inévitable. Les citoyens pauvres doivent être néceſſairement ſoumis aux citoyens riches : ces petites Républiques, après avoir excité quelques orages inutiles, tombent dans tous les piéges qui leur ſont offerts.

Le comble de la déraiſon dans un Etat

Lilliputien, c'eſt de croire qu'il regagnera par la force, ce qu'on a refuſé d'abord à ſes réclamations. C'eſt alors que le peuple s'aveugle, quand il s'imagine devoir ou pouvoir poſſéder la principale puiſſance, parce qu'il eſt beaucoup plus nombreux que le parti des riches.

Un peuple pauvre n'a d'autres armes que ſes plaintes & ſes gémiſſemens continus. Il faut qu'il laſſe & qu'il fatigue ſes adverſaires à la maniere des infortunés & des mendians.

Si, en dernier lieu, le peuple de Geneve avoit ſoutenu *la guerre de plume*, s'il n'étoit pas ſorti du cercle des brochures & des pamphlets, s'il avoit continué à métaphyſiquer la politique avec la même opiniâtreté, il auroit laſſé le parti adverſe, il auroit tout obtenu, même en diſputant d'une maniere inintelligible. Mais au lieu d'argumenter dans les cercles juſqu'à extinction de chaleur naturelle, le peuple horloger a pris ſon fuſil & eſt monté ſur ſes remparts vermoulus. Cette attitude ridicule lui a fait plus de tort

que tous ſes argumens metaphyſico-politiques n'auroient pu lui faire de bien. C'étoit un enfant qui avoit pris une lance dont il alloit ſe bleſſer, & qui avoit mis ſur ſa tête un caſque qui alloit l'étouffer. Les puiſſans, c'eſt à-dire les riches, lui ont ôté ſon arſenal d'emprunt, & tout a fini par ce mot plein de ſens, de juſteſſe & de vérité. *Tempête dans un verre d'eau.*

L'Ariſtocratie, ſur-tout quand elle eſt renfermée dans une ville, eſt plus injuſte & plus déſeſpérante que le deſpotiſme. On n'a ſous celui-ci qu'un maître, & l'égalité conſole. On partage avec quinze ou vingt millions d'hommes le nom de ſujet : on appartient à un majeſtueux Monarque ; mais dépendre des Grands, dans un canton, dans un circuit, dans une ville, ſans eſpérance que l'égalité puiſſe jamais renaître, voir l'indépendance altiere de pluſieurs ſe propager, ſe ſentir avili par des hommes perpétuellement inquiets, qui vous marchandent juſqu'au domicile, être témoin d'une ligue of-

fenſive du très-petit nombre, qui ſe partage tranquillement toutes les richeſſes, & qui courbe la multitude ſous ſon joug, en lui accordant toutefois du pain, ce qu'elle ne manque pas de faire ſonner bien haut, c'eſt le comble du malheur & de l'outrage.

CHAPITRE XLIV.

Vices deſtructeurs.

Les vices intérieurs qui rongent un grand Etat, ſont la diſſipation des deniers publics, les dons immodérés & l'inobſervation des loix. Si le corps militaire épuiſe les tréſors, ſi la Nobleſſe exige des prodigalités, ſi les grands ont l'art d'obtenir une juſtice particuliere, voilà des plaies incurables qui deſſechent un beau Royaume, & qui détruiſent les admirables effets d'un enthouſiaſme brillant, & d'une valeur héroïque.

Auguſte entretenoit quarante légions pour douze millions par an. Le ſecret de cet Empereur eſt perdu. Les mauvais Rois ont été ceux qui ont le plus donné, parce qu'ils ſe ſont vus propriétaires des deniers publics.

Le plus grand défaut de la Monarchie, c'eſt de ne point donner aſſez d'application à l'intérieur du Royaume, pour faire triompher

le

le Roi au-dehors. Auſſi la perfection de ce Gouvernement ſe trouveroit dans les aſſemblées provinciales qui vivifieroient les parties les plus éloignées, allégeroient le fardeau des impôts, & rendroient au peuple le courage de former ſes plaintes & ſes demandes.

Quand l'Adminiſtration eſt diviſée en pluſieurs départemens indépendans les uns des autres, alors ils ſe croiſent & s'entrechoquent dans leurs opérations, faute d'un principe d'unité. Les regles y changent à chaque inſtant : des loix particulieres émanent de chaque Bureau ; on ne ſait qui les fait ; l'autorité y eſt toujours prohibitive, parce que rien ne s'accorde mieux avec l'ignorance & la pareſſe : on ne ſait enfin où eſt le Gouvernement ; chacun s'empare du pouvoir légiſlatif & étend ſes bornes. On n'entend plus ces débats publics, qui annoncent que les eſprits ſont dans une ſalutaire agitation, & veulent faire proſpérer le Gouvernement : le déſordre du jour, l'incertitude du lende-

main banniſſent la confiance. Le citoyen tremble pour ſes propriétés, parce qu'il ſent avec douleur qu'il ne peut plus y avoir de contrat. Alors l'Anarchie regne, & la ſourde rupture du contrat ſocial eſt plus dangereuſe que ſi les citoyens avoient le glaive en main.

CHAPITRE XLV.

Néceſſité d'un Chef à certains Etats.

PLUS un Etat eſt vaſte, plus il a beſoin d'un chef. Si les richeſſes qu'amene le commerce, ſe joignent à une grande population, l'union des parties devient encore plus néceſſaire; mais ſans un chef ſouverain, le corps reſtera ſans vie; lui ſeul peut ſe flatter d'amener, par la douceur & la perſuaſion, ces immenſes machines à l'unanimité, ſans de trop rudes frottemens.

Je me range de l'avis de ceux qui penſent que les treize Etats-Unis de l'Amérique auront beſoin d'un point central, d'une force unique qui lie les différentes conſtitutions d'une République fédérative. Les circonſtances phyſiques & morales de l'Amérique ſeptentrionales militent pour que ces Gouvernemens républicains prennent une tête Monarchique. On peut lier cet individu à la patrie,

& ce n'eſt pas aux Anglois que ce ſecret doit être étranger. C'eſt un uſurpateur qu'il faut craindre, & non un Roi à la puiſſance duquel on donne des limites; mais les Américains ont eu peur du mot *Roi*: ils ſe ſont épouvantés, parce que les mots régiſſent les hommes.

Les aſſemblées générales du Congrès ſeront toujours inſuffiſantes. Les orages inévitables, l'intérêt perſonnel d'un Etat qui ſe trouvera en oppoſition avec l'intérêt général ameneront un jour la Royauté, car la liberté peut ſubſiſter ſous le Magiſtrat de la république; & la premiere des erreurs ne ſeroit-elle pas d'oublier dans la légiſlation l'établiſſement du vrai Souverain: c'eſt ce qu'ont fait néanmoins les Américains; & cependant toutes les lumieres ſont formées pour établir le vrai caractere de la ſouveraineté, de maniere à ce qu'elle ſerve & à ce qu'elle ne nuiſe pas.

Les Etats-Unis de l'Amérique ſeptentrionale veulent des richeſſes. Qui mettra un frein à l'avidité, à la jalouſie reſpective de

plusieurs nations différentes? Qui s'opposera à l'audace de tout particulier puissant & ambitieux qui, à l'aide de l'inégalité extrême dans les fortunes, s'empareroit de telle ou telle Province?

Des Républiques qui donneront un jour une population de trente millions d'hommes, offrent une immensité qui nécessite une combinaison étendue. En créant un Roi dont le pouvoir sera rigoureusement limité, les Etats de l'Amérique préviendroient tous les malheurs dont ils sont menacés. Il est partout des Marius, des Sylla, des César & des Auguste. Ce ne sont pas les Rois légitimes, mais les Usurpateurs qui sont dangereux.

Aujourd'hui que les lumieres politiques sont répandues, on doit moins craindre le chef d'un Etat. Le despotisme ne s'étendra jamais dans ces régions immenses, parce qu'elles sont éclairées: & comme il est de la plus grande difficulté (pour ne pas dire impossible) d'établir un Congrès véritablement souverain, il seroit essentiel d'avoir

tout-de-suite un Roi. Qu'on l'appelle *Conservateur*, *Gouverneur*, *Protecteur*, il faut une tête à cette vaste étendue de Pays. Au lieu de la confédération de plusieurs Républiques, il falloit peut-être une seule République, mais toujours un chef défenseur. Je ne vois qu'un corps acéphale.

On répétera l'objection, qu'un individu périssable ne s'occupe que de lui & du présent; mais malgré la forme monarchique, on peut attacher cet individu à des loix Républicaines, & cela n'empêche point l'établissement d'un corps moral qui pense & se conduise comme un corps qui ne doit point périr. Un tel corps ne peut songer à lui qu'il ne songe à tous. Il doit nécessairement agir pour l'avenir : car il existera : mais par quel moyen le Congrès fera-t-il exécuter ses décisions? Est-ce par la force? Qui ne voit combien il est nécessaire d'établir l'autorité qui agisse en tout tems, qui voie tout, qui sache tout, & dont les ordres soient respectés, quand il s'agira du salut public? Or, qui remplira mieux ces conditions, qu'un Monarque vigilant & fidele?

Il s'agit de liberté, braves Américains ! Courez au réel, ne vous forgez point de fantômes. Un Monarque eſt ce qui vous convient, parce qu'il empêchera chez vous toutes diſſentions ; & le commerce doit les faire naître entre vous. Les Gouvernemens arbitraires ne peuvent plus exiſter, les lumieres s'y oppoſent ; & il ſera conſéquemment impoſſible à un Roi de nouvelle date de violer impunément les regles de la Juſtice, de mépriſer les Loix : elles ſeront toujours vivantes & au-deſſus de lui.

C'eſt le Monarque qui diſſipe les diviſions inteſtines, qui repouſſe les ennemis du dehors. Si, à un amour ſincere pour les vrais intérêts de l'Etat, il réunit des talens & de l'activité, c'eſt, pour la nation qu'il gouverne, une ſource de tranquillité & de bonheur.

La Souveraineté émane du peuple ; mais le peuple ne doit pas être Souverain. Le chef-d'œuvre de la politique, c'eſt d'avoir un Roi & de le faire ſervir à la liberté nationale. Cette grande opération n'eſt plus un myſ-

tere. Une ſociété puiſſante & éclairée ne doit point avoir les terreurs fondées ſur l'ignorance des premiers principes. Enfin, il ne s'agit pas de l'avenir, car il ne nous appartient pas. La politique ne doit calculer que pour un ſiecle ou deux ; or, point de doute que le Monarque, dont on aura créé le trône, ſi près de ſon origine, ne reſpecte la nation, & ne cherche à mériter ſon eſtime.

Que le peuple ſoit toujours ſouverain, & le ſeul ſouverain, comme dans l'état actuel des choſes, c'eſt la conſtitution la plus orageuſe & la plus inconſéquente qu'on puiſſe imaginer. Le peuple doit s'intéreſſer au Gouvernement, le ſurveiller, le redreſſer ; mais il faut que le Gouvernement ſoit tout autre que lui, puiſque ce même peuple doit obéir, & qu'il implique contradiction qu'il ſoit, tout à-la fois, gouvernant & gouverné.

La grandeur & l'inégalité des treize Provinces-Unies veulent un Monarque au centre des Etats, qui anime les extrêmes par des déciſions promptes. L'indépendance de l'Amérique ſeptentrionale demande une per-

ſonne revêtue de la puiſſance Souveraine, & ſur-tout du pouvoir exécuté; parce qu'il eſt aiſé d'entretenir la méſintelligence dans une République fédérative, & conſéquemment de la diſſoudre à raiſon de la diverſité des intérêts.

La véritable liberté repoſe ſur le Gouvernement monarchique tempéré, de maniere à s'aſſurer de la ſûreté particuliere de chaque individu. N'en ſoyez pas choqués, reſpectables enfans du grand Penn : travaillez à l'élévation d'un Souverain, & ſur-tout choiſiſſez-le parmi vous. Jamais plus grande entrepriſe ne s'eſt préſentée à l'eſprit & à l'expérience d'un légiſlateur. Il s'agit de donner des loix à un Etat immenſe, où le genre humain doit enfin figurer dans toute ſa dignité. Je ne vous dis pas d'enchaîner l'avenir, & de mettre vos ſyſtêmes à l'abri des changemens; mais empêchez que les ſyſtêmes des loix des Etats confedérés, & celui de la confédération ne ſe heurtent. Fixez le genre de Gouvernement propre à une nation

déjà parvenue à sa maturité. L'esprit de philosophie, après nous avoir guéris de beaucoup d'erreurs funestes à la société, doit nous guérir aujourd'hui de toutes les fausses notions qu'entraîne le mot *liberté*. Non: le mot de *Monarque* n'est pas synonime à celui de *Despote*; il en est véritablement l'opposé.

CHAPITRE XLVI.

De la Diſſolution des Etats

Les grandes ſociétés périſſent malgré tous les reſſorts de la politique, & l'appui des vrais patriotes; mais ces révolutions ſeront tardives, quand des principes vigilans accompagneront les grands Etats. Ils doivent tomber, parce qu'à des cauſes accidentelles, il ſe joint d'autres cauſes ſecrettes, que la Nature ménage pour renouveller la face de la terre. Quand il n'y auroit que la déclinaiſon du plan de l'écliptique, dont la combinaiſon, avec la force centrifuge, fait circuler la maſſe de l'océan autour du globe, qui ne voit que les conquêtes de la mer ſoumettront ſucceſſivement aux flots les climats les plus habités?

Tel eſt l'effet du *bras*, qui regle tout, qui ramene tout par un cercle inévitable, au point d'où il étoit parti.

Les trop vaſtes Etats ſe partageront néceſſairement en deux ; les Etats bien proportionnés auront une durée relative à leurs ſages limites.

Ici, la ſociété ſe déſunit ſans éclat, par le relâchement ou par l'extinction du caractere national imprudemment bleſſé par des Adminiſtrateurs ineptes ; là, elle périt dévaſtée par les barbares, ou mutilée par les conquérans. Ainſi, le chêne antique qui a vu tant d'oiſeaux nichés & mourir dans ſon feuillage, tombe, ſe deſſeche à ſon tour, & ſe réſout en pouſſiere.

Les grandes ſociétés ont leur enfance & leur décrépitude ; mais les politiques pourront diſtinguer ſi elles ſont dans le feu de la jeuneſſe, ou dans le refroidiſſement de la vieilleſſe, car dans la jeuneſſe elles agiſſent par un ſentiment vif ſans beaucoup diſſerter ; dans la vieilleſſe, elles diſſertent beaucoup & elles agiſſent peu.

Mais on parle ſouvent de la diſſolution des Etats, lorſqu'il ne s'agit que de la diſſolution de la Dynaſtie régnante. Qu'un Empire ſoit

morcelé, il n'eſt pas détruit pour cela; les avantages que la Nature lui a donnés ſubſiſtent. Le nombre des habitans eſt le même, leur induſtrie, leurs talens, leur demeurent; la bonté du ſol, ſon étendue, ſa poſition n'eſt pas anéantie par le conquérant. Si le corps politique ne figure plus orgueilleuſement, quelquefois les ſujets y gagnent; les bras qui formoient le coloſſe des armées retournent à la culture des terres, & pluſieurs peuples ont gagné en jouant un moindre rôle ſur le globe.

La fauſſe image qui compare les Etats au corps humain a fait concevoir le mot *diſſolution* comme le plus grand danger qui puiſſe arriver à un peuple. On va juſqu'à parler des maladies chroniques d'un Empire: ces figures biſarres entraînent les idées les plus fauſſes & les plus puériles. Tant que le ſol exiſte, le peuple & le corps politique exiſtent ſous une autre dénomination. Un Etat ne meurt point; il change de maître & de nom. Si l'on écoutoit quelques publiciſtes, le phyſique des Empires dépendroit des maiſons

régnantes ; la Nature ne feroit rien, & la Souveraineté feroit tout. Parce qu'il n'y a plus d'Empire Romain, l'Italie eſt-elle détruite ? Si l'ancien territoire de la Pologne a trois maîtres, le bled a-t il ceſſé de croître en Pologne ? Parce que les colonies ſont ſéparées de l'Angleterre, l'Angleterre a-t-elle éprouvé les tranſports, les délires & la fievre qui ſuivent un bras coupé ? Quand une famille change de nom, les individus ſont-ils autres ?

Les tremblemens de terre, le fer dévaſtateur, voilà ce qui diſſout les Etats. Les barbares ont véritablement effacé les Empires, parce qu'ils ſe ſont mis à la place de ceux qui les occupoient ; encore ont-ils été obligés de conſerver d'un côté en détruiſant de l'autre.

Mais tant que les ſociétés humaines gardent leurs loix, leur inſtitution, leurs opinions, leurs mœurs, qu'importe que le Gouvernement ſoit détruit ? Il s'en formera bien vîte un autre moins brillant, mais plus heureux. Le Monarque peut perdre ſon pou-

voir, & la nation y gagner. L'action & la réaction perpétuelles des êtres physiques amenent nécessairement des commotions plus ou moins considérables; mais tant que le sol ne sera pas condamné à la stérilité, les êtres moraux survivront à ces secousses passageres, & les grands chocs des nations, en ébranlant les trônes, ne peuvent rien contre l'immobilité de Etats, si des révolutions physiques ne se mêlent point aux révolutions politiques.

La Nature a voulu que les sociétés humaines fussent à l'abri des caprices sanguinaires des Souverains. Ils peuvent les partager; mais leur destruction n'est point soumise à leur autorité. Ainsi, la dissolution des Etats est une vraie chimere. Ils changent de nom & de forme; & quand une force étrangere viendroit les démembrer, si les institutions & les mœurs subsistent, l'indépendance ne sera pas considérablement altérée.

La vraie dissolution d'un Etat, c'est quand les citoyens détachés les uns des autres ne ressentent plus l'affront ou l'injustice faites à

l'un d'eux ; c'eſt quand ils ceſſent d'avoir les yeux attachés ſur les opérations publiques; c'eſt enfin lorſqu'ils parviennent à ſe mépriſer eux-mêmes. Alors le danger eſt imminent, parce que toutes les volontés ſont uſées ; mais ce déſaſtre n'arrive point parmi les peuples éclairés, & qui communiquent, au moyen de l'Imprimerie. Ces peuples peuvent quelquefois mépriſer l'autorité, mais ils ne ſe mépriſent jamais eux-mêmes ; ils ne perdent point de vue leurs Adminiſtrateurs ; ils les célebrent ou les flétriſſent ; & tant que les différens corps d'un Etat luttent contre l'aviliſſement, il n'y a rien de perdu. Les hommes ne ſont anéantis que lorſqu'ils ceſſent de figurer parmi les êtres moraux. Quand ils ſentent leurs chaînes, il n'y a plus d'eſclavage, & l'inſurrection n'eſt pas éloignée.

Le citoyen a raiſon de ſouffrir pluſieurs maux, plutôt que de courir les dangers d'une rupture dangereuſe ; mais il eſt un point où, quand une nation éclairée a fait un pas, elle ne recule jamais.

Il eſt des changemens que la Nature amene

par une marche inévitable. Ainſi, les anciens Empires qui repoſoient ſur le globe, il y a trois mille ans, ne ſubſiſtent plus aujourd'hui, par la même raiſon que les montagnes ont changé de forme & de hauteur. Tout le génie des Légiſlateurs, toute la prudence des Souverains ne pourront empêcher les nations d'expoſer un jour au regard de l'univers ces ruines impoſantes; mais du moins il y aura vénération pour une puiſſance qui n'eſt plus, quand ſes loix auront été ſages & grandes. On les méditera & l'on prononcera avec reſpect le nom du Légiſlateur qui n'aura cédé qu'au vainqueur de toutes choſes, au Tems.

CHAPITRE XLVII.

Queſtion Politique.

COMMENT le peuple eſt-il ſi admirable pour élire, & comment eſt-il preſque nul pour agir ? Le Miniſtere entier n'eſt jamais corrompu chez le peuple ; le génie de la multitude ne forme pas des ſcélérats. Le peuple ne laiſſe pas ſurprendre ſon eſtime ; il faut au moins le maſque des grandes vertus. Ainſi, dans les Etats libres la confiance & la geſtion des affaires ne s'accordent qu'à des hommes célebres : voilà pourquoi les Etats libres enfantent un plus grand nombre d'hommes extraordinaires, que l'Etat purement Monarchique. Dans les troubles inſéparables du Gouvernement républicain, l'ame eſt fortement agitée, l'imagination impérieuſement dominée ; c'eſt un rayon de lumiere ajouté à l'inſtinct qui porte l'homme à ſa conſervation.

Mais lorſqu'il faut que cette multitude agiſſe, l'amour de la patrie occaſionne une vertu brillante, capricieuſe, très-propre à produire la confuſion ; de ſorte que malgré l'héroïſme il manque d'un point d'unité. Les Etats libres ſont faits pour ſe défendre, & non pour attaquer.

CHAPITRE XLVIII.

Du dangereux Calcul.

L'Arithmétique politique est née en Angleterre. Elle est de toute nécessité pour rectifier les erreurs ; mais elle sert en même-tems la tyrannie, parce qu'elle enseigne jusqu'à quel point on peut pressurer un peuple sans le faire beaucoup crier. Le spéculateur est toujours disposé à enfler les revenus de l'Etat.

L'Arithmétique politique devient admirable entre les mains d'un homme d'Etat ; mais c'est une arme dangereuse, si vous la confiez à ces rigides calculateurs qui laissent à peine aux hommes le nécessaire physique.

Si c'est un Financier qui tient en main l'Arithmétique politique, tremblez ; il augmentera la population, afin d'accroître les subsides. Le calcul rigoureux ôtera au peuple ces moyens échapatoires qui diminuent le fardeau de l'impôt.

Si le calcul politique descendoit dans les accidens physiques, & dans les révolutions morales qui changent la fortune des citoyens, il se rapprocheroit du bonheur des peuples; mais ce calcul devient fautif, en ce qu'il ne voit que de l'argent à pomper; & le résultat du livre de M. Necker devient effrayant, quand on voit ce que la nation paie, & ce que l'esprit financier voudroit ajouter encore à cette charge énorme; car la nation marche sous ce poids annuel, & point de doute qu'un mauvais politique ne dise, quelques millions de plus n'opéreroient pas une surcharge.

Si l'exécution est la pierre de touche des plus belles théories, l'Arithmétique politique n'a pas fait en France tout le bien qu'on en attendoit, & tous ces calculs n'ont abouti qu'à taxer de nouveau l'industrie, le travail & le commerce. L'impôt poursuit l'industrie; quoi de plus injuste & de plus déplorable!

Ainsi tout devient poison sur le bureau de l'homme qui n'est pas sincérement attaché à sa patrie, & plus encore au genre humain.

On voit dans l'hiſtoire que les Républiques ont traité leurs ſujets avec la plus grande ſévérité. Le goût de la Juſtice politique n'appartient pas toujours aux Gouvernemens les plus libres. Ainſi une Société devient tyrannique comme le plus fier Deſpote. Les Anglois veulent de la liberté, mais pour eux ſeuls. Voyez le joug inſupportable qu'ils ont impoſé aux habitans de l'Inde.

Un tyran a quelquefois des momens d'humanité. Un pur deſpotiſme, entre les mains d'un individu dont le pouvoir ſeroit illimité, eſt moins terrible que l'opinion des Sociétes républicaines ; car celles-ci ſuivans leurs principes avec inflexibilité, ſont immiſéricordieuſes dans tous les inſtans.

Un tyran peut ouvrir les yeux ſur la folie & l'énormité de ſes crimes : une République oppreſſive ne ſait ni trembler ni rougir. Le grand mal ſe fait dans les ſociétés nombreuſes, dès qu'une politique cruelle l'ordonne ; & la plus dangereuſe de toutes les tyrannies eſt dans la tête des Adminiſtrateurs, qui croient ajouter à leur liberté en réduiſant les autres à l'eſclavage.

Cette culture, qui distingue les régions de la liberté, n'est pas permise à des mains étrangeres. La Suisse est hérissée de priviléges exclusifs; là le cruel citoyen estime que l'air & les rayons du soleil lui appartiennent, & qu'il peut en déposséder celui qui se repose sur son sol.

Quand Rome n'avoit pas encore achevé son plan de conquête, les Romains s'attacherent les peuples conquis. Ils laissoient les provinces libres de choisir le Gouvernement qu'elles jugeroient à propos pour leur police intérieure. Les subsides dont on chargeoit les peuples conquis tenoient de l'affranchissement, & on les rendoit maîtres de leur loi. Mais lorsque tout fut subjugué, Rome, qui avoit su enchanter les peuples, ne négligea pas de les effrayer. Elle envoya des Préteurs, des Présidens dans les provinces. Paul Æmile reçut un ordre du Sénat, qui portoit de livrer l'Epire au pillage; il fut exécuté dans toute la province. En un même jour on y fit cent cinquante mille esclaves, & on saccagea soixante-dix villes. Quel tyran auroit donné

un ordre plus cruel ! & c'étoit ainſi que la République Romaine prenoit un eſſor indéterminé vers la grandeur.

Et pour deſcendre aux plus petits objets, voyez dans les petites Républiques de la Suiſſe de quel orgueil inſupportable ſe décore un petit habitant qui, avec la qualité de *Bourgeois*, ſe croit ſupérieur au reſte de la terre, & qui perſécute l'étranger de tout ſon pouvoir dans la petite ville où il exerce ſon autorité ; & il n'a, pour tout mérite & pour tout apanage, que ce titre de *Bourgeois*, & il en eſt infatué au point de prendre un ton d'inſolence & d'audace.

CHAP. XLIX.

CHAPITRE XLIX.

Du Climat.

Le gouvernement fait plus ordinairement que le *climat* ; mais le gouvernement ne doit point le contrarier, car alors il se briseroit sur le caractere national.

Les animaux & les végétaux sont modifiés suivant les climats ; mais c'est le gouvernement qui imprime toutes les idées morales. Il peut faire naître le courage & la vertu sous toutes les latitudes, mais en même tems, il doit reconnoître l'influence du climat, quant aux mœurs & aux habitudes.

Le climat des Egyptiens, des Grecs d'autrefois, n'a point changé ; un gouvernement barbare a fait des Egyptiens & des Grecs, des especes de Barbares.

Eh ! comment la constitution de l'Angleterre, en prenant racine dans les Isles Britanniques, n'auroit-elle pas donné une fin-

guliere énergie à ces Anglois, autrefois si patiens sous le joug du despotisme, autrefois si superstitieux, & qui devenoient la proie du premier conquérant?

La politique peut donc travailler les peuples les plus ingrats & les plus rébelles; elle peut les métamorphoser, car les hommes bien gouvernés cesseront d'attribuer au *climat* ce qui étoit le vice du gouvernement; ils sont ennoblis ou dégradés par les vertus ou par les fautes de leurs chefs, & les vices d'une nation accuseront toujours ses Administrateurs.

Si l'influence du *climat* se fait sentir sur le gouvernement ou sur la législation, c'est plutôt sur les hautes Montagnes que par-tout ailleurs: un air plus transparent, plus pur, des plantes d'une grande vertu, impriment aux habitans la force de l'ame & la tranquillité de l'esprit, sans déroger à la finesse des sens & du jugement.

Chez ces peuples, la puberté est plus tardive, & ils ne connoissent point les maux attachés à l'incontinence. Un gouvernement

tempéré ſemble naître de lui-même parmi ces hommes dont le ſang circule avec lenteur, & qui portent en eux-mêmes un rempart invincible contre l'intempérie des paſſions.

Ajoutez que les Montagnards ſont religieux : on diroit que l'aſpect des grands objets qui les environnent les porte à l'adoration, & que ces énormes ſommets, en rendant témoignage à la Puiſſance qui les créa, écartent loin d'eux la triſte & froide incrédulité. Plus près du Ciel, ils paroiſſent en recueillir les faveurs avec plus de reconnoiſſance. Leur liberté préparée des mains de la Nature leur devient plus précieuſe, & ils s'attachent à ces ſommets de neige & de glace, qui les garantiſſent de la tyrannie : ainſi, ils trouvent dans la ſtructure de la terre le gage de leur félicité, toujours prêts à rouler leurs rochers ſur la tête des habitans de la plaine, qui voudroient interrompre leur bonheur ; leurs précipices ſont leurs remparts ; leurs troupeaux leurs richeſſes ; le laitage leur nourriture ; l'égalité leurs loix ;

l'adoration de l'Etre-Suprême & la charité leur religion ; ils ſont dans l'heureuſe impuiſſance d'entendre les Catéchiſmes de nos Théologiens.

Les glaces éternelles, des lacs tranſparens qui ajoutent à la majeſté du payſage, impriment dans leurs cœurs purs des ſentimens chaſtes, qui ſe réflettent ſur leur teint frais & vermeil. Les paſſions libidineuſes n'ont point défiguré ces viſages calmes, où ſe peint la ſérénité, & pour tout dire la véritable phyſionomie humaine.

Les ſpectacles dont ils jouiſſent, ſont tranquilles, frappans, & dignes du ſanctuaire de la Nature ; c'eſt le cri des aigles, c'eſt le fracas des caſcades écumantes, qui tombent, qui bondiſſent, & qui empliſſent l'oreille d'un bruit majeſtueux. Leurs cabanes, où regnent l'innocence & la liberté, plantées ſur des eſcarpemens, ſur des rocs & des ruines, ſemblent dire qu'un peuple innocent & rare a ſuccédé à un monde coupable & englouti pour régénérer la terre, & la couvrir d'une génération plus douce & plus heureuſe.

Ces Montagnards, familiarisés avec ces grands objets, ne les admirent pas toujours, mais ils s'en occupent quelquefois ; & ils ont, à coup sûr, des inclinations analogues au climat sur lequel ils vivent.

On dit que les Japonois, qui ont sur la tête un ciel toujours troublé par l'ouragan & par les tonnerres, conçoivent des passions excessives, sont vehémens & cruels, & que la vengeance & la justice se confondent éternellement à leur regard ; leur ame est ébranlée par leurs penchans, comme leur sol l'est par les volcans ; & tandis que leurs rivages sont tourmentés par les secousses d'une mer orageuse, des idées non moins impétueuses agitent leurs cerveaux.

Voilà des phénomenes dans l'ordre politique: je suis loin de les nier ; mais je crois en même-tems, que la sage ou heureuse constitution du Gouvernement réfrénera toujours les passions tumultueuses, & les enchaînera à l'ordre public ; car je crois plus à l'influence du gouvernement qu'à celle du *climat*, malgré quelques exceptions qu'on

ne saurait contredire ; mais il faudroit expliquer ces faits par les causes véritables : or, ces causes sont loin de nous, trop loin de nous pour être saisies avec une certaine justesse ; il faut donc consentir à les ignorer !

L'influence du climat se fit encore sentir dans les plaines fertiles de la Mésopotamie, qui ressembloient à celles de l'Egypte. Un grand nombre de fleuves entrecoupent ce pays, & ne permirent pas d'abord à la population de s'étendre. Les fleuves se débordoient, coupoient toute communication, & l'art de garantir le pays de ces inondations étoit encore inconnu. Chaque peuplade, séparée l'une de l'autre, fut obligée de se choisir un chef dans cet espace resserré : c'est à cette origine qu'il faut rapporter le grand nombre de Princes qu'on trouve dans les fastes du premier monde.

Cette foule de petits Princes devoient se diviser par la grande contrariété de leurs buts, & de leurs intérêts, & se fondre ensuite sous un seul Monarque ; c'est ce qui arriva.

Les Monarques Assyriens voulant étendre

leur Empire, conçurent le projet de relever le courage des peuples par le goût des plaisirs, pour lesquels ils avoient un penchant décidé. Les Monarques établirent la capitale de l'Empire pour le centre de la luxure & de la débauche. Ce moyen eut tous les succès qu'ils en pouvoient espérer. L'autorité des Rois d'Assyrie étant celle de la mollesse & de la volupté, fut la plus longue & la plus paisible de toutes. Les sensations agréables, diversifiées par le secours des beaux-arts, enchaînent toutes les facultés de l'homme. Dès qu'il a bu une fois dans la coupe de la volupté, il croit suivre l'instinct de la Nature; il contracte l'habitude la plus forte & la plus invincible des plaisirs, & les affections les plus déréglées ne lui semblent plus que des actes ordinaires. La dépravation des mœurs publiques est la ruine totale des vertus fermes & courageuses; le voluptueux est l'homme du repos; il frémit à l'ouie du terme *fatigue*; il est incapable d'endurer un travail patriotique; il ignore & il veut ignorer l'époque de la décadence d'un Etat.

Le goût des plaisirs étant devenu le sentiment le plus répandu parmi les Assyriens & les Babyloniens, & la fertilité du terroir favorisant leur luxe, les Monarques d'Assyrie se garderent bien de troubler la tranquillité de leurs sujets par des attentats révoltans. Ils les endormirent dans la volupté, mais sans les jetter en même-tems dans l'avilissement & dans l'opprobre; car si le peuple veut bien être amusé, il ne permet pas qu'on le dégrade. Les Rois d'Assyrie ne voulurent qu'amollir a nation, & mettre leurs sujets dans l'impossibilité de remuer.

Quand le dernier Roi d'Assyrie, dédaignant la politique de ses prédécesseurs, fit un affront au corps de la nation Mède & Babylonienne, alors les Arbaces & les Bélésis planterent leurs étendards sur les murs de Ninive pour laver l'outrage dans le sang du Monarque; car il ne faut pas trop irriter un peuple voluptueux. Il ne gardera pas plus de mesure dans sa haine, que dans ses autres penchans déréglés. Les Monarques Babyloniens qui succéderent ne défendirent point

les plaisirs & les aisances de la vie à un peuple ami de la licence ; & ces Monarques, qui exigeoient le culte divin, & qui donnerent tant d'ordres extravagans, furent tolérés par une nation à laquelle il étoit permis de se livrer sans réserve à tous les caprices & à toutes les recherches d'une vie voluptueuse.

CHAPITRE L.

Relations d'Etats voisins.

Les Corps politiques ont connu l'assistance mutuelle. Dans des tems de calamités, Londres a relevé Lisbonne, la France a nourri l'Italie. Depuis un siecle, les plus heureux secours ont volé chez la nation qui imploroit, dans sa détresse, une nation voisine ou meme éloignée. Ces offices d'humanité, qui tranchent avec la sévere politique des Cabinets, consolent l'ami du genre humain, & lui font présumer que la loi naturelle deviendra un jour loi politique. Eh! quelle source de bonheur pour les nations, pour les corps de société qui existeront dès lors entr'eux, ainsi que les individus humains! Cette image est si touchante, qu'elle semble éloigner les grands fléaux de la nature, la famine, la contagion, les discordes insensées & civiles.

Ces devoirs respectifs, peu connus des

anciens, mettent toute nation sous la protection de l'Etat voisin, & garantissent un pays dévasté d'une ruine totale.

O! si ces aimables préceptes de la nature recevoient un plus grand développement! si les nations qui se communiquent déjà leurs lumieres se communiquoient également leurs biens! comme on pourroit espérer, avec le tems, qu'une paix profonde régneroit sur la terre, & qu'une reconnoissance mutuelle, à l'aspect de ces fruits disséminés, ne permettroit plus à la guerre de pointer sa lance homicide!

L'Europe deviendroit une grande République; & au lieu de cette ferveur à haïr, on reconnoîtroit l'essence de l'homme & sa noble nature, puisqu'il est un être intelligent & sensible, & qu'il a droit d'exiger d'autrui l'action qu'il demande. Sa conservation, sa perfection dépendent de ces relations importantes, & l'amour du devoir consiste à ne vouloir que le plus grand bien de ce qui existe.

CHAPITRE LI.

Force de l'Enſeignement.

POURQUOI les Bramines ont-ils eu tant d'empire ſur les Indiens, les Druïdes ſur les Gaulois, le Clergé ſur la France? C'eſt qu'ils formoient tous la partie enſeignante : ils inſtruiſoient le peuple de ce qui concerne la Religion & la Morale, & toute nation a beſoin de morale, & de l'éloquence qui la diſtribue.

Les Bramines exercent encore de nos jours la médecine ; ils ſont habiles dans la ſcience des nombres, & calculent les éclipſes du ſoleil & de la lune ; ils ſont les regles les plus fortes de l'Arithmétique ſans plume, ſans crayon. C'eſt par leurs connoiſſances particulieres qu'ils ſont infiniment reſpectés de toute la nation, & qu'ils jouiſſent de grands priviléges.

Les Eccléſiaſtiques ont long-tems préſidé

en France à l'éducation ; ils tenoient tous les Colleges, ils occupoient toutes les Chaires. Les Sciences & les Arts, à certaines époques, se seroient perdus sans eux ; ils ont obtenu leurs grandes prérogatives des services rendus à la nation par leurs fonctions religieuses & morales, & tandis que tout le reste de la terre étoit plongé dans l'ignorance, il a bien fallu leur accorder le respect que l'homme ne refuse point aux lumieres, c'est-à-dire à la partie qui enseigne.

Tous les livres instructifs & touchans nous ont été conservés d'âge en âge par les Prêtres, les véritables législateurs au milieu des siecles barbares ; & quand les Philosophes sont venus, ils n'ont été, dans l'enseignement, que les successeurs des hommes attachés au Sacerdoce, & les restaurateurs d'une foule d'opinions, où le faux & le bisarre étoient mêlés au vrai & à l'utile.

La partie qui enseigne n'a plus le même nom ; ses priviléges ne sont pas aussi étendus, mais son pouvoir est réel. Tous les es-

prits ſont attentifs à ſes déciſions, & les hommages ſe tournent vers ceux qui répandent de toutes parts les idées ſaines & ſalutaires. Si le Sacerdoce, & certains hommes de génie ſont aujourd'hui en guerre, c'eſt que ceux-ci diſputent au premier ſa prééminence.

Chez les Perſes, les Mages formoient la partie la plus précieuſe, celle qui donnoit l'inſtruction, les arts & la ſageſſe au peuple. Les Mages ſubſiſtent encore ; les grands Ecrivains les repréſentent.

Les Péruviens étoient plus inſtruits que les Tartares ; auſſi étoient-ils cultivateurs : ils avoient des vues induſtrieuſes. Le culte du Soleil produiſit chez eux les vertus ſociales, la joie & la ſérénité de l'eſprit, tandis que l'*apothéoſe des hommes* n'engendroit ailleurs que la haine & l'humeur farouche.

La loi de Moyſe, qui défendoit de manger des animaux immondes, étoit relative au climat, & conforme aux loix de la nature.

Numa fit paſſer ſes inſtitutions par la

bouche de la Nymphe Egérie. Lycurgue atteſte que ſes loix ont été dictées par l'Oracle de Delphes. Lorſqu'il s'agit de rendre les hommes meilleurs & plus heureux, la politique peut s'aider d'un ſtratagême innocent, pourvu qu'il ne ſoit ni dur, ni farouche. Comme le premier beſoin de l'homme eſt une *ſage légiſlation*, quand les hommes ne peuvent être conduits à la ſageſſe, qu'en paſſant par le veſtibule de l'extravagance, il faut bien les y conduire.

Le ſage Locke, devenu le Légiſlateur de la Caroline, mit ſous la protection des loix tout homme qui auroit inſcrit ſon nom dans le regiſtre d'une communion, quelle qu'elle fût, & jetta ainſi dans le Nouveau-Monde les premiers fondemens de la tolérance.

Le Lycurgue Américain, Penn, au lieu de prendre poſſeſſion du nord de l'Amérique, en l'inondant du ſang des Indigenes, acheta des naturels du pays le terrain qui lui avoit été donné par la Couronne d'Angleterre. Il s'acquit la confiance de ces hordes

ſauvages, & fit voir à l'univers, dans la Penſylvanie, le modele d'un Gouvernement fondé ſur la juſtice. Quelle force d'enſeignement!

Moyſe chez les Hébreux, Mercure Triſmégiſte chez les Egyptiens, Solon à Athenes, Lycurgue à Lacedémone, Anacharſis chez les Schytes, Numa Pompilius chez les Romains ont donné des loix aux hommes, & ces loix, ſi l'on peut parler ainſi, ne ſont pas décédées, puiſqu'elles ſont encore ſoumiſes de nos jours aux diſcuſſions les plus réfléchies. Pourquoi donc dans ce ſiécle de lumieres un Souverain ne s'empareroit-il pas de ce genre de gloire, le plus fait pour commander l'admiration, & le reſpect aux Générations futures? Pluſieurs bonnes loix ſont toutes faites; il ne faut plus que ſavoir les appliquer avec diſcernement.

CHAPITRE LII.

De l'Empereur de la Chine.

L'Empereur de la Chine jouit d'un pouvoir illimité ; toute puiſſance réſide en lui, & en lui ſeul. Son Empire eſt le plus vaſte de l'Univers, & il exige une autorité analogue à ſon immenſité & capable de tout maintenir dans l'ordre. L'Empereur de la Chine diſpoſe ſeul de toutes les Charges de l'Etat ; il a droit de choiſir un ſucceſſeur à ſon gré, tandis que dans d'autres Etats Monarchiques l'héritier préſomptif eſt déjà une eſpèce de Souverain.

Voilà bien la volonté du Deſpote & le poids du deſpotiſme dans toute ſon étendue : eh bien, voici la réaction. Les Mandarins lettrés partagent avec l'Empereur la vénération du peuple : les Mandarins lettrés ont la faveur & la préférence ſur les Mandarins d'armes, parce que la Chine a encore plus be-

ſoin de loix & d'inſtructions, que de ſoldats. L'adminiſtration intérieure roule ſur eux; ils obtiennent les hommages publics, la morale étant la baſe de la politique Chinoiſe : ce ſyſtême de Gouvernement a donné aux lettrés une prépondérance qui régit l'adminiſtration publique. Ces Lettrés forment un Tribunal, qui a inſpection ſur tout l'Empire, & qui fait à l'Empereur les remontrances les plus fortes & les plus écoutées. Si le Monarque en frappe un, il les frappe tous, & leur voix s'éleve, retentit dans l'Empire, & ne s'éteint que quand le Monarque a obéi aux loix. Le Tribunal de l'hiſtoire s'empare de l'héritier du trône; & toujours incorruptible, il intimide l'Empereur, en tenant en main le burin inflexible de la Vérité, de ſorte qu'il n'a d'autre parti à prendre, que de reſpecter les loix nationales; car toute infraction eſt conſignée dans l'hiſtoire, & juſqu'à la perſécution qu'il voudroit intenter pour les punir de leur noble emploi.

Ce Gouvernement n'eſt donc pas ſoumis

au joug honteux du deſpotiſme, comme je vais le démontrer.

A la Chine la plupart des impôts ſe paient en denrées : deux cents millions d'hommes ne paient qu'environ un milliard de notre monnoie ; la France en paie plus de la moitié, & n'a que vingt-cinq millions d'habitans : le cadaſtre des terres exiſte depuis long-tems à la Chine, malgré la prodigieuſe étendue de cet Empire.

A la Chine le Tréſor public n'eſt pas entre les mains de l'Empereur, il eſt confié à la garde d'un Tribunal ſouverain. On ſent quelle différence cette garde met dans le pouvoir. Otez aux Monarques de l'Europe la faculté de diſpoſer librement du tréſor public, ils n'auront plus de ſoldats pour opprimer.

L'Empereur de la Chine vit ſur ſes biens patrimoniaux, conſacrés à l'entretien de ſa maiſon ; car il ne touche point aux revenus de l'Etat, qui ſont dépoſés dans le tréſor public pour le paiement régulier des troupes

& des Officiers de l'Empire. Quelle sageſſe dans cette adroite ſéparation !

L'Empereur eſt riche en beſtiaux. La Chine a à ſe préſerver du fléau de la famine : ainſi l'Empereur eſt Agriculteur, Fermier, & par-tout la culture eſt en honneur, car il faut nourrir deux cens millions d'hommes. Voilà pourquoi l'Empereur eſt obligé chaque année de donner publiquement l'exemple du labourage, en conduiſant lui-même la charrue, & traçant un ſillon. Les Chinois cultivent juſqu'au fond des eaux & des lacs, & les jardins publics abondent en plantes aquatiques, qui ſont des mets encore inconnus à notre induſtrie.

Que devient le *Deſpotiſme légal*, amphigouri des Economiſtes ? On pourroit dire tout au plus, & dans de très-rares circonſtances, le deſpotiſme vertueux ; quant aux mots abuſifs, *Pere du Peuple*, ils dérivent évidemment de l'autorité Patriarchale, convenable aux ſociétés primitives & peu nombreuſes : mais dans les grands Etats, une famille immenſe

ne peut pas regarder un Roi comme un pere ; car ce pere châtie souvent ses enfans d'une maniere très-dure, & leur demande de l'argent pour les gouverner. Là, le Monarque est une piece essentielle & indispensable dans la machine du Gouvernement, & rien de plus, sauves ses qualités personnelles, qui peuvent être agréables, ou utiles à quelques particuliers ; mais aucun individu, de quelque génie qu'il soit doué, n'a pu & ne peut avoir soin paternellement de plusieurs millions d'hommes.

L'abus des termes dénature la science de la politique, & on l'anéantit avec ces images fausses qui obscurcissent les idées saines.

De même, si le Grand Seigneur coupe des têtes, ce sont des têtes de Pacha ; ce sont des têtes domestiques. Le sujet Musulman n'est point à la merci du maître ; la moindre atteinte à la propriété du peuple le souleve & occasionne une révolte.

Si le Sultan exerce un despotisme absolu ; il n'est point *légal* ; les loix de l'Empire Turc restreignent son pouvoir ; voilà ce qu'il faut

répéter pour les ignorans & les lâches qui se consolent de plusieurs vexations, en disant: *c'est bien pis en Turquie.*

Il faut beaucoup de loix de police, mais il faut très peu de loix politiques. Toutes ces opérations faites à grand bruit, avec tant d'appareil, ne font que troubler les Etats. Ce sont les loix de police, les loix municipales qui entretiennent la vie. Les défenseurs paisibles des fortunes & de l'honneur de leurs concitoyens, les organes de la justice qui la font régner, voilà les racines qui nourissent l'arbre, & voilà ce qui soutient le vaste Empire de la Chine, & défend à son Empereur d'abuser du plus grand pouvoir confié à un mortel.

CHAPITRE LIII.

De la Multitude

Il faut que le peuple, dans un Etat quelconque, s'intéresse au Gouvernement, car c'est le moyen le plus sûr de l'attacher à l'Etat, & de le porter aux plus grands sacrifices, lorsque l'ordre public le réquiert; mais il répugne à tout esprit sensé que le peuple soit souverain. Le peuple connoît les hommes; & son choix, pour certaines magistratures, est ordinairement heureux, mais en même-tems ses décisions souveraines sont presque toujours dangereuses. Les établissemens du peuple portent, ou le caractere de la langueur, ou celui de l'audace. On connoît les excès féroces auxquels le peuple s'est porté à Athènes & à Rome. Il ne faut pas que le peuple soit souverain, car il n'en est point de plus inconstant & de plus inhumain; il ne faut qu'ouvrir l'Histoire pour s'en convaincre.

J'ai vu dans les petites républiques de la Suiſſe, la qualité de Bourgeois des villes inſpirer un orgueil inſupportable à des individus ineptes & groſſiers; & ce ridicule fanatiſme ſe propager parmi ces petits habitans, au point qu'ils ſe croyoient forts & redoutables, & que, n'ayant aucune connoiſſance de ce qui les environnoit, ils puiſoient dans une ſorte d'ivreſſe, le verre à la main, tout leur mérite & toutes leurs études. Le petit Bourgeois en Suiſſe, eſt toujours prêt à devenir féroce, parce qu'il eſt infatué de quelques priviléges, au point de les métamorphoſer en ſouveraineté abſolue. Ce peuple n'eſt pas loin de crier, *vive notre ruine & périſſe notre proſpérité!*

Que le peuple ne ſoit donc jamais ſouverain, quoique toute ſouveraineté émane de lui: il peut jouer quelquefois le rôle de vengeur, mais le comble du malheur, ſeroit de voir le peuple révêtu d'un pouvoir exorbitant. Les ſuites en ſont toujours funeſtes: il ne faut pas être grand politique pour prédire que toutes ces petites républiques, ou

principautés

principautés de la Suisse seront ruinées par l'insolence & l'ineptie orgueilleuse des Bourgeois des petites villes, & sur-tout des capitales. Ils s'opposent à toute amélioration, & repoussent tout avantage politique.

Quand une fois, dit Bossuet, on a trouvé le moyen de prendre la multitude par l'appas de la liberté, elle suit en aveugle, pourvu qu'elle en entende seulement le nom.

La Démocratie est le pire des Gouvernemens : si elle convient à un petit peuple isolé, pauvre & presque nud, elle détruit tout germe d'émulation ; toute assemblée devient un foyer de contradictions. Quand on veut être libre contre les loix, il n'y a plus de liberté. La Démocratie enfante une Anarchie affreuse ; c'est un vrai chaos où il n'y a plus ni ordre, ni subordination ; c'est le petit nombre qui doit régir le plus grand, ainsi que l'ame invisible meut le corps humain. Si l'on change demain ce que l'on établit aujourd'hui, rien ne sera stable ni permanent.

Tous ces démagogues ne sont que des tri-

buns séditieux, & déchirent l'Etat par des factions & des cabales.

Un Gouvernement populaire est tumultueux, indiscret, lent, car le peuple ne connoît pas ses véritables intérêts; il lui faut des représentans.

Les malheurs de la Démocratie sont presque incurables. Les gens d'une basse naissance sont ordinairement plus violens, plus emportés, plus intraitables que les hommes nés dans un rang supérieur. Le peuple qui prend l'indépendance pour la liberté, tombe bientôt dans le délire.

CHAPITRE LIV.

Sénat.

Un seul homme peut porter un Etat à un haut degré de grandeur; mais il meurt, & le ciment qui en lioit toutes les parties se dissout avec le corps du Souverain.

Un Sénat, toujours subsistant, animé d'une politique sage & profonde, tel que le Sénat de Rome, éleve un Empire d'une très-petite étendue à une hauteur de force & de puissance qui en impose. La politique appartient plus à un corps qu'à un seul homme : dans tous les tems, dans tous les lieux, (a dit un Publiciste) la Nature humaine, mise en action sous le gouvernement de plusieurs, a fait des prodiges, & s'est élevée au *maximum* de sa force & de sa dignité.

Le caractere des peuples change & dépend beaucoup du Gouvernement. Voyez les Grecs modernes, qu'ont-ils de commun avec

les anciens? Jadis les Eſpagnols furent guerriers, les Anglois ſuperſtitieux, les Bataves ſoldats intrépides, les Pariſiens graves & ſérieux. Quand le peuple a perdu tous ſes droits à l'Adminiſtration publique, peu lui importe alors qui gouverne. Les Romains familiariſés avec la ſervitude, refuſerent la liberté que Trajan leur offroit.

Mais ſi le caractere d'une nation ſe change, il n'eſt pas anéanti. Il retient conſtamment & après pluſieurs ſiecles, ce qu'il tient du climat & de l'atmoſphere. Le caractere d'un peuple peut reprendre tout-à-coup ſon antique énergie; & c'eſt ce que les Reſtaurateurs des Etats, s'il ſe trouve des hommes dignes de ce nom, ne doivent jamais oublier. L'arbre aſſujetti pluſieurs années par des cables, ſe redreſſe & reprend ſa courbure.

Il eſt donc important d'étudier le caractere national, & de ne le point briſer; car ſi on le prive de ſon originalité, on lui ôte ſa force & ſes vertus particulieres.

En marchant avec le caractere ou le génie

national, l'Adminiſtrateur habile s'épargneta beaucoup de ſoins & de travaux. Mais il ne faut pas prendre les apparences pour la réalité. Le vrai caractere des nations doit être médité dans leur foyer, & l'on découvrira le vrai, lorſqu'on mettra de côté ces jugemens répétés de livres en livres, qui, dans l'origine, n'étoient qu'une opinion, & qu'on regarde comme des vérités à la troiſieme génération.

C'eſt cette étude qui conſtitue le politique ſenſé. Jamais il ne voudra forcer le goût national. Il faut des ſiecles, & les efforts ſuivis d'une éducation différente, pour ôter à une nation des choſes qui la flattent & qui lui plaiſent.

Une république ne lancera point un décret qu'il ne ſoit à l'avantage de tous. Un tel corps ne ſauroit agir contre lui-même : il réfléchit, il embraſſe l'avenir comme le préſent, les individus ſe ſuccedent ; mais dans l'Etat monarchique, le chef qui doit paſſer attire à lui ce que ſes forces lui permettent

d'attirer avant qu'il descende au tombeau. Il meurt ; autre forme.

L'Empire de Rome avoit pour ses limites du côté d'orient le fleuve de l'Euphrate, du côté d'occident la mer Océane, du côté du midi les régions fertiles d'Afrique, du côté du septentrion le Rhin & le Danube.

Ce peuple qui couvroit le globe connu, avoit commencé par être pauvre ; mais il n'y a rien de plus dangereux qu'un peuple pauvre & belliqueux. N'ayant rien, il se met à enlever le bien d'autrui. Ainsi commença Rome : ce peuple dut ses maximes ambitieuses à sa pauvreté. Riche, il n'auroit pas eu cet esprit de conquête, & l'esprit de la constitution Romaine n'eût pas été une ambition ouverte & démesurée.

Le grand principe de confédération, chef-d'œuvre de la politique du Sénat, leur ayant réussi en Italie, ils le mirent en usage dans les Gaules, en Espagne, en Afrique, dans la Grece & en Asie.

Leurs alliances furent aussi savantes que

leurs conquêtes ; & la ſcience de négocier ; ſurpaſſa chez eux l'eſprit militaire.

Saiſiſſant toutes les occaſions qui leur paroiſſoient propres à capter l'eſprit d'un pays, ils finiſſoient par s'en mettre en poſſeſſion.

On les vit tomber avec toutes les forces de l'Italie ſur chacun des peuples qu'ils voulurent dépouiller. Il les ſoumirent, par le ſoin qu'ils prirent de fomenter un parti, de l'unir à leurs intérêts, & d'intimider le reſte de la nation.

Aucune nation ne fut capable alors d'éclairer la conduite des Romains, de contrebalancer cet eſprit d'ordre & de combinaiſons qui régnoient dans tous les Arrêts du Sénat, tandis que ce peuple avoit les yeux ouverts ſur tout ce qui ſe paſſoit en Orient & en Occident.

Annibal, par ſa grande pénétration, fut le ſeul homme qui connut à fond les principes de la politique Romaine. Détachant les colonies de la grande Grece des intérêts de la république, il l'attaqua avec ſes

propres armes, & mit Rome à deux doigts de ſa perte. Chaſſé d'Italie, & relégué de Carthage, il unit encore les plus grandes puiſſances contre les Romains. Ce ſeul adverſaire leur fit plus d'ombrage que le reſte du monde.

CHAPITRE LV.

De la haute Eloquence.

Que ces grandes & auguſtes aſſemblées nationales, où l'on traitoit des grands intérêts, renaiſſent parmi nous, & l'on entendra l'éloquence des plus beaux ſiecles de l'antiquité retentir de nouveau. Les grands objets élevent & agrandiſſent l'eſprit. Nous avons de très-belles harangues prononcées dans les Etats convoqués ſous Charles VIII. Un noble ſujet commande le talent; la gravité & la nobleſſe ſortent des idées patriotiques, comme les fleuves majeſtueux qui arroſent la terre, ſortent des entrailles des hautes montagnes. L'auditeur fait l'Orateur; jamais l'ineptie & la puſillanimité n'oſeront parler en préſence d'une auguſte aſſemblée, de ce qu'elle ne ſent point, de ce qu'elle n'entend point. Les harangues politiques ſe compoſeront parmi nous du ſoir au lende-

main, dès que les circonstances nous permettront ce noble essor ; enfin notre frivolité disparoîtra, dès que la cause importante se manifestera ; & les Orateurs, les Ecrivains monteront alors tout naturellement au ton qu'ils doivent prendre.

Le despotisme n'est qu'une dégénération de Monarchie ; mais pourquoi a-t-elle dégénéré ? C'est que le Monarque amassant des richesses, & gagnant beaucoup d'autorité, surtout quand son regne devient long, essaie sa force, & dit d'abord, *je veux*, & ensuite, si la nation ne conserve pas le même nerf, il frappe ; mais si la nation manifeste sa virilité & non sa décrépitude, le Monarque recule, & puis il parle de sa clémence paternelle.

Jamais ce qu'on appelle le *despotisme* ne s'est établi qu'après un laps de tems, & lorsque des attributions insensibles eurent formé entre les mains du Monarque une masse de richesses, & conséquemment d'autorité, car quand le Monarque est riche, il devient bientôt le seul riche ; & il est heureux quel-

quefois, pour la liberté des peuples, que le Monarque éprouve de ces beſoins, pour leſquels il ſollicite l'amour & l'attachement de ſes ſujets.

Ce qui retient la Monarchie dans ſes juſtes bornes, c'eſt une aſſemblée nationale, parce qu'elle balance d'elle-même toutes les parties du Gouvernement; parce qu'elle eſt intéreſſée à maintenir l'équilibre. Le Monarque devient le centre, où toutes les volontés aboutiſſent. La puiſſance légiſlative ſe ſéparant de la puiſſance exécutrice, donne aux loix une majeſté intéreſſante. Alors le Monarque devient vraiment utile à la Monarchie, parce que le tiers-Etat, élévant une voix libre, déchire le voile qui déguiſoit la plus vicieuſe & la plus dangereuſe de toutes les Ariſtocraties. Le Monarque ceſſe de prêter ſon nom à une multitude de loups affamés, qui déchirent l'Etat & ſon Domaine pour en partager entr'eux les lambeaux. Le nom du Monarque devient plus ſaint, plus vénéré, quand, raſſemblant autour de lui tous les ordres de l'Etat, il parle au nom de cette

volonté générale, qui ne sauroit être mauvaise, & qui est faite pour réparer les plus grands maux.

Alors le Monarque détruit son plus grand adversaire, ce monstre affreux qui se cache derrière son trône, dont la gueule est un goufre insatiable, dont les griffes sont ensanglantées, & qui semblable à ces figures mystiques, qui nous effraient dans l'Apocalypse, porte écrit en diamans, sur son front, *intérêt personnel*. Le Monarque, aidé de son peuple, a tué le monstre qui ne paroissoit soumettre au frein sa tête horrible, que pour mieux dévorer la puissance du maître.

A la Chine, des Visiteurs impériaux parcourent les Provinces, en questionnant le peuple, pour savoir si on continuera tel Mandarin, ou si on le punira. Dans les dietes d'Allemagne on entend, non seulement le College des Electeurs, & celui des Princes, mais encore le peuple des villes libres, qui parle par ses Représentans.

La Suède, dans ses assemblées nationales, compte l'*Ordre des payſans*. Nos peres eux-

mêmes jusqu'à Louis XIII, ont cru que le peuple pouvoit occuper une place dans les Etats généraux.

On connoît le pouvoir de la Chambre des Communes en Angleterre. L'esprit populaire couvre la Hollande & la Suisse; les vastes colonies Américaines ont adopté un Gouvernement diamétralement opposé au despotisme; eh! pourquoi diroit on, après tant d'exemples, que les républiques forment une exception dans l'ordre des Gouvernemens?

L'homme marche à la tête des œuvres de la création. Ses rapports avec la Nature & la société sont immenses; ses sensations le font dépendre de ce qui l'environne, & de là vient son désir de connoître. La curiosité est le ressort caché qui a présidé à la formation des premiers arts: au défaut des besoins physiques, le besoin moral d'échapper à l'ennui le conduiroit à développer le mécanisme de sa main flexible. La finesse & la perfection de ses sens lui commandent le travail; son intelligence, par la faculté de reproduire les impressions de ses idées, de

les associer, de les comparer, ne lui permet pas de laisser sa mémoire, son imagination, sa sensibilité, dans une inaction absolue ; l'ennui l'en puniroit. Il est fait pour la vie de la société, pour son mouvement & pour apprendre que nul être n'est isolé dans la nature, que tous les hommes sont liés entr'eux, & se font sentir leur action mutuelle.

De ce rapport découlent les loix naturelles, le véritable fondement de toute législation. Il faut donc que l'homme connoisse ces loix pour les suivre ; il faut qu'il s'instruise, qu'il s'éclaire sur ce qui est le plus propre à établir l'autorité publique. La même loi qui l'oblige à se préparer une douce existence, lui commande le bonheur d'autrui, pour que le sien soit plus vif, ou ne soit pas troublé.

Comme c'est l'intelligence qui sépare l'homme des animaux, c'est sur-tout par la parole qu'il acquiert l'intelligence ; c'est la parole qui a formé tous les établissemens & qui les conduit vers la perfectibilité ; car

l'homme eſt né pour toujours s'avancer, pour faire naître de nouveaux rapports entre lui & l'univerſalité des êtres; il s'empare du paſſé, & en profite pour allonger la chaîne des vérités préſentes & futures. Ainſi l'état de nature pour l'homme, eſt l'état de ſociété, puiſque tous les penchans, toutes les affections naturelles l'y portent, puiſque l'agriculture eſt la vraie deſtination de l'homme, & que ſans elle il ne ſauroit changer une terre ſauvage, triſte & morte, en des champs fertiles & riants: c'eſt par l'agriculture qu'il ſe ſoumet des animaux, qu'il les dirige, les forme, les fait changer de climats, & preſque de nature, diſpoſe de leur vie, & ſe rend leurs dépouilles utiles. Par l'agriculture, il a changé lui-même de goûts, de mœurs, de beſoins, il a étendu ſon pouvoir & ſes idées.

Ce n'eſt point comme chaſſeur, mais comme agriculteur, qu'il ſent que tous les hommes ſont unis par les liens de la fraternité. En effet, dès que les cabanes ſont plantées, & que la peuplade eſt formée, un inſtinct

ſecret & puiſſant unit tous les individus, & tous s'y ſoumettent ; l'effet le prouve.

Les ſociétés qui méconnoiſſent ces liens primitifs, s'en puniſſent elles-mêmes. Celles qui s'y ſoumettent ſont heureuſes, & font même, ſans le ſavoir, le bonheur de l'eſpece humaine ; car vous aurez beau étendre en idée un royaume, toutes ces portions d'un Etat immenſe, ſubdiviſées juſqu'aux moindres villes, ne ſeront que des Provinces particulieres du vaſte empire de la Nature.

Les ſociétés primitives ont leur origine dans la ſociété domeſtique. Celle ci a donc droit au repos, à la tranquillité ; car il ſeroit affreux que la légiſlation humaine fût au-deſſous des groſſieres loix de la Nature : l'aſyle, le dernier aſyle ne devroit jamais être violé. Le dépôt des générations futures & les enfans appartiennent à la mere, & le pere leur appartient. La femme, par ſa deſtination, par ſes foibleſſes, par ſes facultés, par ſes devoirs, doit être ſédentaire : la propriété perſonnelle eſt la propriété inaliénable. Rien ne doit donc inſpirer plus d'indignation que

ces loix qui violent le dernier asyle, & qui, pour de misérables deniers, saisissent le citoyen, le pere de famille ; car la société civile, formée pour protéger la propriété, ne peut l'attaquer dans l'homme sans aller contre son but. La société ne peut être considérée comme séparée de ses membres. Tout attentat sur celle-ci, de quelque nom qu'on le décore, tend à la détruire : ainsi, la prison pour les dettes civiles, paroît l'outrage le plus sanglant fait au pacte primitif ; c'est l'avarice qui l'a inventé & qui le maintient. Quand un homme n'a plus rien au monde, il s'appartient à lui-même, & la loi qui rend ses bras oisifs, s'oppose à tout dédommagement ; elle est tout-à-la-fois erronée & cruelle.

A mesure que le tems apporte du changement dans les choses, on doit apporter du changement dans les loix. Tout nécessite aujourd'hui un corps de législation, neuf à plusieurs égards, parce que nous sommes à ce point de force, de civilisation, & d'expérience, absolument nécessaire pour produire

un pareil ouvrage. Il eſt tems d'abolir parmi nous ces coutumes diverſes, toutes gothiques, minutieuſes, diſcordantes & embarraſſées.

Les loix doivent être grandes, claires; peu nombreuſes. S'il s'agit des propriétés, il faut les rendre indépendantes, afin que le propriétaire les eſtime & les ſoigne davantage. Il faut qu'on puiſſe les tranſmettre avec facilité, afin que la circulation des richeſſes s'établiſſe, & que l'amour du travail, toujours mis en jeu, naiſſe de la poſſibilité d'acquérir. S'il s'agit des perſonnes, il faut le plus grand reſpect pour l'homme.

Voilà les objets intéreſſans qui ſe recommandent à ceux qui ſont nés pour la haute éloquence, ou qui, au défaut de la naiſſance, ont reçu du Ciel le talent de parler dignement ſur les matieres politiques.

CHAPITRE LVI.

Ignorance.

QUOI de plus ridicule, que de voir un Pape excommunier ceux qui croyoient aux antipodes, & un autre Pape donner des pays dont il ne connoissoit ni la position ni l'existence, à deux nations qui ne les connoissoient gueres mieux?

Lorsqu'il fallut croire enfin à l'existence d'un nouveau monde, on ne voulut pas que ceux qui l'habitoient fussent des hommes; on les rangea dans la classe des *Ourangs-outangs*, ou de grands singes; & la conscience des Européens étant en paix par cette belle distinction, ils allerent à la chasse de ces animaux à figure humaine, comme à celle des bêtes sauvages; voilà ce que produisit l'ignorance.

L'opposition est dans les paragraphes suivans.

Ce n'eſt que parmi un peuple libre & éclairé qu'on voit naître un Docteur *Turnbull*. Animé par cette paſſion, bien ſupérieure à celle de la gloire (par l'amour de la liberté), *Turnbull* voyoit avec peine les deſcendans des Spartiates, des Athéniens ſous le joug des Turcs. Que fait-il ? il conçoit le projet généreux d'ôter les fers à ces malheureux Grecs pour les tranſplanter ſur un terrein libre. La Floride, cédée par l'Eſpagne à l'Angleterre lors du traité de paix de 1763, devint le champ où il voulut rallier ces malheureux Grecs, & leur offrir la liberté dont ils jouiſſoient anciennement. *Turnbull* vole chez eux, leur offre de les tranſporter, à ſes dépens, en Amérique, de leur acheter un terrein, de les fournir de vivres, d'inſtrumens. Mille Grecs eſclaves acceptent ſes offres généreuſes, s'embarquent, traverſent les mers, arrivent & fondent une ville, autour de laquelle s'éleve inſenſiblement une colonie, qui ne tarda pas à reſſentir les avantages inappréciables de la liberté.

Jamais une pareille idée ne ſeroit tombée

dans la tête d'un Eſpagnol, d'un François, d'un Allemand, livrés à de fauſſes idées politiques. Il falloit connoître l'enthouſiaſme qu'inſpire une conſtitution libre pour s'attendrir ſur les chaînes que portent aujourd'hui les Grecs, & pour devenir généreux, à leur égard, d'une maniere ſi neuve & ſi rare.

Bénézet Quaker parle contre l'eſclavage des Negres; il prêche par-tout pour leur liberté; il convertit d'abord quelques-uns de ſes compatriotes; ceux-ci en convertiſſent d'autres à leur tour. L'affranchiſſement des Negres retentit ſur les pas de cet apôtre de l'humanité, qui parcourt tous les Etats-Unis, qui réveille dans le cœur des hommes ces vertus qui dorment, mais qui ne demandent qu'à être miſes en action. Bénézet prouve aux Américains, qu'ils gagneront à l'anéantiſſement de ce trafic ſcandaleux, & qu'étant devenus libres par la protection viſible du Ciel, les Américains ſont deſtinés à régénérer la dignité de l'homme. A la voix de cet orateur vertueux, l'affranchiſſement des Négres s'étend parmi toutes les ſectes, au mi-

lieu de tous les Etats. Ceux qui ont tardé à s'émouvoir, publient les loix les plus sévères contre l'esclavage des Négres, & ne craignent point de désavouer leur ancienne barbarie. Ainsi un seul homme, par la majesté de la cause qu'il défend, par son but noble & généreux, prend un ascendant invincible sur sa nation, sur son siécle, peut-être sur le monde entier; car les Européens ne pourront entendre le nom de *Bénézet*, ni lire le code humain des Etats-Unis en faveur des Noirs, sans respecter des vertus si nouvelles, qu'ils admireront du moins, s'ils ne peuvent les atteindre.

La partie qui enseigne secondera toutes les vues utiles & généreuses; mais au lieu de forcer le gouvernail dans la main des hommes d'Etat bien intentionnés, & de précipiter une entreprise dont la maturité ne garantit pas encore le succès, elle armera la voix du sentiment, & portera les yeux des colons Américains sur les vertueux & pacifiques habitans de la Pensylvánie.

Une voix simple & éloquente montrera la

fertilité qui couronne des terres cultivées par des mains libres, des propriétaires heureux & floriſſans, qui n'ont plus à redouter la rage ſourde & les ténébreuſes vengeances de l'eſclave, dont l'œil baiſſé cherche l'herbe empoiſonnée avec laquelle il réagit contre un pouvoir arbitraire.

Elle fera voir des maîtres humains, qui partageront avec leurs ſerviteurs les fruits précieux de la mere commune, ſans en être moins riches, & ſur-tout ſans avoir le cruel beſoin d'étouffer chaque jour leurs remords renaiſſans; car, je me plais encore à le croire, le remords perce de ſon trait inévitable le tyran, qui ayant fait un homme eſclave, & dégradé l'humanité entiere en ſa perſonne, s'approprie juſqu'à ſes enfans, & enchaîne dans ſon inconcevable empire la race née & celle qui doit naître.

Fin du Tome premier.

JC
179
M415
t.1

Mercier, Louis Sébastien
Notions claires sur les gouvernemens

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

[redacted]

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY